



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

IDÉES CANADIENNES : TIRER PARTI DE NOS FORCES

Rapport du Comité permanent des finances

L'honorable Wayne Easter, président



FÉVRIER 2020
43^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : www.noscommunes.ca

**IDÉES CANADIENNES :
TIRER PARTI DE NOS FORCES**

**Rapport du Comité permanent
des finances**

**Le président
L'hon. Wayne Easter**

FÉVRIER 2020

43^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

AVIS AU LECTEUR

Rapports de comités présentés à la Chambre des communes

C'est en déposant un rapport à la Chambre des communes qu'un comité rend publiques ses conclusions et recommandations sur un sujet particulier. Les rapports de fond portant sur une question particulière contiennent un sommaire des témoignages entendus, les recommandations formulées par le comité et les motifs à l'appui de ces recommandations.

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

PRÉSIDENT

L'hon. Wayne Easter

VICE-PRÉSIDENTS

L'hon. Pierre Poilievre

Gabriel Ste-Marie

MEMBRES

Michael Cooper

James Cumming

Julie Dzerowicz

Peter Fragiskatos

Sean Fraser

Peter Julian

Annie Koutrakis

Michael V. McLeod

Marty Morantz

AUTRES DÉPUTÉS QUI ONT PARTICIPÉ

Daniel Blaikie

Francis Drouin

Eric Duncan

Ted Falk

Andy Fillmore

Matthew Green

Pat Kelly

Stéphane Lauzon

Philip Lawrence

Sébastien Lemire

Ron Liepert

Richard Martel

Soraya Martinez Ferrada

Brian Masse
Greg McLean
Jennifer O'Connell
Louis Plamondon
Ramesh Sangha
Terry Sheehan
Francesco Sorbara
L'hon. Tim Uppal
Kate Young

GREFFIER DU COMITÉ

David Gagnon

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Service d'information et de recherche parlementaires

Andrew Barton, analyste
Brett Capwell, analyste
Michaël Lambert-Racine, analyste
Sylvain Fleury, analyste

LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le Comité a étudié les consultations prébudgétaires 2020 et a convenu de faire rapport de ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES RECOMMANDATIONS.....	1
IDÉES CANADIENNES : TIRER PARTI DE NOS FORCES.....	17
Chapitre 1 : Introduction	17
Chapitre 2 : l’environnement et les changements climatiques.....	18
Chapitre 3 : les personnes	22
Santé.....	23
Recherche en santé.....	24
Santé mentale.....	25
Assurance-médicaments	26
Initiatives de santé publique.....	26
Autres propositions liées à la santé.....	28
Éducation et formation professionnelle	28
Emploi et main-d’œuvre	30
Finances personnelles et impôt des particuliers	33
Priorités autochtones.....	35
Garde d’enfants et prestation de soins.....	38
Pauvreté, aînés et groupes sous-représentés.....	39
Chapitre 4 : les collectivités	43
Sécurité et protection	44
Logement et infrastructure	46
Organismes de bienfaisance, sans but lucratif et entreprises sociales.....	50
Chapitre 5 : les entreprises	50
Impôt des sociétés.....	51
Commerce et tourisme	55
Ressources naturelles.....	59
Agriculture et pêches	61

Innovation	62
Chapitre 6 : la politique fiscale et le cadre réglementaire du gouvernement fédéral	64
Finances fédérales et fonction publique.....	64
Réforme et observation du régime fiscal	66
Réglementation	68
Chapitre 7 : conclusion	69
 ANNEXE A : PROPOSITIONS DES TÉMOINS	 71
 ANNEXE B : MÉMOIRES EN LIGNE	 145
 ANNEXE C : LISTE DES TÉMOINS	 169
 ANNEXE D : LISTE DES MÉMOIRES.....	 177
 PROCÈS-VERBAUX	 189
 OPINION DISSIDENTE DU PARTI CONSERVATEUR DU CANADA	 191
 OPINION DISSIDENTE DU BLOC QUÉBÉCOIS.....	 193
 OPINION COMPLÉMENTAIRE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA	 199

LISTE DES RECOMMANDATIONS

À l'issue de leurs délibérations, les comités peuvent faire des recommandations à la Chambre des communes ou au gouvernement et les inclure dans leurs rapports. Les recommandations relatives à la présente étude se trouvent énumérées ci-après.

Le Comité permanent des finances de la Chambre des communes recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 1

Adopte les recommandations du Groupe d'experts sur les finances durables qui relèvent de la compétence fédérale et soutiennent les autres juridictions et le secteur privé à faire de même. 21

Recommandation 2

Adopte un cadre environnemental transparent avec des objectifs quinquennaux légiférés concernant les réductions de GES afin d'atteindre l'objectif d'émissions nettes nulles d'ici 2050, et communique les progrès du gouvernement envers l'atténuation des impacts des changements climatiques. 21

Recommandation 3

Élabore et mette en place une stratégie de transition vers une économie à faibles émissions de carbone entièrement financée, visant à limiter certaines des répercussions les plus dévastatrices des changements climatiques pour notre génération et celles à venir, tout en plaçant la justice pour les Autochtones, les travailleurs et les plus démunis au centre de la transition vers une économie verte. 21

Recommandation 4

Élargisse le réseau de bornes de recharge rapide pour les véhicules électriques. 21

Recommandation 5

Examine les moyens pour encourager plus de Canadiens à faire la transition vers des véhicules zéro émission et les fabricants à produire et vendre un plus grand nombre de ces véhicules. 22

Recommandation 6

Établisse un rabais de pour les véhicules d'occasion électriques..... 22

Recommandation 7

Continue de soutenir l'établissement et le maintien d'aires protégées et de conservation autochtones pour que le Canada respecte ses engagements internationaux à l'égard de la biodiversité d'ici 2020 et au-delà. 22

Recommandation 8

Investisse 10 millions de dollars annuellement sur trois ans dans la recherche sur le cancer pédiatrique. 24

Recommandation 9

Investisse 2,5 millions de dollars pour offrir à tous les pompiers une formation de sensibilisation à la santé mentale. 25

Recommandation 10

Consulte les intervenants de l'industrie et les fournisseurs de soins de santé pour aider à répondre aux besoins de financement afin de coordonner les services de santé mentale à travers le pays..... 25

Recommandation 11

Investisse 16 millions de dollars sur quatre ans pour permettre aux organisations et des collectivités inuites, métisses et des Premières Nations d'assurer le leadership et la participation des Autochtones aux soins de santé mentale et de réagir efficacement aux répercussions disproportionnées des changements climatiques sur la santé mentale des peuples et des collectivités autochtones. 25

Recommandation 12

Mette en place d'un programme national universel public d'assurance-médicaments. 26

Recommandation 13

Augmente la taxe fédérale sur le tabac, qui a fait la preuve de son efficacité pour réduire le tabagisme chez les jeunes..... 27

Recommandation 14

Appuie les travaux actuels d'analyse comparative cardiovasculaire de la Société canadienne de cardiologie (SCC) dans le but de créer un programme national permanent d'analyse, conformément au plan de la SCC, en faisant un investissement chaque année de 2,5 millions de dollars pendant trois ans pour permettre à la SCC d'assurer la viabilité de ce programme. 27

Recommandation 15

Appuie la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie nationale sur le diabète, fondée sur le cadre Diabète 360°, et favorise la création d'approches stratégiques propres aux Autochtones, qui seront dirigées et contrôlées par des groupes autochtones..... 28

Recommandation 16

Aille de l'avant avec du financement destiné au traitement des maladies rares au cours de l'année fiscale à venir. 28

Recommandation 17

Investisse dans des soins à domicile complets pour les personnes qui ne peuvent pas demeurer à la maison. 28

Recommandation 18

Investisse dans une campagne nationale visant à promouvoir les métiers spécialisés comme carrières de premier choix et à financer la collecte de données sur le marché du travail local et régional, afin que tous les ordres de gouvernement, les employeurs et les autres organisations pertinentes puissent mieux jumeler les Canadiens avec les possibilités d'emploi et de carrière disponibles. Cela permettra également aux gouvernements de gérer les futurs besoins en compétences professionnelles..... 30

Recommandation 19

Entame un examen complet du régime de l'assurance emploi, notamment sur le « trou noir » et pour garantir l'indépendance de la caisse. 32

Recommandation 20

Augmente de 15 à 50 semaines la durée maximale des prestations de maladie de l'assurance-emploi..... 32

Recommandation 21

Collabore avec les différentes associations des secteurs hôtelier et touristique du Canada afin d'élaborer et mettre en œuvre un programme pour faire face aux pénuries saisonnières dans ce secteur. 32

Recommandation 22

Reproduise le nouveau programme pilote d'immigration de trois ans pour le secteur agroalimentaire, qui offre aux travailleurs étrangers temporaires la possibilité de devenir résidents permanents, dans le secteur de l'hébergement, afin d'atténuer les répercussions négatives des pénuries de main-d'œuvre dans ce secteur..... 32

Recommandation 23

Examine et mette à jour le Programme des travailleurs étrangers temporaires en réduisant les frais de demande, en simplifiant la présentation de nouvelles demandes pour les travailleurs et en établissant une voie d'accès à la résidence permanente. 33

Recommandation 24

Mette en place des mesures visant à encourager les diplômés récents et les immigrants qui acceptent un emploi en région. 33

Recommandation 25

Apporte des changements aux mesures touchant la planification de la relève pour les entreprises et fermes familiales afin de garantir que les transferts intergénérationnels se fassent de manière équitable et prévisible. 35

Recommandation 26

Réduise l'arriéré relatif aux revendications territoriales et aux négociations sur l'autonomie gouvernementale avec les organisations autochtones en augmentant le nombre de négociateurs fédéraux. 36

Recommandation 27

Augmente le soutien accordé au logement des Autochtones, notamment le financement réservé aux communautés nordiques. 36

Recommandation 28

Accélère les chantiers pour les communautés autochtones, notamment pour :

- **l'approvisionnement en eau potable;**
- **la rénovation des logements existants et la construction de nouvelles unités;**
- **la mise en œuvre de la loi C-92 en ce qui a trait aux services à l'enfance et à la famille. 36**

Recommandation 29

Reconnaisse les services policiers autochtones comme des services essentiels au sens de la loi afin qu'ils puissent se prévaloir d'un financement garanti à long terme, au même titre que les autres services de police, et développer de tels services dans les territoires nordiques..... 37

Recommandation 30

Prévoit dans son prochain budget un financement stable, prévisible et à long terme visant à mettre en application les dispositions de la *Loi sur les langues autochtones*. 37

Recommandation 31

Mette en œuvre le 21e appel à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, qui consiste à « fournir un financement à long terme pour les besoins des centres autochtones, nouveaux et de plus longue date, voués au traitement de problèmes de santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle avec lesquels doivent composer les Autochtones et qui découlent de leur expérience dans les pensionnats, et de veiller à accorder la priorité au financement de tels centres de traitement au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest »..... 37

Recommandation 32

Facilite, par des incitatifs, l'embauche, la rétention et la formation de travailleurs Autochtones. 38

Recommandation 33

Continue de négocier des ententes de financement bilatérales avec les provinces et les territoires pour améliorer la qualité des services de garde tout en bonifiant les salaires, les conditions de travail et la formation des professionnels; améliorer l'accès en augmentant considérablement le nombre de services de garde agréés de qualité, inclusifs et souples pour tous les groupes d'âge, selon une approche planifiée et gérée publiquement; rendre les services de garde abordables pour les parents. 38

Recommandation 34

Modifie les critères d'admissibilité aux prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada et au crédit d'impôt pour personnes handicapées de manière à ce qu'ils incluent les personnes atteintes d'une incapacité épisodique selon la nouvelle définition de handicap contenue dans la *Loi canadienne sur l'accessibilité*..... 41

Recommandation 35

Modifie les exigences du crédit d'impôt pour personnes handicapées en réduisant les heures de qualification et en instituant la qualification automatique pour tous les Canadiens qui ont besoin d'une thérapie de maintien de la vie. 42

Recommandation 36

Modifie le crédit d'impôt pour personnes handicapées afin de le rendre remboursable..... 42

Recommandation 37

Sépare l'admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées et à un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) afin que les personnes à qui on refuse ce crédit d'impôt ne perdent pas la cotisation du gouvernement au REEI. 42

Recommandation 38

Fasse en sorte que les retraits provenant de régimes enregistrés d'épargne-retraite ou de fonds enregistrés de revenu de retraite effectués pour des raisons médicales soient inclus dans les exemptions de gains dans le cadre du programme du Supplément de revenu garanti..... 42

Recommandation 39

Instaure des mesures pour les employeurs afin de soutenir la formation et le maintien au travail des personnes de 65 ans et plus qui le désirent, en plus d'une hausse du revenu salarial pouvant être gagné par les aînés sans pénalité au Supplément de revenu garanti..... 42

Recommandation 40

Bonifie les prestations de survivant du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec..... 42

Recommandation 41

Prolonge, à une durée de trois mois, la période durant laquelle des sommes sont versées par le biais de la Sécurité de la vieillesse à un individu décédé au profit du conjoint survivant. 43

Recommandation 42

Introduise un fond soutenant les organisations communautaires qui font progresser les droits humains des canadiens LGBTQI2S..... 43

Recommandation 43

Investisse dans les enjeux liés aux vétérans, notamment pour éliminer les délais pour les vétérans en attente d'une décision concernant leur demande d'aide financière. 43

Recommandation 44

Crée, en collaboration avec les provinces et les territoires, un registre public pancanadien des bénéficiaires effectifs des sociétés faisant affaire au Canada. 45

Recommandation 45

S'associe aux provinces et aux territoires pour compléter toutes les cartes des inondations au Canada afin de s'assurer que les citoyens comprennent mieux les risques encourus lors de l'achat d'une maison et introduire un programme national d'assurance contre les inondations qui reconnaît les différents niveaux de risque auxquels sont confrontés les Canadiens en fonction de leur emplacement et des facteurs démographiques pertinents. 45

Recommandation 46

S'engage à verser des fonds supplémentaires dans le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes. 46

Recommandation 47

Augmente le financement accordé à la Gendarmerie royale du Canada pour renforcer sa capacité de recruter et de former plus d'agents..... 46

Recommandation 48

Maintienne les subventions actuelles destinées aux conventions de logements sociaux, tout en bonifiant les budgets alloués à la construction, la rénovation et la transformation de logements sociaux et abordables. 47

Recommandation 49

Lance un forum sur le logement qui réunirait les provinces, les territoires, les municipalités et le gouvernement fédéral pour analyser les besoins régionaux en matière de logement et coordonner les mesures sur les principaux enjeux qui affectent l'abordabilité du logement, y compris les mesures du côté de la demande et de l'offre, ainsi que le logement locatif et les lacunes d'approvisionnement et de données..... 47

Recommandation 50

Établisse un programme pour fournir des vérifications énergétiques aux propriétaires et investisse dans les réaménagements pour améliorer l'efficacité énergétique de maisons. 47

Recommandation 51

Examine les impacts de tout plan visant à rendre la certification Energy Star obligatoire d'ici 2022. 48

Recommandation 52

Exempte les renouvellements de prêts hypothécaires des tests de résistance lorsque le débiteur hypothécaire s'est déjà acquitté des obligations inhérentes à son hypothèque initiale. 48

Recommandation 53

Instaure un fonds spécial pour aider les municipalités souhaitant électrifier leurs parcs de véhicules de transport en commun en partenariat avec le gouvernement fédéral. Les investissements seraient centrés sur les autobus et l'infrastructure nécessaire pour assurer leur fonctionnement. Compte tenu des difficultés inhérentes au remplacement massif des systèmes diesel, un modèle de projet pilote offre la meilleure solution d'un point de vue technique et financier..... 48

Recommandation 54

Fasse les investissements nécessaires pour combler le plus possible le déficit d'infrastructure dans le Nord afin d'aborder les défis auxquels les populations nordiques se heurtent en ce qui concerne le transport, la connectivité, l'énergie et les changements climatiques. 49

Recommandation 55

Instaure un programme de rénovations vertes, en y incluant un volet pour les bâtiments commerciaux sous forme de soutien fiscal, qui couvrirait à la fois les rénovations écoénergétiques et l'électrification des systèmes de chauffage. 49

Recommandation 56

Permette aux hôpitaux d'être admissibles au financement pour l'infrastructure et la rénovation écologique par le biais de divers volets de financement existants et nouveaux, y compris le financement de l'atténuation des catastrophes. 49

Recommandation 57

Mette sur pied la deuxième phase du programme Brancher pour innover et débloque le financement rapidement. 50

Recommandation 58

Rende les petits aéroports régionaux éligibles au même financement disponible aux grands aéroports. 50

Recommandation 59

Fournisse un financement de 20 millions de dollars sur 10 ans à la Commission canadienne des jurys pour soutenir la santé mentale des jurés. 50

Recommandation 60

S'assure que toutes les sociétés qui exercent leurs activités au Canada au moyen d'une présence numérique paient de l'impôt sur le revenu des sociétés sur toutes leurs activités canadiennes. 53

Recommandation 61

Modifie la Loi de l'impôt sur le revenu afin d'établir clairement que les revenus gagnés par les exploitants de terrains de camping privés qui ont moins de cinq employés à temps plein à l'année sont considérés comme des « revenus tirés d'une entreprise exploitée activement » aux fins de la détermination de l'admissibilité à la déduction accordée aux petites entreprises. 53

Recommandation 62

Examine l'utilisation potentielle d'un crédit d'impôt pour le développement rural similaire au crédit d'impôt à l'investissement dans la région de l'Atlantique 54

Recommandation 63

Revoie les règles définissant le revenu d'entreprise passif et le revenu tiré d'une entreprise exploitée activement, y compris la règle des cinq employés pour les petites entreprises. 54

Recommandation 64

Examine la façon dont les actions accréditives pourraient être utilisées pour réunir des capitaux sur les marchés pour les entreprises de technologies vertes ou le démarrage de ce type d'entreprise et dans d'autres secteurs. 54

Recommandation 65

Mette en place des outils fiscaux, comme un instrument d'actions accréditives comparable aux frais d'exploration au Canada afin d'encourager et de faciliter les investissements en capital pour la désaffectation de puits, d'installations et de pipelines inactifs..... 54

Recommandation 66

Encourage les Canadiens à adopter des modes de vie sains en réduisant les taux des droits d'accise sur les produits de la bière ayant un TAV égal ou inférieur à 3,5 % et en exemptant les produits de la bière non alcoolisés de droits d'accise, afin de stimuler la croissance et l'investissement dans ce créneau sous-développé du marché canadien de la bière..... 55

Recommandation 67

Poursuive et augmente les investissements dans les cadres du Fonds pour les expériences canadiennes et de Destination Canada afin d'appuyer la diversification et la promotion internationale du secteur du tourisme au Canada. 57

Recommandation 68

Réduise davantage les obstacles au commerce intérieur..... 57

Recommandation 69

S'assure de l'intégrité continue des étiquettes « Produit du Canada » et « Fait au Canada » en maintenant le seuil actuel de contenu canadien et en continuant à exiger que l'on indique le contenu importé des produits laitiers. 57

Recommandation 70

S'assure que les droits à l'exportation prévus dans l'Accord Canada–États-Unis–Mexique, qui sont prélevés sur certains produits laitiers — concentrés de protéines de lait, poudre de lait écrémé et préparations pour nourrissons — après un certain seuil ne s'appliquent qu'aux exportations des signataires de l'Accord..... 57

Recommandation 71

Munisse l'Agence des services frontaliers du Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments des ressources dont elles ont besoin pour appliquer adéquatement les règlements et les normes régissant l'importation de produits laitiers à la frontière canadienne. 58

Recommandation 72

Respecte son engagement à indemniser pleinement et équitablement les producteurs laitiers afin d'atténuer les répercussions de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique. 58

Recommandation 73

Continue à remettre aux producteurs laitiers sous forme de paiements directs les sept années restantes d'indemnisation pour atténuer les effets des accords avec les pays transpacifiques et de l'Union européenne, et inclure le montant total dans le budget principal des dépenses pour le l'année fiscale à venir. 59

Recommandation 74

Crée une stratégie pour les minéraux des terres rares..... 59

Recommandation 75

Améliore la capacité de transporter les ressources de l'Ouest du Canada en approuvant de nouveaux pipelines pour transporter en toute sécurité le pétrole vers de nouveaux marchés et au Canada. 60

Recommandation 76

Examine la possibilité de permettre aux entreprises d'utiliser des fiducies pour l'environnement admissibles pour mettre des fonds de côté pour la restauration future des puits de pétrole et de gaz..... 60

Recommandation 77

Entreprene un vaste chantier de modernisation de l'industrie forestière en :

- allongeant la chaîne de production par un programme de soutien à l'investissement dans les entreprises de transformation du bois;
- soutenant la recherche et le développement dans le domaine forestier;
- soutenant les projets de biométhanisation des résidus forestiers;
- soutenant les initiatives locales de mise en valeur de la forêt comme la cueillette, le tourisme et l'offre de chasse et pêche récréative;
- finançant la lutte contre les espèces envahissantes pour toutes les régions touchées..... 60

Recommandation 78

Se conforme aux traités bilatéraux conclus avec les États-Unis concernant les Grands Lacs et honore ses engagements en augmentant le financement de la Commission des pêcheries des Grands Lacs, en commençant par 13,15 millions de dollars pour l'exercice 2020–2021 et 19,44 millions de dollars pour l'exercice 2021–2022 et chaque année par la suite. 61

Recommandation 79

Que le gouvernement du Canada accorde un financement à Agriculture et Agroalimentaire Canada dans le but d'entamer des négociations avec les provinces pour améliorer les filets de sécurité agricole. 62

Recommandation 80

Rassemble de toute urgence une table de stratégie économique sur les industries créatives afin de libérer le plein potentiel d'innovation de ces secteurs, de produire du contenu de calibre mondial et de partager ses travaux créatifs au pays et à l'étranger..... 64

Recommandation 81

Examine un ajustement à la formule de calcul actuelle du Transfert canadien en matière de santé avec une variable prenant en compte le vieillissement de la population des provinces et territoires. 66

Recommandation 82

Continue d'accorder la priorité à la réduction de la dette du gouvernement par rapport au produit intérieur brut. 66

Recommandation 83

Exige que l'Agence du revenu du Canada publie des estimations des écarts fiscaux tous les trois ans. 66

Recommandation 84

Règle les problèmes liés au système de paye Phénix. 66

Recommandation 85

Élimine les programmes d'aide sociale ciblée aux entreprises. Par exemple : 50 millions de dollars à Mastercard, 40 millions de dollars à BlackBerry, et 12 millions de dollars à Loblaw's, etc..... 66

Recommandation 86

Nomme un groupe d'experts et le charge de réaliser un examen public complet du régime fiscal canadien en adoptant une approche toute canadienne, de manière à faire en sorte que le régime fiscal soit équitable, élimine les échappatoires fiscales pour les entreprises, renforce la compétitivité des entreprises canadiennes, stimule l'innovation et réduise le fardeau administratif et de conformité de tous ses utilisateurs, ce qui peut inclure, sans s'y limiter, l'examen :

- de la succession des entreprises;
- de l'Agence du revenu du Canada et de la publication d'informations sur le nombre et la valeur des déductions et des règles fiscales;
- des accords d'échange de renseignements fiscaux et des conventions fiscales que le Canada a signés;
- des paiements d'intérêts que les entreprises peuvent déduire de leurs profits, y compris les subventions étrangères;
- des sociétés qui transfèrent leurs profits à leurs filiales étrangères;
- des régimes fiscaux qui distribuent les profits des entreprises selon une formule qui correspond à l'activité économique réelle;
- de l'évasion fiscale;
- de l'imposition des géants du numérique et des sociétés qui n'ont pas de présence physique au Canada;
- de toutes les mesures fiscales liées aux handicaps;
- de la déduction pour amortissement et d'autres mesures fiscales incitatives;
- de l'ajustement inflationniste du droit d'accise sur l'alcool;
- de l'application de l'impôt sur le revenu des sociétés et des TPS/TVH aux exploitants de plateformes de location à court terme. 67

Recommandation 87

Simplifie le régime fiscal pour les personnes ayant une infirmité physique ou mentale..... 68

Recommandation 88

Exige un examen des moyens à la disposition de l'Agence du revenu du Canada pour enquêter sur le phénomène des paradis fiscaux, ainsi que des moyens législatifs permettant d'obliger les grandes entreprises faisant affaire au Canada à payer leur juste part de taxes et d'impôt. 68

Recommandation 89

Intègre des considérations relatives à la croissance économique et à la compétitivité dans les mandats des organismes de réglementation, lorsque cela est approprié..... 69

Recommandation 90

Révisé ses politiques et programmes en tenant compte du besoin de moderniser la production d'aluminium au Canada afin de maintenir sa compétitivité et de réduire le fardeau administratif de ce secteur..... 69

Recommandation 91

S'assure que les réseaux de cartes de crédit respectent leurs engagements pris en 2018 de réduire les frais d'interchange et autres frais facturés aux entreprises canadiennes pour l'utilisation de leurs cartes. 69

Recommandation 92

Élimine les frais de transaction facturés aux entrepreneurs sur le montant de taxe sur les produits et services et de taxe de vente harmonisée lors de transactions faites par carte de crédit..... 69



IDÉES CANADIENNES : TIRER PARTI DE NOS FORCES

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

En 2019, devant l'inquiétude grandissante suscitée par les changements climatiques, des manifestations ont été organisées aux quatre coins du monde, et les parlements du Canada et de nombreux autres pays ont déclaré l'« urgence climatique¹ ».

C'est dans ce contexte qu'à l'été 2019, le Comité permanent des finances de la 42^e législature a invité les Canadiens à lui faire part de leurs propositions en vue du budget fédéral de 2020, notamment en ce qui concerne « la transition requise vers une économie faible en carbone² ». Le 29 janvier 2020, le Comité permanent des finances de la 43^e législature (le Comité) a adopté une motion en vue d'examiner ces propositions dans le cadre de ses consultations prébudgétaires en vue du budget fédéral de 2020³.

Après avoir entendu près de 70 organismes et personnes durant les audiences prébudgétaires tenues à Ottawa du 3 au 6 février 2020 et après avoir reçu plus de 270 mémoires à l'été 2019 et lors des audiences de 2020, le Comité présente son rapport sur les propositions qui devraient être incluses dans le budget fédéral de 2020.

Les chapitres 2, 3, 4 et 5 décrivent les thèmes des propositions liées respectivement à l'environnement et aux changements climatiques, aux personnes, aux collectivités et aux entreprises présentées par les organismes et les personnes qui ont comparu devant le Comité. Ils comprennent aussi les recommandations de ce dernier dans chaque domaine.

Le chapitre 6 décrit quant à lui les thèmes des propositions portant sur la politique fiscale et le cadre réglementaire du gouvernement et il présente les recommandations du Comité à cet égard.

-
- 1 Fonds monétaire international, « [L'économie face au climat](#) », *Finances et développement*, décembre 2019, p. 12.
 - 2 Comité permanent des finances, « [Les Canadiens sont invités à faire connaître leurs priorités pour le budget fédéral de 2020](#) », Communiqué de presse, 13 juin 2019.
 - 3 Comité permanent des finances de la Chambre des communes, [Témoignages](#), 1^{re} session, 43^e législature, réunion n° 1, 29 janvier 2020.

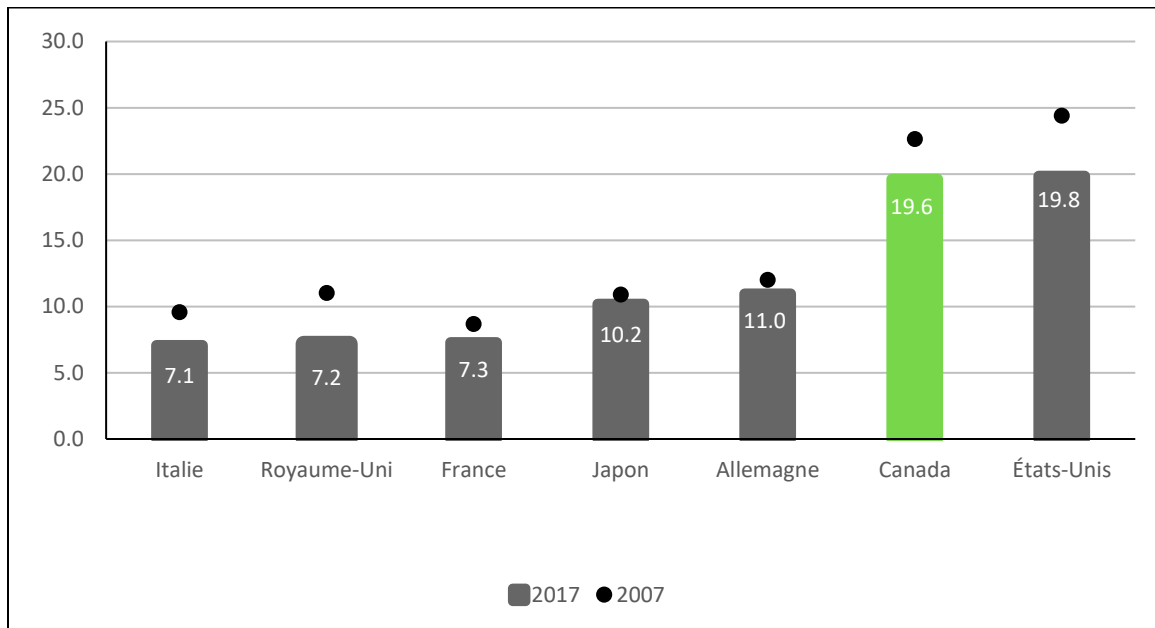


Les propositions que les organismes et les personnes ont formulées au cours de leur témoignage devant le Comité et dans les mémoires qu'ils lui ont soumis se trouvent à l'annexe A. Les sujets ayant été abordés dans les mémoires reçus durant l'été 2019 sont présentés à l'annexe B.

CHAPITRE 2 : L'ENVIRONNEMENT ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Selon le [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT] des Nations Unies, la hausse de la concentration des émissions de gaz à effet de serre (GES) a des répercussions négatives sur les populations et l'environnement partout dans le monde. Elle modifie les écosystèmes jusqu'à faire perdre à leurs habitants naturels leur capacité d'y survivre, elle accroît la fréquence des phénomènes météorologiques dangereux et elle provoque des pénuries d'eau et de nourriture. La figure 1 montre les émissions de GES des pays du G7 par habitant. En 2017, le Canada était le deuxième pays émetteur de GES par habitant du G7 après les États-Unis.

Figure 1 — Émissions de gaz à effet de serre par habitant, pays du G7, 2007 et 2017 (en tonnes d'équivalent de CO2 par habitant)



Note : Les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur les émissions de GES excluent celles relatives à l'affectation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie.

Source : Figure préparée avec des données provenant de : Organisation de coopération et de développement économiques, [Émissions de gaz à effet de serre](#); Fonds monétaire international, [World Economic Outlook Database, octobre 2019](#), Population, base de données consultée le 12 février 2020 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

En ce qui concerne l'environnement et les changements climatiques, les témoins ont axé leurs interventions sur les enjeux relatifs à la politique sur les changements climatiques, à la tarification du carbone, aux évaluations environnementales, à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, à l'aide ciblée du gouvernement fédéral, ainsi qu'aux terres, aux eaux et aux parcs canadiens.

Au sujet de la politique sur les changements climatiques, les témoins se sont intéressés à l'adoption d'une stratégie nationale sur les changements climatiques, à l'octroi de fonds aux municipalités, aux diverses façons d'accroître l'efficacité énergétique, au financement international de la lutte contre les changements climatiques, aux exploitations agricoles modèles, aux approbations agricoles, à la main-d'œuvre canadienne pour la construction à faible intensité de carbone, à la transition du secteur énergétique, à la circularité de l'économie canadienne, au Fonds pour une économie à



faibles émissions de carbone, aux plastiques à usage unique et à l'article 6 de l'*Accord de Paris*.

À propos du régime canadien de tarification du carbone, les témoins ont mis l'accent sur l'utilisation des revenus, les exemptions relatives au carburant, les activités des exploitations agricoles, les importations canadiennes, les grands émetteurs et les défis à surmonter dans le Nord. En ce qui concerne les évaluations environnementales, les sujets abordés portaient sur les groupes consultatifs d'experts externes, les actifs environnementaux du Canada et la collaboration avec les Autochtones et les Premières Nations.

Les témoins qui s'intéressent à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone ont traité d'enjeux comme le financement durable, l'analyse de données liées au climat et les inventaires d'émissions, les véhicules zéro émission, les pratiques agricoles, la modernisation des infrastructures, les emballages de plastique, les subventions aux combustibles fossiles, le secteur canadien de l'expédition et les projets de loi connexes.

Le Comité a reçu un certain nombre de demandes pour que le gouvernement fédéral accorde une aide ou un financement ciblé à des projets d'infrastructure verte, à des projets de transport en commun, à la décarbonation des véhicules lourds, au Fonds pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, au plan de gestion de la sauvagine, à des investissements dans des entreprises zéro déchet, à la lutte antiparasitaire, à la production de données géospatiales, à la production de données sur l'environnement par Statistique Canada, au Plan de gestion des produits chimiques, à des programmes agroenvironnementaux et aux efforts des gouvernements territoriaux.

Enfin, au sujet des terres, des eaux et des parcs canadiens, les témoins ont fait allusion à la gestion des aires protégées, comme les aires autochtones et marines protégées, à l'adoption d'un fonds pour des solutions axées sur la nature, à la restauration des milieux humides et des prairies, à la collecte de données géographiques, à l'abandon du matériel de pêche, à la surveillance des eaux, aux initiatives des Grands Lacs, aux responsabilités ministérielles, à la migration des oiseaux, ainsi qu'à l'application et au renforcement de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* de 1999, de la *Loi sur les pêches* et de la *Loi sur les espèces en péril*.

« Comment définir la réussite? Nous aurons réussi lorsqu'une gestion des risques et des investissements qui tiennent compte des changements climatiques seront devenus la norme. Il faut que cela fasse partie intégrante de l'ensemble des décisions, des produits et des services financiers au quotidien. Nous aurons réussi lorsque nous ne dirons plus "finance durable" parce que ce sera désormais synonyme du terme "finance" employé seul — comprenons bien que ce n'est pas le cas aujourd'hui. »

Barbara Zvan

Recommandation 1

Adopte les recommandations du Groupe d'experts sur les finances durables qui relèvent de la compétence fédérale et soutiennent les autres juridictions et le secteur privé à faire de même.

Recommandation 2

Adopte un cadre environnemental transparent avec des objectifs quinquennaux légiférés concernant les réductions de GES afin d'atteindre l'objectif d'émissions nettes nulles d'ici 2050, et communique les progrès du gouvernement envers l'atténuation des impacts des changements climatiques.

Recommandation 3

Élabore et mette en place une stratégie de transition vers une économie à faibles émissions de carbone entièrement financée, visant à limiter certaines des répercussions les plus dévastatrices des changements climatiques pour notre génération et celles à venir, tout en plaçant la justice pour les Autochtones, les travailleurs et les plus démunis au centre de la transition vers une économie verte.

Recommandation 4

Élargisse le réseau de bornes de recharge rapide pour les véhicules électriques.



Recommandation 5

Examine les moyens pour encourager plus de Canadiens à faire la transition vers des véhicules zéro émission et les fabricants à produire et vendre un plus grand nombre de ces véhicules.

« Le gouvernement devrait réaliser son engagement d'offrir des incitatifs à l'achat de véhicules électriques usagés. Le programme d'incitatif à l'achat pourrait être revu afin d'offrir un incitatif en fonction du revenu. L'acquisition d'un véhicule électrique est particulièrement avantageuse pour les Canadiens à faible revenu, mais ils n'ont pas toujours les moyens de payer plus cher à l'achat même s'ils sont conscients des avantages à long terme. »

[Clean Energy Canada](#)

Recommandation 6

Établisse un rabais de pour les véhicules d'occasion électriques.

Recommandation 7

Continue de soutenir l'établissement et le maintien d'aires protégées et de conservation autochtones pour que le Canada respecte ses engagements internationaux à l'égard de la biodiversité d'ici 2020 et au-delà.

CHAPITRE 3 : LES PERSONNES

Collectivement, les Canadiens forment une mosaïque riche en cultures et en traditions. Comme le pays occupe une vaste superficie, ils incarnent le caractère régional de leur collectivité respective, ainsi que de leur province ou de leur territoire. C'est pourquoi les programmes et services fédéraux cherchent à répondre aux besoins diversifiés des Canadiens tout en tenant compte de la grande variété de leurs réalités individuelles.

Durant ses consultations prébudgétaires de 2020, le Comité a entendu des témoins qui ont proposé diverses mesures pour améliorer la vie des Canadiens. Ces propositions portaient sur des sujets comme l'amélioration des services de santé et de l'accès à l'éducation, la modification du régime d'imposition sur le revenu des particuliers et la mise en œuvre de mesures pour la garde des enfants et la prestation des soins. Des

mesures particulières pour les collectivités autochtones, les aînés et les groupes sous-représentés ont aussi été proposées.

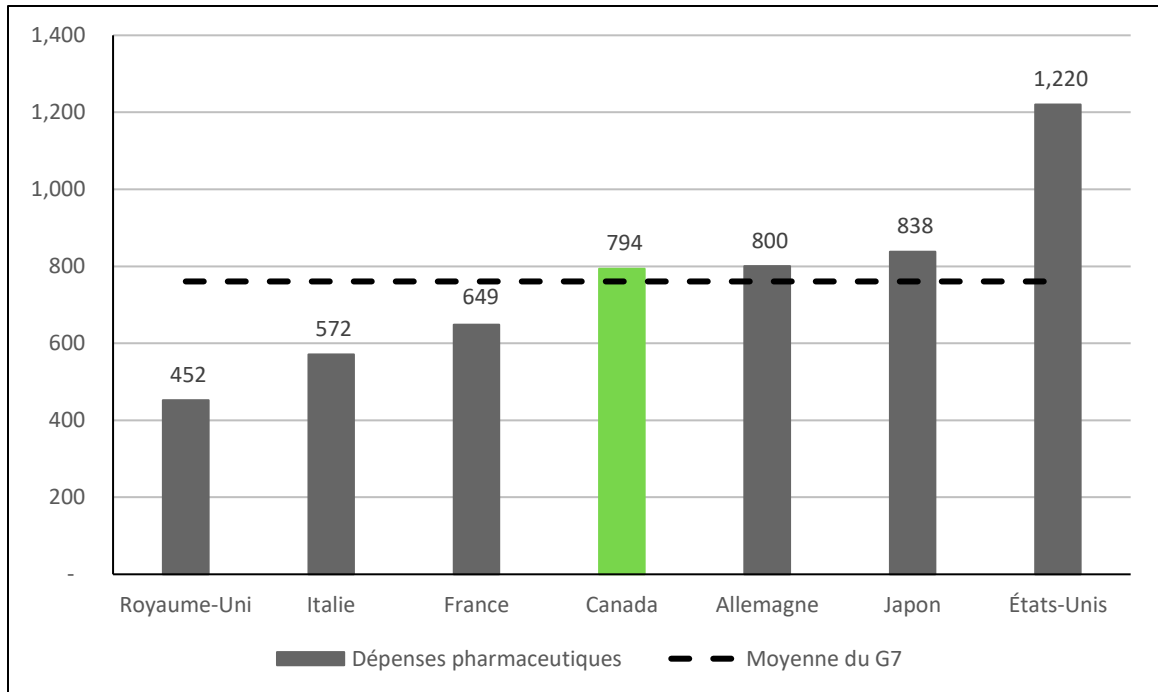
Santé

Selon le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés⁴, les dépenses des régimes publics d'assurance-médicaments du Canada représentent une importante partie du budget global en santé. Il indique qu'on a « estimé le coût total des médicaments d'ordonnance au Canada à 33,7 milliards de dollars en 2018, le volet le plus important (42,7 %) étant financé par les régimes publics d'assurance-médicaments et le solde étant payé par les régimes privés (36,6 %) ou par les ménages et les particuliers (20,7 %) ». Par rapport aux autres membres du G7, les dépenses en produits pharmaceutiques se sont élevées à 794 \$ US par habitant au Canada en 2016. Comme le montre la figure 2, elles correspondent à la moyenne des dépenses des pays du G7, qui se chiffrent à 761 \$ US.

4 Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, *Compass Rx : Rapport annuel sur les dépenses des régimes publics d'assurance-médicaments 2017-2018*, 5^e édition, Ottawa, septembre 2019, p. 2.



Figure 2 — Dépenses pharmaceutiques par habitant, pays du G7, 2016 (\$ US)



Source : Figure préparée avec des données provenant de : Organisation de coopération et de développement économiques, [Dépenses pharmaceutiques](#), consulté le 12 février 2020.

Les témoins ont fait des propositions au sujet d'un éventail d'initiatives de santé publique. Ils ont notamment formulé des propositions sur la recherche en santé, les soins à domicile, l'assurance-médicaments et la santé mentale. En outre, ils ont demandé du financement pour divers organismes de bienfaisance faisant la promotion d'initiatives liées à la santé.

Recherche en santé

En ce qui concerne la recherche en santé, les témoins ont surtout proposé que l'on soutienne les initiatives se préoccupant des répercussions des changements climatiques sur la santé des personnes, des collectivités et des entreprises. Ils ont aussi recommandé que l'on modernise le système de soins de santé grâce à l'innovation et à la réalisation d'investissements ciblés dans la recherche sur le cancer pédiatrique et le vieillissement.

Recommandation 8

Investisse 10 millions de dollars annuellement sur trois ans dans la recherche sur le cancer pédiatrique.

Santé mentale

Du côté de la santé mentale, les témoins ont proposé que l'on adapte les programmes actuels pour qu'ils tiennent compte des répercussions psychologiques des changements climatiques, que l'on accorde plus de ressources aux collectivités pour les aider à s'adapter aux conséquences des changements climatiques, que l'on finance la mise sur pied de nouveaux programmes et services et que l'on mette de côté des fonds pour modifier le modèle de prestation de soins aux patients atteints de démence.

« La question de la santé mentale est effectivement très problématique non seulement pour les pompiers, mais aussi pour tous les autres premiers intervenants du pays, et le problème va même plus loin. »

[Association canadienne des chefs de pompiers](#)

Recommandation 9

Investisse 2,5 millions de dollars pour offrir à tous les pompiers une formation de sensibilisation à la santé mentale.

« L'engagement visant la santé mentale envoie un message clair au peuple canadien, qui perçoit de plus en plus l'importance de la santé mentale et qui travaille ensemble pour réduire la stigmatisation de la maladie mentale. Des personnes de tous les milieux affichent une franchise et un engagement sans précédent, ainsi qu'une volonté de changer les choses. »

[Association canadienne pour la santé mentale](#)

Recommandation 10

Consulte les intervenants de l'industrie et les fournisseurs de soins de santé pour aider à répondre aux besoins de financement afin de coordonner les services de santé mentale à travers le pays.

Recommandation 11

Investisse 16 millions de dollars sur quatre ans pour permettre aux organisations et des collectivités inuites, métisses et des Premières Nations d'assurer le leadership et la



participation des Autochtones aux soins de santé mentale et de réagir efficacement aux répercussions disproportionnées des changements climatiques sur la santé mentale des peuples et des collectivités autochtones.

Assurance-médicaments

Une multitude d'organismes ont demandé la mise sur pied d'un régime universel d'assurance-médicaments. Les témoins ont aussi indiqué que le régime devrait assumer le coût des vaccins et des divers types d'insuline.

« À l'heure actuelle, le Canada est le seul pays développé doté d'un système de santé universel à ne pas offrir une couverture correspondante pour les médicaments d'ordonnance. »

[Médecins canadiens pour le régime public](#)

Recommandation 12

Mette en place d'un programme national universel public d'assurance-médicaments.

Initiatives de santé publique

Les témoins ont proposé que l'on mette en œuvre une stratégie nationale sur le diabète, que l'on investisse dans la recherche sur le diabète et que l'on adapte la stratégie aux Autochtones. Ils ont aussi demandé la création d'un registre national des patients atteints de diabète de type 1. Par ailleurs, d'autres témoins ont recommandé l'imposition de frais annuels de recouvrement de coûts à l'industrie du tabac, l'augmentation des fonds visant l'amélioration des services en santé cardiaque et le financement continu du cadre fédéral lié aux troubles de stress post-traumatique.

« L'utilisation du tabac est la première cause de maladie et de décès évitable au Canada, tuant chaque année 45 000 Canadiens, dont 30 % de ceux qui meurent d'un cancer. En dépit des progrès réalisés, cinq millions de Canadiens fument encore. Il reste encore énormément de travail à faire pour atteindre l'objectif du gouvernement de ramener le nombre de Canadiens qui utilisent des produits du tabac sous la barre des 5 %. »

[Société canadienne du cancer](#)

Recommandation 13

Augmente la taxe fédérale sur le tabac, qui a fait la preuve de son efficacité pour réduire le tabagisme chez les jeunes.

« Il n'y a aucun mandat ni ressource qui permettrait de prendre les données sur les soins cardiaques et en faire un rapport comparatif national, comme nous le faisons pour le cancer avec le Partenariat canadien contre le cancer. Les provinces et les territoires ont peu d'outils avec lesquels ils peuvent effectuer une analyse comparative pour comprendre comment d'autres administrations améliorent leurs systèmes, obtiennent des gains d'efficacité et offrent de meilleurs soins. »

[Société canadienne de cardiologie](#)

Recommandation 14

Appuie les travaux actuels d'analyse comparative cardiovasculaire de la Société canadienne de cardiologie (SCC) dans le but de créer un programme national permanent d'analyse, conformément au plan de la SCC, en faisant un investissement chaque année de 2,5 millions de dollars pendant trois ans pour permettre à la SCC d'assurer la viabilité de ce programme.



« Nous espérons pouvoir réduire le nombre de Canadiens recevant un diagnostic de diabète de 110 000 par année une fois que la stratégie Diabète 360° sera mise en œuvre. Je dois souligner qu'on commencera à enregistrer ces bienfaits dès la première année. Au coût de seulement 150 millions de dollars sur 7 ans, la stratégie Diabète 360° n'aurait seulement qu'à prévenir 12 000 cas de diabète de type 2 pour être rentable. Autrement dit, la période de remboursement pour ce programme est moins d'un mois et demi. »

[Diabète Canada](#)

Recommandation 15

Appuie la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie nationale sur le diabète, fondée sur le cadre Diabète 360°, et favorise la création d'approches stratégiques propres aux Autochtones, qui seront dirigées et contrôlées par des groupes autochtones.

Recommandation 16

Aille de l'avant avec du financement destiné au traitement des maladies rares au cours de l'année fiscale à venir.

Autres propositions liées à la santé

Les témoins ont parlé de l'importance de la transparence et de l'équité des programmes fédéraux d'octroi de fonds aux organismes de santé. Ils ont aussi laissé entendre qu'il faudrait augmenter le financement accordé au Fonds stratégique pour l'innovation, au Réseau de santé CAN, aux plateformes numériques des organismes de santé et aux soins à domicile.

Recommandation 17

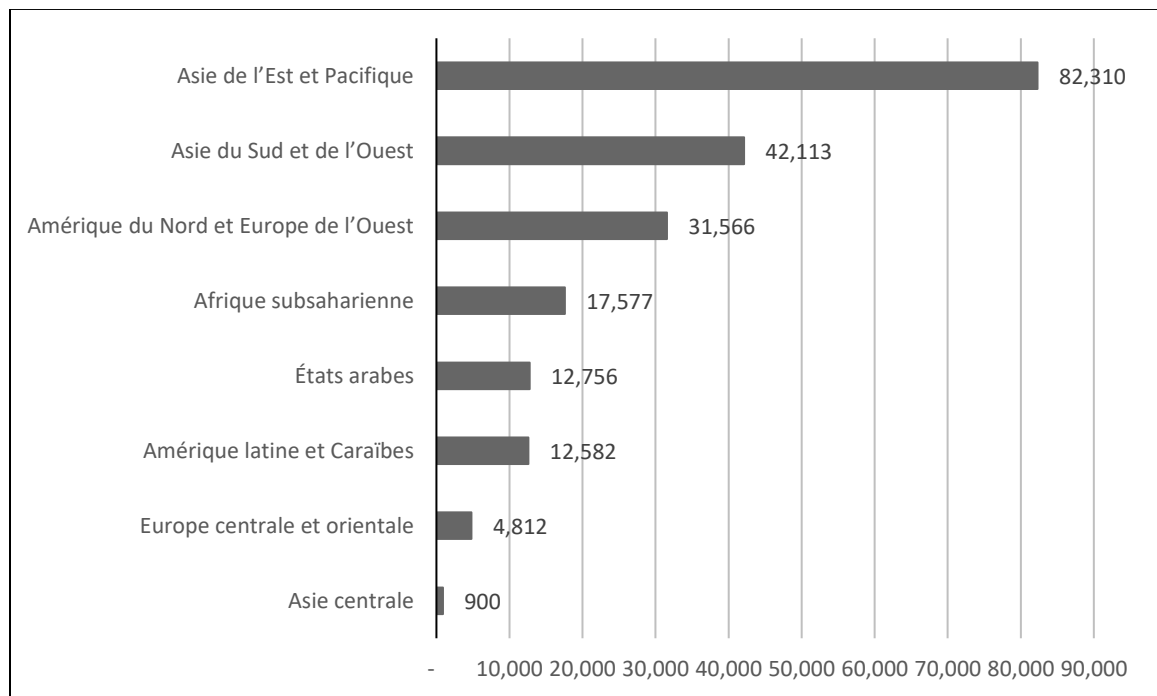
Investisse dans des soins à domicile complets pour les personnes qui ne peuvent pas demeurer à la maison.

Éducation et formation professionnelle

Selon la publication [Indicateurs de l'éducation au Canada : une perspective internationale 2019](#) de Statistique Canada, la majorité des étudiants internationaux

inscrits aux études tertiaires au Canada pour l'année de référence 2016-2017 l'étaient au niveau du baccalauréat ou l'équivalent. La figure 3 présente le nombre d'étudiants internationaux, par région, qui ont traversé une frontière nationale ou territoriale pour venir étudier au Canada. Pour l'année scolaire se terminant en 2017, les graphiques de l'Institut de statistique de l'UNESCO montrent que plus de 124 000 étudiants étaient originaires de pays asiatiques (82 310 d'entre eux venaient de l'Asie de l'Est et du Pacifique, et 42 113 venaient de l'Asie du Sud et de l'Ouest).

Figure 3 — Nombre d'étudiants internationaux, par région d'origine, inscrits aux études tertiaires au Canada, 2017



Source : Figure préparée avec des données provenant de : Institut de statistique de l'UNESCO, [Étudiants internationaux dans le pays d'accueil par continent d'origine](#), consulté le 12 février 2020.

Les témoins ont proposé que l'on améliore l'accessibilité des étudiants des cycles supérieurs aux bourses d'études canadiennes et que l'on soutienne les projets visant à accroître l'efficacité énergétique des campus. En ce qui concerne la formation professionnelle, ils ont proposé que l'on fasse la promotion des métiers spécialisés à l'échelle du pays et que l'on finance les métiers spécialisés dans les secteurs qui réduisent au minimum leur empreinte sur l'environnement. Par ailleurs, d'autres témoins ont recommandé que l'on aide les organismes du secteur privé offrant de la formation professionnelle en leur accordant des crédits d'impôt supplémentaires et que



l'on permette aux étudiants internationaux d'acquérir de l'expérience professionnelle pendant leurs études.

Recommandation 18

Investisse dans une campagne nationale visant à promouvoir les métiers spécialisés comme carrières de premier choix et à financer la collecte de données sur le marché du travail local et régional, afin que tous les ordres de gouvernement, les employeurs et les autres organisations pertinentes puissent mieux jumeler les Canadiens avec les possibilités d'emploi et de carrière disponibles. Cela permettra également aux gouvernements de gérer les futurs besoins en compétences professionnelles.

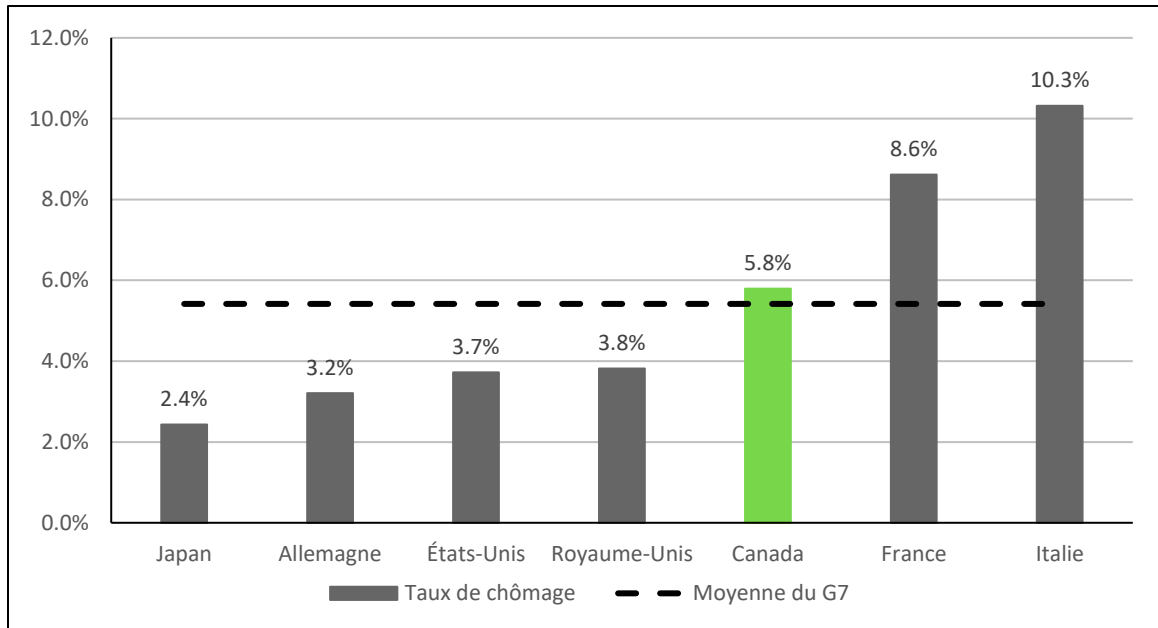
Emploi et main-d'œuvre

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la « croissance de l'emploi s'est sensiblement accélérée [au Canada en 2019], sur fond d'augmentations marquées de la population et du taux d'activité⁵ ». En outre, « le taux de chômage a continué [d'y] descendre jusqu'à des points historiquement bas⁶ ». La figure 4 ci-dessous montre le taux de chômage dans les pays du G7 en 2019. Encore une fois, celui du Canada se compare à la moyenne du G7.

5 Organisation de coopération et de développement économiques, *Perspectives économiques de l'OCDE*, novembre 2019.

6 *Ibid.*

Figure 4 — Taux de chômage dans les pays du G7, 2019



Note : Estimation du Fonds monétaire international pour 2019.

Source : Figure préparée avec des données provenant de : Fonds monétaire international, [World Economic Outlook Database](#), octobre 2019, consultée le 12 février 2020 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

Les organismes ont insisté sur la nécessité d'améliorer l'assurance-emploi en prolongeant les prestations, en modifiant les critères d'admissibilité et en mettant en œuvre des projets d'aide aux travailleurs saisonniers. Les autres propositions portaient sur des initiatives propres à certains secteurs, de manière à ce qu'ils puissent composer avec les pénuries de main-d'œuvre, et le soutien à des initiatives visant les Canadiens sous-représentés, les jeunes et les travailleurs d'expérience.



« Je veux insister sur un élément, qui devait être réglé et qui, à notre avis, ne l'est pas. Je parle de la fameuse question du trou noir à laquelle font face les travailleuses et travailleurs saisonniers qui, parce qu'ils n'ont pas suffisamment d'heures de travail, ont tout de même accès à l'assurance-emploi, mais pas pour une période assez longue. Ils se retrouvent ainsi à vivre une période où ils sont encore au chômage sans recevoir d'assurance-emploi. »

[Confédération des syndicats nationaux](#)

Recommandation 19

Entame un examen complet du régime de l'assurance emploi, notamment sur le « trou noir » et pour garantir l'indépendance de la caisse.

« [S]elon une étude du directeur parlementaire du budget publiée en avril 2019, le coût additionnel de la prolongation des prestations de maladie, si elles étaient portées de 15 à 50 semaines, serait de 1,1 milliard de dollars pour 2020. »

[Conseil national des chômeurs et chômeuses](#)

Recommandation 20

Augmente de 15 à 50 semaines la durée maximale des prestations de maladie de l'assurance-emploi.

Recommandation 21

Collabore avec les différentes associations des secteurs hôtelier et touristique du Canada afin d'élaborer et mettre en œuvre un programme pour faire face aux pénuries saisonnières dans ce secteur.

Recommandation 22

Reproduise le nouveau programme pilote d'immigration de trois ans pour le secteur agroalimentaire, qui offre aux travailleurs étrangers temporaires la possibilité de devenir résidents permanents, dans le secteur de l'hébergement, afin d'atténuer les répercussions négatives des pénuries de main-d'œuvre dans ce secteur.

Recommandation 23

Examine et mette à jour le Programme des travailleurs étrangers temporaires en réduisant les frais de demande, en simplifiant la présentation de nouvelles demandes pour les travailleurs et en établissant une voie d'accès à la résidence permanente.

Recommandation 24

Mette en place des mesures visant à encourager les diplômés récents et les immigrants qui acceptent un emploi en région.

Finances personnelles et impôt des particuliers

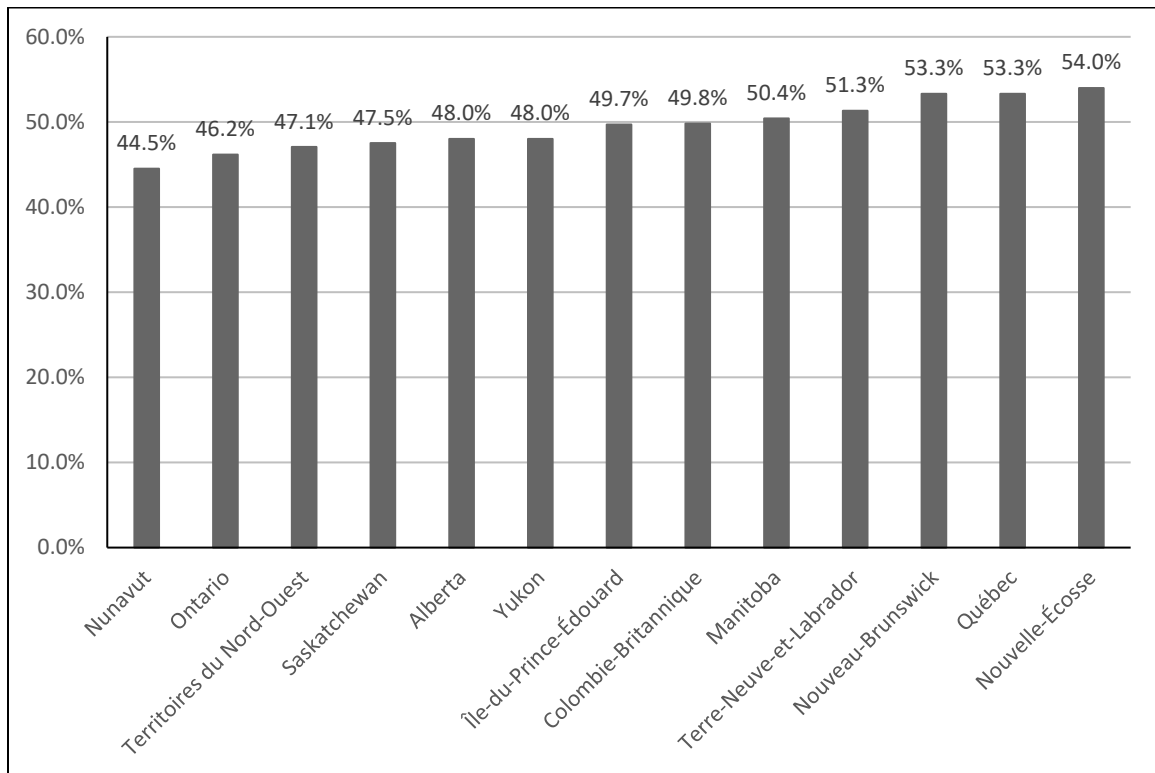
Selon une publication de la Bibliothèque du Parlement, « le revenu personnel tiré de presque toutes les sources canadiennes et étrangères est imposé, y compris le revenu d'un emploi ou d'un travail autonome, le revenu de pension, le revenu du capital, le revenu de biens réels, le revenu de la propriété intellectuelle et la plupart des prestations de l'État⁷ ». On y explique aussi qu'au Canada, « le régime de l'impôt des particuliers est progressif, de sorte que les personnes dont le revenu est plus élevé paient plus d'impôts et versent au fisc un pourcentage plus élevé de leur revenu⁸ ». La figure 5 compare les taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés pour l'année financière 2019.

7 Bibliothèque du Parlement, *Introduction à l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers*, publication n° 2011-43-F, Ottawa, 8 juin 2011.

8 *Ibid.*



Figure 5 — Taux d'imposition fédéral et provinciaux maximums combinés, Canada, 2019 (%)



Note : Le taux d'imposition fédéral et provincial maximum combiné du Québec tient compte de l'[abattement d'impôt du Québec](#), qui consiste en une réduction de 16,5 points de pourcentage du taux d'imposition fédéral pour les particuliers du Québec.

Source : Agence du revenu du Canada, [Les taux d'imposition canadiens pour les particuliers – année courante et années passées](#).

Les témoins ont proposé, sur le plan fiscal, que l'on n'augmente pas les taux d'imposition sur le revenu des particuliers ni les taux d'inclusion des gains en capital. Ils ont aussi suggéré le gel des modifications prévues à l'imposition des options d'achat d'actions et la modification des mesures liées au fractionnement du revenu. Ils ont par ailleurs formulé des propositions sur les crédits d'impôt et les déductions fiscales, notamment des modifications aux règles relatives aux retraits des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et des fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR), aux frais médicaux et aux mesures incitatives favorisant l'accession à la propriété. En outre, ils ont recommandé des modifications aux dispositions sur la succession des entreprises pour faciliter les transferts de propriété au sein des familles.

En ce qui concerne les taxes à la consommation et les droits d'accise, les témoins ont ciblé leurs propositions sur certains secteurs en particulier; ils ont notamment préconisé l'imposition de droits dans les secteurs de la bière alcoolisée et non alcoolisée, de l'automobile et de la location de logements à court terme. Ils ont en outre préconisé la prise de mesures sur la taxation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.

« Nous félicitons le gouvernement d'avoir fait de la transition des entreprises agricoles familiales une priorité. À l'heure actuelle, les propriétaires d'entreprises canadiennes sont pénalisés lorsqu'ils vendent l'entreprise à un membre de la famille, car ils doivent souvent composer avec une double imposition. »

MNP LLP

Recommandation 25

Apporte des changements aux mesures touchant la planification de la relève pour les entreprises et fermes familiales afin de garantir que les transferts intergénérationnels se fassent de manière équitable et prévisible.

Priorités autochtones

Les organismes autochtones ont présenté une série de propositions sur l'aide à l'éducation et à la formation professionnelle dans les collectivités des Premières Nations. Ils ont demandé de l'aide financière pour l'éducation à tous les niveaux, notamment pour le renforcement des modèles d'enseignement régionaux. En outre, ils ont formulé des propositions sur l'aide aux enfants autochtones; ils souhaitent notamment que l'on renforce la nécessité d'appuyer financièrement la mise en œuvre des mesures législatives suivantes : *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis* et *Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones*. Ils ont aussi recommandé que l'on soutienne l'enseignement des langues et la formation professionnelle dans des secteurs précis en lien avec les stratégies d'emploi et d'entrepreneuriat visant les femmes autochtones et les programmes de développement économique.

La sécurité publique figure aussi au nombre des priorités des collectivités autochtones. Les organismes ont donc demandé la mise sur pied de nouvelles initiatives. Ils ont entre autres proposé que l'on augmente les investissements dans les services de police, que l'on renforce l'infrastructure de sécurité actuelle et que l'on mette en œuvre des programmes de justice réparatrice dans les collectivités autochtones d'un bout à l'autre



du pays. De plus, ils ont recommandé que l'on accorde un soutien financier en vue d'instaurer une gouvernance institutionnelle et que l'on établisse une banque d'infrastructures dans l'Arctique.

Sur le plan de l'infrastructure, la priorité des collectivités autochtones est donnée à l'amélioration des réseaux routiers et de l'infrastructure hydraulique. Enfin, d'autres propositions portent sur le logement abordable et l'aide au revenu.

« Actuellement, environ 1,5 jour par année est alloué à chaque table de négociations. Dans les Territoires du Nord-Ouest, Colville Lake s'est doté d'un plan de travail pour conclure un accord d'autonomie gouvernementale dans un délai de cinq ans, mais suivant l'allocation de 1,5 jour de travail par table de négociations, il lui faudra 20 ans pour y parvenir. Du point de vue de la réconciliation et de la stabilité économique, il faut remédier à la situation. »

[Northwest Territories Association of Communities](#)

Recommandation 26

Réduise l'arriéré relatif aux revendications territoriales et aux négociations sur l'autonomie gouvernementale avec les organisations autochtones en augmentant le nombre de négociateurs fédéraux.

« Investir massivement dans le logement des Premières Nations contribuerait à diminuer les problèmes sociaux observés tout en profitant à tous les partenaires qui cherchent à stimuler le développement économique et social. »

[Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador](#)

Recommandation 27

Augmente le soutien accordé au logement des Autochtones, notamment le financement réservé aux communautés nordiques.

Recommandation 28

Accélère les chantiers pour les communautés autochtones, notamment pour :

- **l’approvisionnement en eau potable;**
- **la rénovation des logements existants et la construction de nouvelles unités;**
- **la mise en œuvre de la loi C-92 en ce qui a trait aux services à l’enfance et à la famille.**

Recommandation 29

Reconnaisse les services policiers autochtones comme des services essentiels au sens de la loi afin qu’ils puissent se prévaloir d’un financement garanti à long terme, au même titre que les autres services de police, et développer de tels services dans les territoires nordiques.

« Comment ne pas parler des langues autochtones? Les Premières Nations veulent assurer la pérennité de leurs langues ancestrales, en conformité avec les lignes onusiennes édictées dans la résolution proclamant 2019 l'Année internationale des langues autochtones. »

[Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador](#)

Recommandation 30

Prévoit dans son prochain budget un financement stable, prévisible et à long terme visant à mettre en application les dispositions de la *Loi sur les langues autochtones*.

Recommandation 31

Mette en œuvre le 21e appel à l’action de la Commission de vérité et réconciliation, qui consiste à « fournir un financement à long terme pour les besoins des centres autochtones, nouveaux et de plus longue date, voués au traitement de problèmes de santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle avec lesquels doivent composer les Autochtones et qui découlent de leur expérience dans les pensionnats, et de veiller à accorder la priorité au financement de tels centres de traitement au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest ».



« En fin de compte, les compagnies présentes sur place de beaucoup de nos membres sont déterminées à embaucher davantage d'Autochtones à tous les niveaux de la hiérarchie, que ce soit au niveau d'entrée, en gestion ou parmi les cadres dirigeants. Voilà les objectifs plus ou moins immédiats des entreprises qui exploitent des mines à proximité des communautés. Nous avons des programmes en place, et l'amplification de ces programmes est très importante pour assurer, à tous les intéressés, les avantages qu'on peut en tirer. »

[Association minière du Canada](#)

Recommandation 32

Facilite, par des incitatifs, l'embauche, la rétention et la formation de travailleurs Autochtones.

Garde d'enfants et prestation de soins

Les organismes ont proposé que l'on élabore des mesures législatives sur la garde des enfants, que l'on charge un secrétariat de coordonner les travaux réalisés à l'échelle fédérale et provinciale et que l'on augmente le financement des services de garde d'enfants, de sorte qu'ils se conforment aux normes internationales en vigueur. D'autres ont proposé que l'on améliore la qualité des services de garde d'enfants et que l'on en assure l'abordabilité.

Par ailleurs, les propositions sur la prestation des soins ont porté sur l'ajout de ressources pour aider les collectivités à offrir des soins, et plus particulièrement pour harmoniser les normes d'emploi du gouvernement fédéral et à celles des provinces, et les améliorer, apporter des modifications aux crédits d'impôt actuellement offerts, comme l'assurance-emploi et le crédit pour aidant naturel, et prolonger la période des prestations pour proches aidants.

Recommandation 33

Continue de négocier des ententes de financement bilatérales avec les provinces et les territoires pour améliorer la qualité des services de garde tout en bonifiant les salaires, les conditions de travail et la formation des professionnels; améliorer l'accès en augmentant considérablement le nombre de services de garde agréés de qualité,

inclusifs et souples pour tous les groupes d'âge, selon une approche planifiée et gérée publiquement; rendre les services de garde abordables pour les parents.

Pauvreté, aînés et groupes sous-représentés

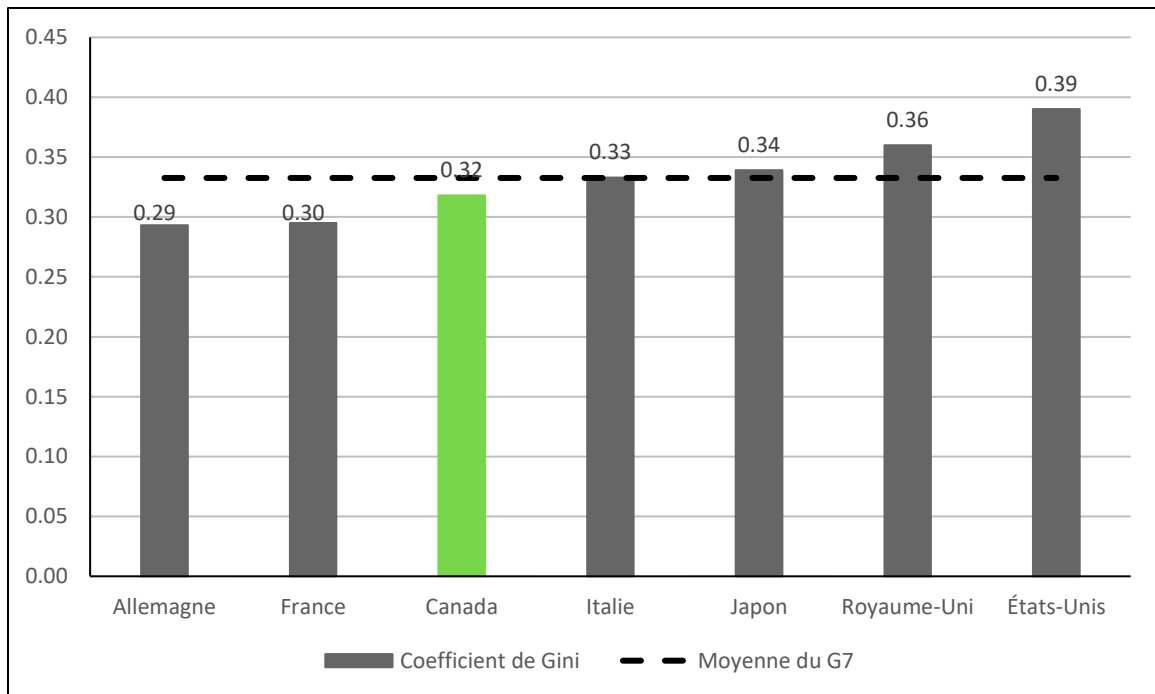
Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, le « creusement de long terme des inégalités de revenu suscite non seulement des inquiétudes de nature sociale et politique, mais il engendre également des préoccupations d'ordre économique : les inégalités de revenu ont tendance à peser sur la croissance du PIB, sous l'effet de la distance toujours plus grande entre les 40 % les moins riches et le reste de la société⁹ ».

La figure 6 compare le niveau d'inégalité des revenus dans les pays du G7, établi grâce au coefficient de Gini, soit la mesure la plus courante de l'inégalité. En 2015, le Canada affichait un niveau d'inégalité des revenus inférieur à la moyenne des pays du G7. Les États-Unis étaient le pays du G7 le plus fortement marqué par les inégalités, tandis que l'Allemagne était celle qui l'était le moins.

9 Organisation de coopération et de développement économiques, *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, 2015.



Figure 6 — Inégalité des revenus, pays du G7, 2015 (coefficient de Gini)



Note : Un coefficient de Gini de 0 équivaut à une égalité totale; à l'inverse, un coefficient de Gini de 1 équivaut à une inégalité totale. L'année 2015 est l'année la plus récente pour laquelle le coefficient de Gini de tous les pays du G7 est disponible.

Source : Figure préparée avec des données provenant de : Organisation de coopération et de développement économiques, [Inégalité de revenu](#), consulté le 10 février 2020.

Les propositions visant les personnes handicapées mettent l'accent sur l'accessibilité des programmes, et plus particulièrement l'élimination des obstacles à cette accessibilité. Pour y arriver, on préconise notamment d'accroître l'accès aux traitements approuvés par Santé Canada. En outre, les témoins ont demandé la mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées dans son [rapport](#) sur les Canadiens atteints d'incapacités épisodiques. Parmi les mesures mentionnées, notons la modification des critères d'admissibilité au Programme de prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada et le remboursement intégral du crédit d'impôt pour personne handicapée. Les autres mesures envisagées sont les suivantes : simplification du régime fiscal de sorte qu'il tienne compte des personnes handicapées et obtention automatique du crédit d'impôt pour personnes handicapées pour les personnes atteintes de diabète de type 1.

Au titre de leurs propositions sur la communauté LGBTQ2, les témoins ont demandé la mise en œuvre de réformes stratégiques pour éliminer les pratiques discriminatoires dans la prestation des programmes et des services gouvernementaux. Ils ont aussi demandé l'amélioration de la collecte de données et de la recherche sur la communauté LGBTQ2, ainsi que sur les femmes autochtones, et l'intégration pleine et entière de l'analyse comparative entre les sexes dans le processus de recherche.

Des mesures pour améliorer les programmes destinés aux aînés ont aussi été recommandées. Les organismes ont demandé la mise sur pied d'un régime fédéral d'assurance-retraite, l'adoption d'une loi sur l'insolvabilité qui protège le passif des régimes de retraite en cas d'insolvabilité de l'entreprise, et l'augmentation des prestations offertes au titre des programmes actuels, comme la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti et le Régime de pensions du Canada (prestation de survivant).

Il a aussi été proposé de créer un nouvel indice pour mesurer la pauvreté au Canada, en remplacement de l'actuelle mesure du panier de consommation.

« Les coûts des médicaments, des services, de l'équipement et des traitements représentent un lourd fardeau pour les personnes atteintes de [sclérose en plaques] et pour leurs familles. La complexité des processus de demande, les exigences relatives à la présentation de nombreux formulaires médicaux vérifiés et la rigueur des critères d'admissibilité aux programmes viennent s'ajouter à ce fardeau. Les personnes que la [sclérose en plaques] empêche de travailler devraient avoir accès à des revenus et des mesures de soutien adéquats. La situation est pire pour les femmes. Au Canada, celles-ci sont trois fois plus susceptibles d'être touchées par la SP que les hommes. »

[Société canadienne de la sclérose en plaques](#)

Recommandation 34

Modifie les critères d'admissibilité aux prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada et au crédit d'impôt pour personnes handicapées de manière à ce qu'ils incluent les personnes atteintes d'une incapacité épisodique selon la nouvelle définition de handicap contenue dans la *Loi canadienne sur l'accessibilité*.



Recommandation 35

Modifie les exigences du crédit d'impôt pour personnes handicapées en réduisant les heures de qualification et en instituant la qualification automatique pour tous les Canadiens qui ont besoin d'une thérapie de maintien de la vie.

Recommandation 36

Modifie le crédit d'impôt pour personnes handicapées afin de le rendre remboursable.

Recommandation 37

Sépare l'admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées et à un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) afin que les personnes à qui on refuse ce crédit d'impôt ne perdent pas la cotisation du gouvernement au REEI.

« [I]ls doivent assumer plusieurs frais. Certains aînés se privent d'acheter des médicaments parce qu'ils n'ont pas assez de revenus. »

[Réseau FADOQ](#)

Recommandation 38

Fasse en sorte que les retraits provenant de régimes enregistrés d'épargne-retraite ou de fonds enregistrés de revenu de retraite effectués pour des raisons médicales soient inclus dans les exemptions de gains dans le cadre du programme du Supplément de revenu garanti.

Recommandation 39

Instaure des mesures pour les employeurs afin de soutenir la formation et le maintien au travail des personnes de 65 ans et plus qui le désirent, en plus d'une hausse du revenu salarial pouvant être gagné par les aînés sans pénalité au Supplément de revenu garanti.

Recommandation 40

Bonifie les prestations de survivant du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

Recommandation 41

Prolonge, à une durée de trois mois, la période durant laquelle des sommes sont versées par le biais de la Sécurité de la vieillesse à un individu décédé au profit du conjoint survivant.

« Ce sont les membres de cette communauté qui ont les plus importants manques à combler pour ce qui est de l'accès au logement et de la sécurité du revenu. Entre 20 et 45 % des jeunes itinérants canadiens indiquent faire partie de la communauté LGBTQI2S. Les membres de cette communauté sont victimes de stigmatisation et de discrimination de la part d'un système de santé [et] continuent de subir de la discrimination en milieu de travail. »

[Égale Canada](#)

Recommandation 42

Introduise un fond soutenant les organisations communautaires qui font progresser les droits humains des canadiens LGBTQI2S.

Recommandation 43

Investisse dans les enjeux liés aux vétérans, notamment pour éliminer les délais pour les vétérans en attente d'une décision concernant leur demande d'aide financière.

CHAPITRE 4 : LES COLLECTIVITÉS

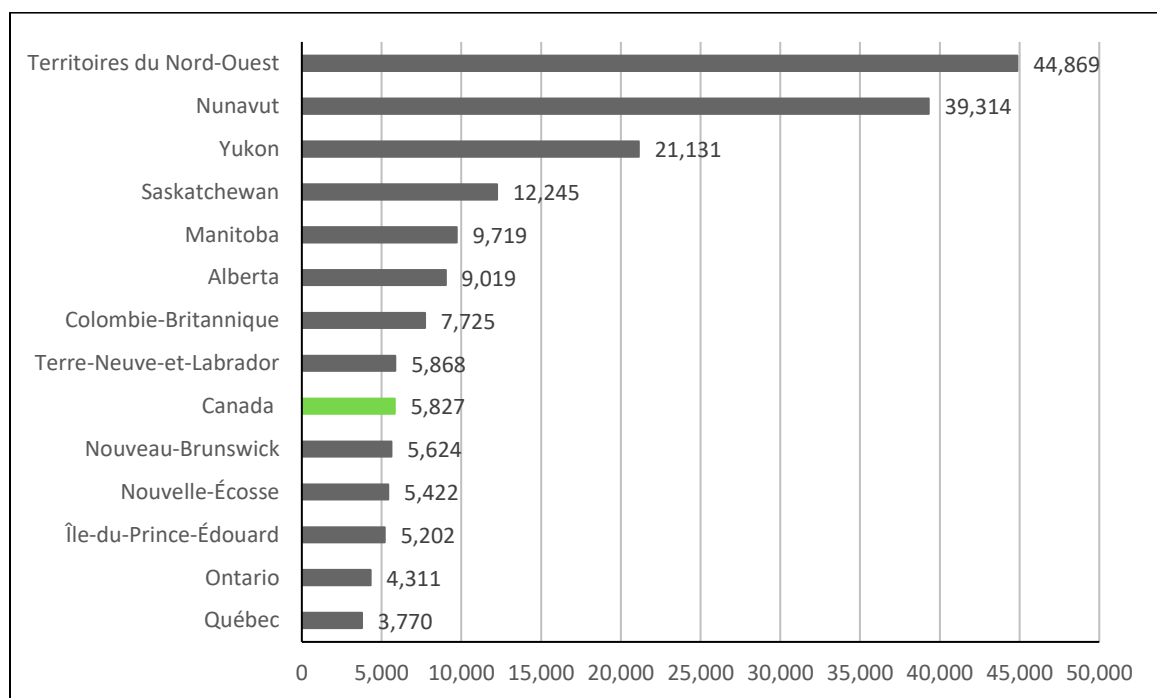
Les collectivités canadiennes jouent un rôle distinctif dans l'économie du pays et ont des besoins différents de ceux des personnes et des entreprises qui y vivent et y travaillent. Pour prospérer, elles doivent être sûres et disposer de l'infrastructure nécessaire à la pratique de leurs activités économiques et sociales. Les organismes de bienfaisance et sans but lucratif, ainsi que les entreprises sociales jouent aussi un rôle important dans les collectivités, puisque l'avantage public qu'ils leur procurent peut répondre à leurs besoins particuliers.



Sécurité et protection

Les taux d'activité criminelle représentent un facteur important de la sécurité d'une collectivité et, en conséquence, de son activité économique. La figure 2 montre les taux d'infractions au *Code criminel*, y compris au code de la route, partout au Canada. En 2018, ces taux étaient nettement supérieurs à la moyenne canadienne dans les trois territoires et les quatre provinces de l'Ouest.

Figure 7 — Taux d'infractions au Code criminel, y compris au code de la route, par province et territoire, Canada, 2018 (infractions par 100 000 habitants)



Source : Figure préparée avec des données provenant de : Statistique Canada, « [Tableau 35-10-0177-01 : Statistiques des crimes fondés sur l'affaire, par infractions détaillées, Canada, provinces, territoires et régions métropolitaines de recensement](#) », consulté le 11 février 2020.

En ce qui concerne la sécurité et la protection des Canadiens, les témoins ont mis en lumière la question des inondations, de la cartographie des inondations, des tremblements de terre, du conseiller national en matière d'incendies, des initiatives de lutte contre les incendies et de santé mentale des pompiers, du Programme conjoint de protection civile, des Forces opérationnelles de recherche et sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd, du projet pilote « Project Lighthouse » et des capacités de cybersécurité, du registre public de la propriété effective, des assurances à risques élevés, et du recrutement et de la dotation à la Gendarmerie royale du Canada.

« [Le]s blanchisseurs d'argent peuvent agir comme ils le font parce qu'ils réussissent à être "invisibles" et "anonymes". Ainsi, un registre public de la propriété effective contribuerait à rectifier le tir. »

[Institut canadien des évaluateurs](#)

Recommandation 44

Crée, en collaboration avec les provinces et les territoires, un registre public pancanadien des bénéficiaires effectifs des sociétés faisant affaire au Canada.

« Les acheteurs potentiels, les promoteurs et l'industrie des prêts hypothécaires se fient, en partie, aux données recueillies par les évaluateurs pour prendre leurs décisions d'achats et de prêts. Des cartes de zones inondables actualisées et mises à la disposition de l'industrie mobilière aideraient les évaluateurs à fournir des renseignements plus précis à ceux qui se fient à leurs rapports. »

[Institut canadien des évaluateurs](#)

Recommandation 45

S'associe aux provinces et aux territoires pour compléter toutes les cartes des inondations au Canada afin de s'assurer que les citoyens comprennent mieux les risques encourus lors de l'achat d'une maison et introduire un programme national d'assurance contre les inondations qui reconnaît les différents niveaux de risque auxquels sont confrontés les Canadiens en fonction de leur emplacement et des facteurs démographiques pertinents.

« Le [Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes] précédent ne répondait pas du tout à la demande. Nous savons qu'à l'échelle du pays la demande excède largement les sommes disponibles. »

[Fédération canadienne des municipalités](#)



Recommandation 46

S'engage à verser des fonds supplémentaires dans le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes.

« Pour améliorer la résilience des agents et leur assurer un équilibre travail-famille plus sain, ce qui ne peut qu'améliorer le service et la sécurité du public canadien, la GRC doit avoir davantage d'agents de police. »

Fédération de la Police Nationale

Recommandation 47

Augmente le financement accordé à la Gendarmerie royale du Canada pour renforcer sa capacité de recruter et de former plus d'agents.

Logement et infrastructure

Des témoins ont abordé les enjeux liés au logement, notamment la « simulation de crise » visant les prêts hypothécaires, les périodes d'amortissement de 30 ans, la Stratégie nationale sur le logement, le Fonds national de co-investissement pour le logement, la réduction de valeur des terrains, l'aide au logement à long terme, l'habitation coopérative, les subventions pour la rénovation de logements, les mesures de protection pour les aînés, les besoins régionaux, le logement abordable, les partenariats de financement provinciaux et territoriaux, et le *Code national du bâtiment*.

Les témoins qui se sont intéressés à l'infrastructure canadienne ont demandé au Comité de se pencher sur les propositions relatives à l'électrification des transports en commun, au financement et aux partenariats avec les municipalités, au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes, à la Banque de l'infrastructure du Canada, au Fonds national des corridors commerciaux, à l'infrastructure 5G, à l'adoption d'un fonds d'adaptation climatique pour les infrastructures énergétiques essentielles, à l'utilisation du Fonds de la taxe sur l'essence, à l'Initiative des corridors de commerce et de transport, à la protection contre les inondations, à la collecte de données et à la connectivité des réseaux ferroviaires.

En ce qui concerne plus particulièrement les régions rurales ou nordiques, les témoins se sont concentrés sur des sujets comme les services à large bande en milieu rural, l'adoption d'une stratégie sur les infrastructures panterritoriales, la création d'un fonds

réservé pour les infrastructures du Nord, la mise en place de réseaux routiers toutes saisons, l'élaboration d'un plan d'infrastructures à long terme pour l'agriculture, l'investissement dans des études de faisabilité de réseaux de fibre en région, les télécommunications et les besoins en énergie.

« Rappelez-vous que le manque de logements abordables est un frein au développement économique et que l'habitation communautaire est une réponse extraordinaire au problème de main-d'œuvre, particulièrement en région. »

[Association des groupes de ressources techniques du Québec](#)

Recommandation 48

Maintienne les subventions actuelles destinées aux conventions de logements sociaux, tout en bonifiant les budgets alloués à la construction, la rénovation et la transformation de logements sociaux et abordables.

Recommandation 49

Lance un forum sur le logement qui réunirait les provinces, les territoires, les municipalités et le gouvernement fédéral pour analyser les besoins régionaux en matière de logement et coordonner les mesures sur les principaux enjeux qui affectent l'abordabilité du logement, y compris les mesures du côté de la demande et de l'offre, ainsi que le logement locatif et les lacunes d'approvisionnement et de données.

Recommandation 50

Établisse un programme pour fournir des vérifications énergétiques aux propriétaires et investisse dans les réaménagements pour améliorer l'efficacité énergétique de maisons.

« [L]a certification Energy Star obligatoire en 2022 pour tous les électroménagers... a suscité beaucoup d'incertitude sur le marché. Certains détaillants réévaluent leurs décisions d'achat, car ils ne veulent pas avoir sur les bras un inventaire qui sera invendable dans deux ans. »

[Association des fabricants d'appareils électroménagers Canada](#)



Recommandation 51

Examine les impacts de tout plan visant à rendre la certification Energy Star obligatoire d'ici 2022.

« L'application d'une simulation de crise aux emprunteurs qui voudraient changer de prêteur au moment de leur renouvellement pourrait empêcher des consommateurs d'obtenir le taux d'intérêt et les conditions les plus concurrentielles possible sinon sur le marché. »

[Institut canadien des évaluateurs](#)

Recommandation 52

Exempte les renouvellements de prêts hypothécaires des tests de résistance lorsque le débiteur hypothécaire s'est déjà acquitté des obligations inhérentes à son hypothèque initiale.

« Les transports comptent pour près du quart des émissions du Canada. D'après les récentes estimations du gouvernement du Canada, nous savons que l'électrification des transports publics — autobus et trains — permettrait une réduction des émissions d'au moins 1,5 million de tonnes. Selon les régions, un autobus à zéro émission sera de 40 % à 90 % moins polluant qu'un autobus diesel. »

[Clean Energy Canada](#)

Recommandation 53

Instaure un fonds spécial pour aider les municipalités souhaitant électrifier leurs parcs de véhicules de transport en commun en partenariat avec le gouvernement fédéral. Les investissements seraient centrés sur les autobus et l'infrastructure nécessaire pour assurer leur fonctionnement. Compte tenu des difficultés inhérentes au remplacement massif des systèmes diesel, un modèle de projet pilote offre la meilleure solution d'un point de vue technique et financier.

« Les coûts liés à la détérioration de l'infrastructure publique seront de l'ordre de 1,3 milliard de dollars, ce qui est énorme pour une petite population de 42 000 habitants. Ni les communautés ni le gouvernement territorial n'ont les moyens d'absorber de tels coûts venant s'ajouter au reste. »

[Northwest Territories Association of Communities](#)

Recommandation 54

Fasse les investissements nécessaires pour combler le plus possible le déficit d'infrastructure dans le Nord afin d'aborder les défis auxquels les populations nordiques se heurtent en ce qui concerne le transport, la connectivité, l'énergie et les changements climatiques.

Recommandation 55

Instaure un programme de rénovations vertes, en y incluant un volet pour les bâtiments commerciaux sous forme de soutien fiscal, qui couvrirait à la fois les rénovations écoénergétiques et l'électrification des systèmes de chauffage.

« [L]infrastructure hospitalière du Canada est vétuste. Représentant essentiellement des bâtiments d'une cinquantaine d'années, les hôpitaux de recherche et les organismes de santé du Canada continuent d'être boudés par la plupart des programmes de financement de l'infrastructure fédéraux, comme le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et bien d'autres. »

[SoinsSantéCAN](#)

Recommandation 56

Permette aux hôpitaux d'être admissibles au financement pour l'infrastructure et la rénovation écologique par le biais de divers volets de financement existants et nouveaux, y compris le financement de l'atténuation des catastrophes.



Recommandation 57

Mette sur pied la deuxième phase du programme Brancher pour innover et débloque le financement rapidement.

Recommandation 58

Rende les petits aéroports régionaux éligibles au même financement disponible aux grands aéroports.

Organismes de bienfaisance, sans but lucratif et entreprises sociales

Les témoins ont insisté sur certains sujets liés aux organismes de bienfaisance et sans but lucratif canadiens, ainsi qu'aux entreprises sociales canadiennes, notamment l'aide à la commission canadienne des jurys et à l'Institut Vanier de la famille, la collecte de données sur le secteur de la bienfaisance par Statistique Canada, la mise en œuvre de la Stratégie nationale inuite sur la recherche, et la nécessité de s'assurer que ces organismes sont admissibles aux subventions qui visent à les aider à réduire leur empreinte sur l'environnement.

« Malgré son importance cruciale, la fonction de juré est généralement négligée, sous-évaluée et privée des investissements nécessaires pour suivre l'évolution du monde moderne. »

[Commission canadienne des jurys](#)

Recommandation 59

Fournisse un financement de 20 millions de dollars sur 10 ans à la Commission canadienne des jurys pour soutenir la santé mentale des jurés.

CHAPITRE 5 : LES ENTREPRISES

C'est par l'intermédiaire des entreprises que les Canadiens, en tant que consommateurs, se procurent la plupart des biens et services dont ils ont besoin ou qu'ils désirent. Les entreprises emploient aussi la majorité des Canadiens, et l'impôt sur le revenu des sociétés est la deuxième source de revenus en importance du gouvernement fédéral,

après l'impôt sur le revenu des particuliers¹⁰. Les entreprises qui résident au Canada sont tenues de payer de l'impôt sur tous les revenus imposables qu'elles génèrent dans le monde, et certaines sont admissibles à des réductions en fonction de leur taille ou de leur secteur d'activité. Les taux de déduction pour amortissement réduisent aussi le montant d'impôts à payer, certains actifs étant déductibles au cours de leur vie économique.

Durant les consultations prébudgétaires de cette année, les témoins se sont concentrés sur divers aspects de l'impôt des sociétés, le commerce et le tourisme, l'exploitation minière, le secteur de l'énergie, l'agriculture, les pêches et l'aide à l'innovation des entreprises.

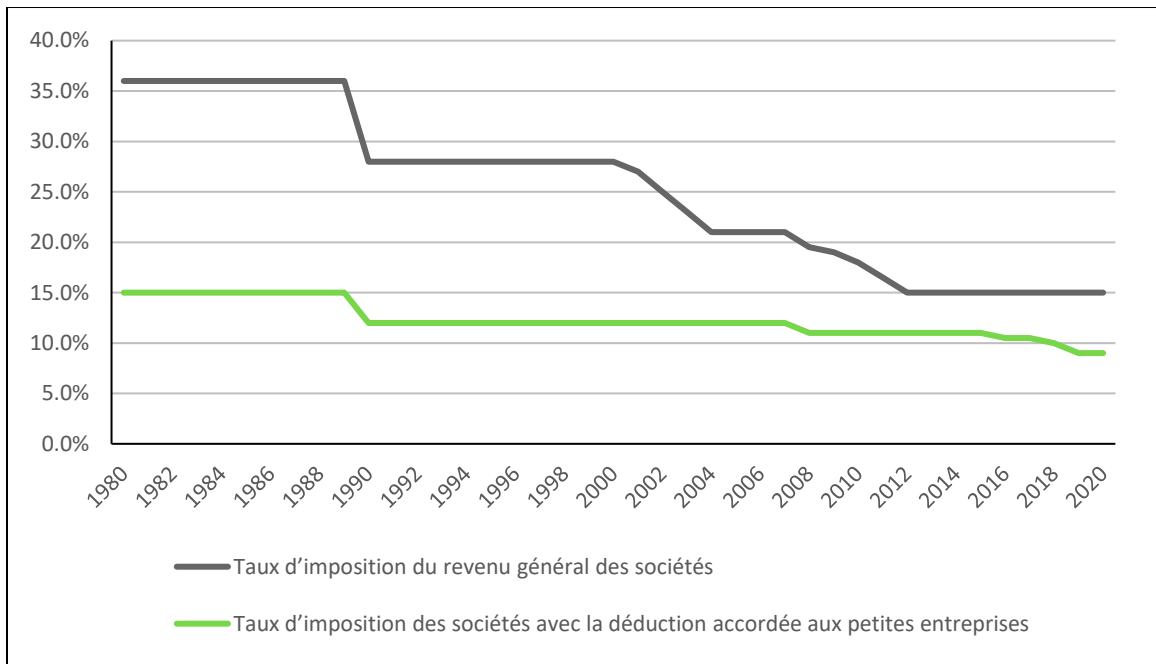
Impôt des sociétés

Comme le montre la figure 8, le taux d'imposition du revenu général des sociétés a diminué de 21 points de pourcentage de 1980 à 2020, passant de 36 à 15 %, tandis que le taux d'imposition des sociétés avec la déduction accordée aux petites entreprises a diminué de 6 points de pourcentage, passant de 15 à 9 % en 2020.

10 Gouvernement du Canada, [*Rapport financier annuel du gouvernement du Canada : Exercice 2018-2019*](#).



Figure 8 — Taux d'imposition fédéral du revenu général des sociétés et taux d'imposition des sociétés avec la déduction accordée aux petites entreprises, Canada, 1980 à 2020 (%)



Note : Le taux d'imposition du revenu général des sociétés n'inclut pas la surtaxe imposée de 1970 à 2007.

Source : Figure préparée avec des données provenant de : [Loi de l'impôt sur le revenu](#), diverses années.

Au sujet de l'impôt des sociétés, les témoins ont présenté des propositions sur divers sujets, notamment l'imposition des activités de l'économie numérique, l'évitement fiscal, les dispositions sur la déduction des intérêts, la déduction pour option d'achat d'actions des employés et la réduction du taux d'imposition sur le revenu des sociétés.

De plus, des témoins ont proposé que l'on modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* en vue d'élargir les critères d'admissibilité à la déduction pour amortissement accéléré.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'imposition des activités de l'économie numérique et l'évitement fiscal, les témoins ont préconisé l'imposition des revenus générés par les grandes entreprises étrangères de cybercommerce au Canada. D'autres ont axé leur intervention sur les enjeux entourant l'utilisation de sociétés extraterritoriales, l'imposition des plateformes Internet et la perception des taxes de vente par les fournisseurs non résidents.

Les témoins ont aussi parlé de la règle récemment proposée par le gouvernement fédéral pour limiter les déductions d'intérêts, des filiales extraterritoriales et de la nécessité pour le gouvernement de consulter davantage le milieu des affaires.

En ce qui concerne la déduction pour option d'achat d'actions des employés, les témoins se sont concentrés sur le projet de loi déposé en juin 2019 et sur l'utilisation des options d'achat d'actions par les petites et moyennes entreprises (PME).

Des témoins ont plaidé en faveur de la réduction du taux d'imposition fédéral sur le revenu des sociétés pour maintenir la compétitivité des entreprises canadiennes à la suite de la récente réduction du taux d'imposition des sociétés aux États-Unis.

En ce qui concerne les déductions pour amortissement, des témoins ont exprimé des préoccupations quant aux types d'investissements admissibles, en particulier dans les secteurs de l'aluminium et de l'exploitation minière.

Le Comité a aussi reçu des propositions particulières sur les réorganisations de petites entreprises, le régime d'imposition des actions accréditives, la retenue d'impôt, l'aide aux médias imprimés et les réformes de l'administration de l'impôt des grandes sociétés.

« [L]es grandes entreprises étrangères de commerce électronique devraient être tenues de payer des impôts sur leurs activités en sol canadien et sur les revenus qu'elles génèrent auprès des Canadiens. »

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

Recommandation 60

S'assure que toutes les sociétés qui exercent leurs activités au Canada au moyen d'une présence numérique paient de l'impôt sur le revenu des sociétés sur toutes leurs activités canadiennes.

Recommandation 61

Modifie la Loi de l'impôt sur le revenu afin d'établir clairement que les revenus gagnés par les exploitants de terrains de camping privés qui ont moins de cinq employés à temps plein à l'année sont considérés comme des « revenus tirés d'une entreprise exploitée activement » aux fins de la détermination de l'admissibilité à la déduction accordée aux petites entreprises.



Recommandation 62

Examine l'utilisation potentielle d'un crédit d'impôt pour le développement rural similaire au crédit d'impôt à l'investissement dans la région de l'Atlantique

Recommandation 63

Revoie les règles définissant le revenu d'entreprise passif et le revenu tiré d'une entreprise exploitée activement, y compris la règle des cinq employés pour les petites entreprises.

Recommandation 64

Examine la façon dont les actions accréditives pourraient être utilisées pour réunir des capitaux sur les marchés pour les entreprises de technologies vertes ou le démarrage de ce type d'entreprise et dans d'autres secteurs.

« [L]'accès aux capitaux a une incidence considérable sur notre secteur, plus particulièrement pour les petites et les moyens producteurs... des actions accréditives et du financement pour la remise en état et l'assainissement sont deux outils possibles. »

[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)

Recommandation 65

Mette en place des outils fiscaux, comme un instrument d'actions accréditives comparable aux frais d'exploration au Canada afin d'encourager et de faciliter les investissements en capital pour la désaffectation de puits, d'installations et de pipelines inactifs.

« De toutes les bières vendues au Canada, 85 % sont fabriquées ici, et le brassage de la bière représente les trois quarts du PIB généré par les industries nationales de la bière, du vin et des spiritueux combinées. La vente de bière au pays soutient 149 000 emplois canadiens et représente 5,7 milliards de dollars en recettes fiscales fédérales, provinciales et municipales combinées. »

[Bière Canada](#)

Recommandation 66

Encourage les Canadiens à adopter des modes de vie sains en réduisant les taux des droits d'accise sur les produits de la bière ayant un TAV égal ou inférieur à 3,5 % et en exemptant les produits de la bière non alcoolisés de droits d'accise, afin de stimuler la croissance et l'investissement dans ce créneau sous-développé du marché canadien de la bière.

Commerce et tourisme

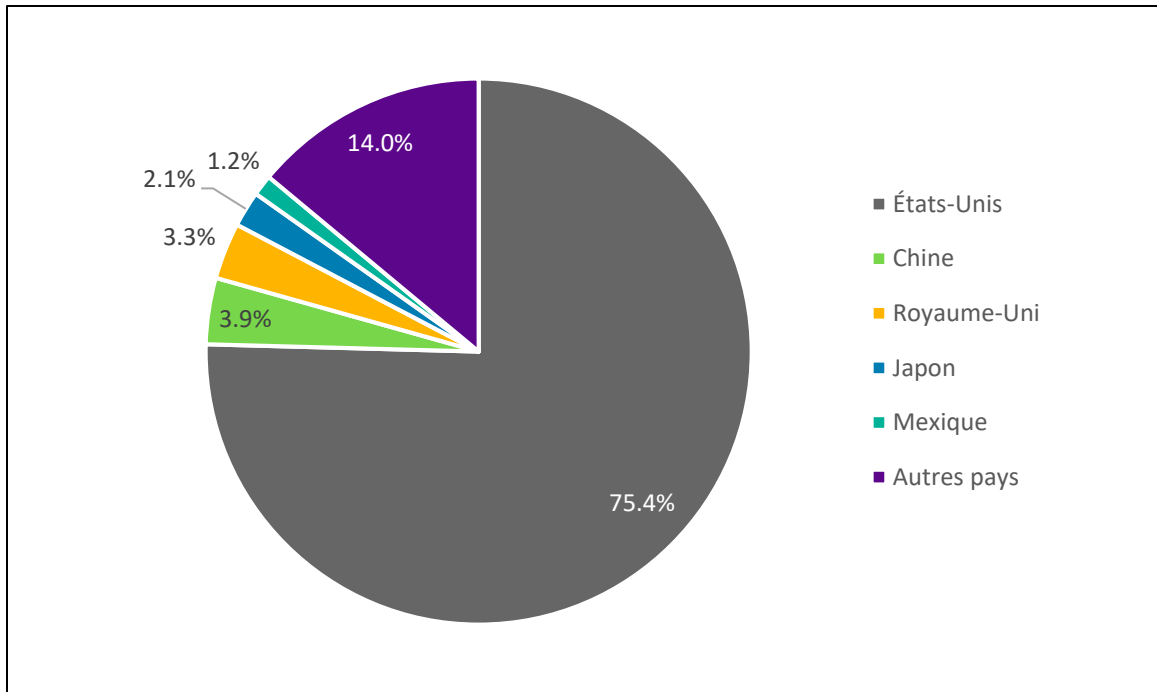
Au sujet du commerce et du tourisme, le Comité a reçu des propositions sur des sujets comme le financement de programmes d'aide aux exportateurs canadiens, les accords sur le commerce et l'investissement, et les problèmes aux frontières et à la douane.

Les témoins ont demandé au gouvernement fédéral d'accorder une aide ou un financement ciblé à Destination Canada, au Fonds pour les expériences canadiennes, aux solutions axées sur l'énergie renouvelable et aux technologies propres.

À l'égard des accords sur le commerce et l'investissement et l'aide aux exportateurs canadiens, les témoins ont mis l'accent sur Exportation et développement Canada, le Service des délégués commerciaux et l'Accord Canada–États-Unis–Mexique. La figure 9 montre que 75,4 % des exportations totales du Canada étaient destinées aux États-Unis en 2019, 3,9 % à la Chine, 3,3 % au Royaume-Uni, 2,1 % au Japon, 1,2 % au Mexique, et 14,0 % à d'autres pays.



Figure 9 — Part des exportations canadiennes totales, par pays, 2019 (%)



Source : Figure préparée avec des données provenant de : Gouvernement du Canada, [Données sur le commerce en direct](#), consultées le 12 février 2020.

Les témoins qui ont parlé des frontières et de la douane ont souligné les problèmes liés au processus de traitement des demandes de visa et au programme Autorisation de voyage électronique pour les résidents temporaires, et ils ont demandé que l'on investisse davantage dans l'infrastructure des transports.

« D'abord, soyons clairs : le tourisme est important. Il est important pour notre économie, puisque sa contribution se chiffrait à 102 milliards de dollars l'an dernier. Il est aussi important pour les 1,8 million de travailleurs dans cette industrie d'un bout à l'autre du pays. »

[Association de l'industrie touristique du Canada](#)

Recommandation 67

Poursuive et augmente les investissements dans les cadres du Fonds pour les expériences canadiennes et de Destination Canada afin d'appuyer la diversification et la promotion internationale du secteur du tourisme au Canada.

« Selon le FMI, nous pourrions rehausser notre PIB de 4 % si nous ... éliminions [les obstacles au commerce intérieur] une bonne fois pour toutes. »

[Conseil canadien des affaires](#)

Recommandation 68

Réduise davantage les obstacles au commerce intérieur.

Recommandation 69

S'assure de l'intégrité continue des étiquettes « Produit du Canada » et « Fait au Canada » en maintenant le seuil actuel de contenu canadien et en continuant à exiger que l'on indique le contenu importé des produits laitiers.

« Les résultats des négociations de l'ACEUM vont beaucoup plus loin que les concessions accordées en matière d'accès au marché laitier. L'ACEUM impose des droits d'exportation sur le lait écrémé en poudre, les concentrés de protéines laitières et les préparations pour nourrissons, une fois que la quantité établie est dépassée. »

[Producteurs laitiers du Canada](#)

Recommandation 70

S'assure que les droits à l'exportation prévus dans l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, qui sont prélevés sur certains produits laitiers — concentrés de protéines de lait, poudre de lait écrémé et préparations pour nourrissons — après un certain seuil ne s'appliquent qu'aux exportations des signataires de l'Accord.



« [L]es agents frontaliers auront besoin d'une expertise pour déterminer s'il s'agit de lait, de crème ou de poudre. Je pense qu'il sera important que les frontières soient étanches pour vraiment contrôler ce qui entre au pays. »

[Producteurs laitiers du Canada](#)

Recommandation 71

Munisse l'Agence des services frontaliers du Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments des ressources dont elles ont besoin pour appliquer adéquatement les règlements et les normes régissant l'importation de produits laitiers à la frontière canadienne.

« Le gouvernement canadien a déclaré à maintes reprises qu'il voulait un secteur laitier dynamique, fort et en croissance, qui crée des emplois et favorise des investissements. S'il veut que cela se concrétise, il doit verser une compensation pour rétablir la confiance du secteur. Elle apportera la stabilité nécessaire aux producteurs laitiers pour aller de l'avant. »

[Producteurs laitiers du Canada](#)

Recommandation 72

Respecte son engagement à indemniser pleinement et équitablement les producteurs laitiers afin d'atténuer les répercussions de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique.

« Les Producteurs laitiers du Canada estiment que l'accès au marché accordé en vertu des accords de l'OMC, de l'Accord économique et commercial global, ou AECG, Canada-Union européenne, de l'Accord de partenariat global et progressif transpacifique, ou PTPGP, et de l'Accord Canada, États-Unis, Mexique, ou ACEUM, représente une perte équivalente à 18 % de la production laitière du pays. »

[Producteurs laitiers du Canada](#)

Recommandation 73

Continue à remettre aux producteurs laitiers sous forme de paiements directs les sept années restantes d'indemnisation pour atténuer les effets des accords avec les pays transpacifiques et de l'Union européenne, et inclure le montant total dans le budget principal des dépenses pour le l'année fiscale à venir.

Ressources naturelles

En ce qui concerne les mines et l'énergie, le Comité a reçu des propositions portant sur divers sujets, notamment l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique et le secteur du pétrole et du gaz, et il a reçu des demandes d'aide ou de financement particulières.

Au sujet de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique, les témoins se sont penchés sur les technologies, la réglementation, le financement, les incitatifs fiscaux et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Pour ce qui est du secteur du pétrole et du gaz, les témoins ont axé leur intervention sur l'innovation, la réglementation, l'environnement et l'impôt.

Les témoins ont aussi parlé de l'exploration minérale, du développement des marchés, de la production à valeur ajoutée et de Ressources naturelles Canada.

« L'industrie minière génère d'importants avantages économiques et sociaux partout au pays, que ce soit dans les communautés éloignées ou autochtones ou dans les grands centres urbains. Elle emploie plus de 600 000 personnes et représente près de 100 milliards de dollars du PIB. »

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

Recommandation 74

Crée une stratégie pour les minéraux des terres rares.



« Le Canada se classe au premier rang des principaux pays producteurs de pétrole sur les plans du contrôle de la corruption, de la primauté du droit, de l'efficacité du gouvernement, de la protection de l'environnement et du progrès social. Compte tenu de l'augmentation prévue de la demande mondiale d'énergie et de l'importance accrue accordée à la réduction des émissions de GES, le Canada occupe une position unique, puisqu'il est un fournisseur mondial de premier plan pour les hydrocarbures. »

[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)

Recommandation 75

Améliore la capacité de transporter les ressources de l'Ouest du Canada en approuvant de nouveaux pipelines pour transporter en toute sécurité le pétrole vers de nouveaux marchés et au Canada.

Recommandation 76

Examine la possibilité de permettre aux entreprises d'utiliser des fiducies pour l'environnement admissibles pour mettre des fonds de côté pour la restauration future des puits de pétrole et de gaz.

Recommandation 77

Entreprenne un vaste chantier de modernisation de l'industrie forestière en :

- **allongeant la chaîne de production par un programme de soutien à l'investissement dans les entreprises de transformation du bois;**
- **soutenant la recherche et le développement dans le domaine forestier;**
- **soutenant les projets de biométhanisation des résidus forestiers;**
- **soutenant les initiatives locales de mise en valeur de la forêt comme la cueillette, le tourisme et l'offre de chasse et pêche récréative;**
- **finançant la lutte contre les espèces envahissantes pour toutes les régions touchées.**

Agriculture et pêches

Au sujet de l'agriculture, de l'alimentation et des pêches, les témoins ont présenté des propositions sur la gestion des pêches et le secteur des produits laitiers, et ils ont demandé de l'aide ou du financement ciblé.

En ce qui concerne la gestion des pêches, ils se sont intéressés à l'évaluation des stocks, à la surveillance et à la transparence des données.

Les témoins qui ont traité du secteur des produits laitiers se sont concentrés sur le seuil de contenu, la réglementation et l'Accord Canada–États-Unis–Mexique.

Ils ont demandé de l'aide ou du financement ciblé pour les pratiques agricoles durables, la gestion des risques, la compétitivité, l'innovation, la recherche et l'environnement.

« Notre traité s'appuie sur des partenariats transfrontaliers et sur l'engagement des deux nations de financer le travail de la Commission. ... Les États-Unis ont respecté leurs engagements en matière de financement, mais le Canada accuse du retard depuis plusieurs années. »

[Commission des pêcheries des Grands Lacs](#)

Recommandation 78

Se conforme aux traités bilatéraux conclus avec les États-Unis concernant les Grands Lacs et honore ses engagements en augmentant le financement de la Commission des pêcheries des Grands Lacs, en commençant par 13,15 millions de dollars pour l'exercice 2020–2021 et 19,44 millions de dollars pour l'exercice 2021–2022 et chaque année par la suite.

« Qu'il s'agisse de perturbations commerciales dans des marchés clés, de phénomènes météorologiques extrêmes ou de la hausse des coûts des intrants, les agriculteurs canadiens font face à des pressions financières importantes. »

[Fédération canadienne de l'agriculture](#)



Recommandation 79

Que le gouvernement du Canada accorde un financement à Agriculture et Agroalimentaire Canada dans le but d'entamer des négociations avec les provinces pour améliorer les filets de sécurité agricole.

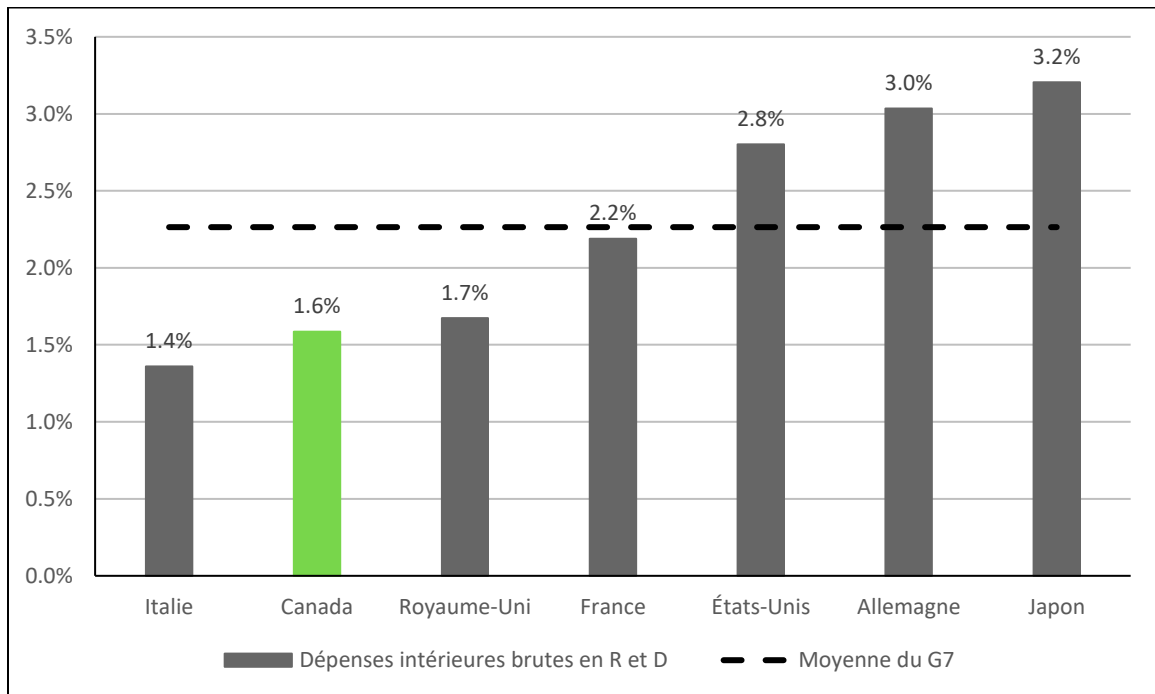
Innovation

La recherche et le développement (R et D) sont les principaux moteurs de l'innovation, elle-même étant au cœur de la croissance économique. De plus, les pays peuvent tirer parti de l'innovation pour relever des défis complexes à l'échelle mondiale, comme les changements climatiques, tout en continuant d'améliorer le bien-être économique de leurs citoyens.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, « la R et D est l'une des mesures les plus utilisées pour estimer les efforts déployés par les entreprises et les pays dans l'innovation¹¹ ». La figure 10 compare les dépenses intérieures brutes en R et D en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) des pays du G7. En 2017, le Canada se classait au second rang pour ce qui est ces dépenses (à 1,6 %) par rapport à la moyenne du G7 (à 2,3 %).

11 Organisation de coopération et de développement économiques, [*Innovation: the path to stronger, smarter and greener growth*](#), allocution d'Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, à un déjeuner de travail avec Keidanren, Tokyo, 18 novembre 2009 [TRADUCTION].

Figure 10 — Dépenses intérieures brutes en recherche et développement, pays du G7, 2017 (% du produit intérieur brut)



Source : Figure préparée avec des données provenant de l'Institut de statistique de l'UNESCO, [DIRD en pourcentage du PIB](#), consulté le 10 février 2020.

Au sujet de l'innovation, des témoins ont formulé des propositions sur l'aide aux entreprises, la recherche et le développement et les incitatifs fiscaux, et ils ont présenté des demandes précises de financement.

Pour ce qui est de l'aide aux entreprises et de la recherche et du développement, des témoins ont soulevé la question de l'accès au capital de risque, ainsi qu'aux subventions et aux contributions, tandis que d'autres ont parlé de la durabilité industrielle, de la protection de l'environnement et de l'économie du troisième âge, qui fait référence à la production de biens et de services pour répondre aux besoins des aînés.

En ce qui concerne les incitatifs fiscaux, les témoins ont abordé la question des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et celles des sociétés du secteur des technologies propres, des taux d'imposition sur le revenu découlant d'inventions brevetées et du régime d'imposition des actions accréditatives.

Le Comité a reçu des demandes précises pour que l'on accorde de l'aide ou du financement au Fonds stratégique pour l'innovation, à l'économie numérique, à



l'industrie du plastique, à l'agriculture, à l'acier, aux secteurs des mines et du charbon, à l'intelligence artificielle, les réseaux 5G et à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Recommandation 80

Rassemble de toute urgence une table de stratégie économique sur les industries créatives afin de libérer le plein potentiel d'innovation de ces secteurs, de produire du contenu de calibre mondial et de partager ses travaux créatifs au pays et à l'étranger.

CHAPITRE 6 : LA POLITIQUE FISCALE ET LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

On entend par politique fiscale la façon dont le gouvernement dépense les fonds publics, notamment par le truchement de transferts et de programmes, et la façon dont il génère des revenus, notamment par les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés et d'autres taxes, afin d'influer sur l'activité économique et d'atteindre ses objectifs stratégiques.

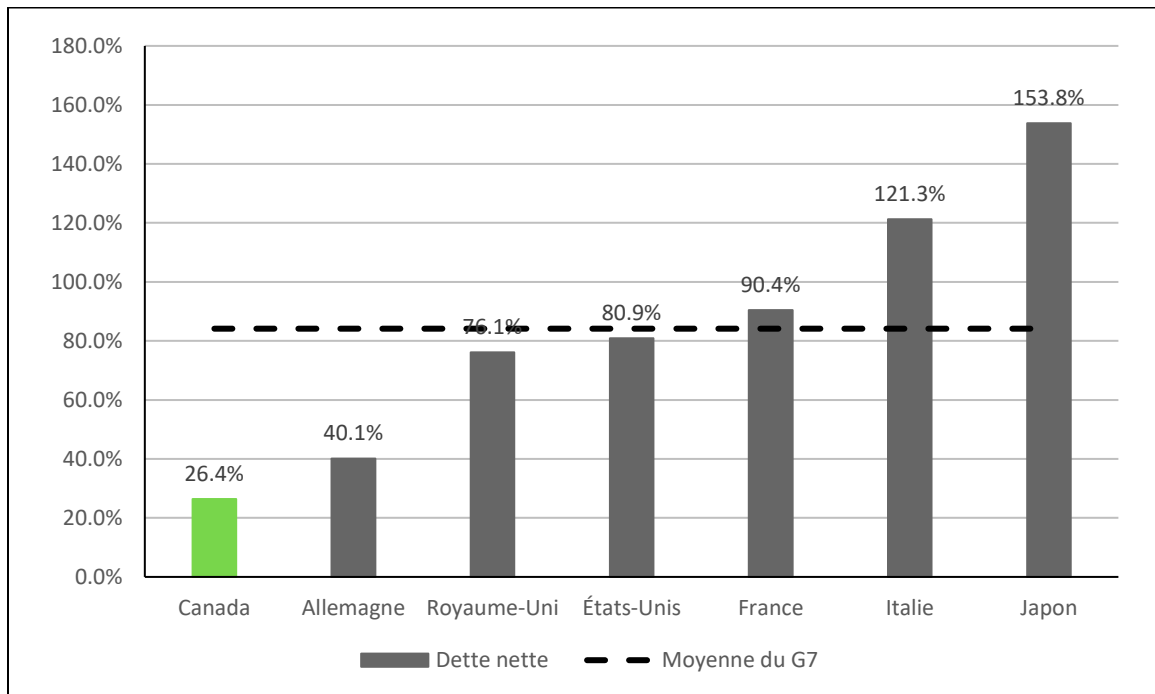
Le gouvernement peut aussi fixer des objectifs stratégiques en adoptant des règlements qui imposent des exigences fondamentales ou administratives aux entreprises. Pour réduire au minimum les coûts de la conformité pour les entreprises, les organismes de réglementation fédéraux doivent respecter la règle du « un pour un », selon laquelle l'ajout d'un règlement doit être contrebalancé par la suppression d'un règlement existant, et ils doivent appliquer la Lentille des petites entreprises pour veiller à ce que la situation et les besoins particuliers de ces dernières soient pris en compte lorsque l'on procède à des modifications réglementaires.

Les témoins invités par le Comité à présenter leurs priorités pour le prochain budget ont abordé divers sujets liés à la politique fiscale et au cadre réglementaire du gouvernement.

Finances fédérales et fonction publique

Comme le montre la figure 11, la dette nette de tous les ordres de gouvernement au Canada en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) s'élevait à 26,4 % en 2019; elle était donc la moins élevée des pays du G7, dont la moyenne se chiffrait à 84,1 %.

Figure 11 — Dette nette du gouvernement en pourcentage du produit intérieur brut, pays du G7, 2019 (% du PIB)



Note : Selon le *Moniteur des finances publiques : Résumé – Octobre 2019* du Fonds monétaire international (voir la p. 36 de la version intégrale [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]), en ce qui concerne la comparabilité d'un pays à l'autre, les données du FMI sur la dette nette excluent les obligations non capitalisées des régimes de pension à prestations déterminées des employés gouvernementaux.

Source : Figure préparée avec des données provenant de : Fonds monétaire international, *World Economic Outlook Database*, octobre 2019, consultée le 10 février 2020 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

Au sujet des finances fédérales, les témoins ont formulé des propositions sur les relations intergouvernementales, la transparence fiscale, l'approvisionnement, la fonction publique et d'autres mesures.

En ce qui concerne les relations intergouvernementales, les témoins se sont penchés sur les transferts aux provinces et aux territoires, notamment le Transfert canadien en matière de santé et les transferts pour le logement, ainsi que sur l'aide fédérale aux municipalités. Ceux qui ont parlé de transparence fiscale ont mentionné qu'il était nécessaire pour le gouvernement fédéral de divulguer toutes les mesures d'aide au secteur du pétrole et du gaz et d'inclure les priorités des Inuits dans les budgets fédéraux. Au sujet de l'approvisionnement, le Comité a reçu des propositions sur le



contenu canadien, les achats à empreinte carbone réduite et la Stratégie nationale de construction navale. Des propositions concernant l'adoption des technologies par la fonction publique et la formation associée ont également été faites. Enfin, les témoins ont demandé instamment au gouvernement d'accorder la priorité à la création de revenus et non à leur distribution, ainsi qu'aux programmes ciblés et non universels.

Recommandation 81

Examine un ajustement à la formule de calcul actuelle du Transfert canadien en matière de santé avec une variable prenant en compte le vieillissement de la population des provinces et territoires.

Recommandation 82

Continue d'accorder la priorité à la réduction de la dette du gouvernement par rapport au produit intérieur brut.

Recommandation 83

Exige que l'Agence du revenu du Canada publie des estimations des écarts fiscaux tous les trois ans.

Recommandation 84

Règle les problèmes liés au système de paye Phénix.

Recommandation 85

Élimine les programmes d'aide sociale ciblée aux entreprises. Par exemple : 50 millions de dollars à Mastercard, 40 millions de dollars à Blackberry, et 12 millions de dollars à Loblaw's, etc.

Réforme et observation du régime fiscal

En ce qui concerne la réforme et l'observation du régime fiscal, les témoins se sont penchés sur l'examen du régime fiscal, les problèmes d'observation et l'Agence du revenu du Canada.

Plusieurs témoins ont proposé que le gouvernement entreprenne un examen approfondi du régime fiscal. Certains ont fait remarquer qu'un tel examen devrait tenir compte de la compétitivité mondiale. En ce qui concerne l'observation, des témoins ont fait allusion à l'évitement fiscal, à l'observation volontaire du secteur de la location à court terme, à

l'impôt des sociétés internationales et à la simplification des règles d'observation pour les petites entreprises. D'autres ont proposé que l'on accorde des ressources supplémentaires à l'Agence du revenu du Canada.

« Pour que l'économie canadienne devienne numérique, plus propre, à faibles émissions de carbone, axée sur les données, plus intégrée et plus concurrentielle à l'échelle mondiale, il faut que notre système fiscal soit à la hauteur. La dernière refonte fiscale au pays remonte aux années 1960, époque où les tendances économiques étaient tout autres. Si le Canada s'oriente vers une économie à faibles émissions de carbone et adaptée aux changements climatiques, par exemple, le système fiscal doit soutenir et encourager cette transition. Nous avons laissé aller notre système fiscal, maintenant hypertrophié au point d'être devenu inefficace pour l'économie d'aujourd'hui – et cette inefficacité ne fera qu'augmenter si rien n'est fait. »

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

Recommandation 86

Nomme un groupe d'experts et le charge de réaliser un examen public complet du régime fiscal canadien en adoptant une approche toute canadienne, de manière à faire en sorte que le régime fiscal soit équitable, élimine les échappatoires fiscaux pour les entreprises, renforce la compétitivité des entreprises canadiennes, stimule l'innovation et réduise le fardeau administratif et de conformité de tous ses utilisateurs, ce qui peut inclure, sans s'y limiter, l'examen :

- de la succession des entreprises;
- de l'Agence du revenu du Canada et de la publication d'informations sur le nombre et la valeur des déductions et des règles fiscales;
- des accords d'échange de renseignements fiscaux et des conventions fiscales que le Canada a signés;
- des paiements d'intérêts que les entreprises peuvent déduire de leurs profits, y compris les subventions étrangères;
- des sociétés qui transfèrent leurs profits à leurs filiales étrangères;



- **des régimes fiscaux qui distribuent les profits des entreprises selon une formule qui correspond à l'activité économique réelle;**
- **de l'évasion fiscale;**
- **de l'imposition des géants du numérique et des sociétés qui n'ont pas de présence physique au Canada;**
- **de toutes les mesures fiscales liées aux handicaps;**
- **de la déduction pour amortissement et d'autres mesures fiscales incitatives;**
- **de l'ajustement inflationniste du droit d'accise sur l'alcool;**
- **de l'application de l'impôt sur le revenu des sociétés et de la TPS/TVH aux exploitants de plateformes de location à court terme.**

Recommandation 87

Simplifie le régime fiscal pour les personnes ayant une infirmité physique ou mentale.

Recommandation 88

Exige un examen des moyens à la disposition de l'Agence du revenu du Canada pour enquêter sur le phénomène des paradis fiscaux, ainsi que des moyens législatifs permettant d'obliger les grandes entreprises faisant affaire au Canada à payer leur juste part de taxes et d'impôt.

Réglementation

Par ailleurs, au sujet de la réglementation, les témoins se sont intéressés aux différentes façons de réduire le fardeau réglementaire, aux modifications réglementaires à apporter dans le secteur financier et aux organismes de réglementation fédéraux.

Le Comité a reçu des propositions pour réduire le fardeau réglementaire des entreprises, y compris celles du secteur des services publics et de l'économie axée sur les données. Les témoins qui ont parlé des modifications à apporter dans le secteur financier ont mis l'accent sur le régime de lutte contre le blanchiment d'argent, les assurances et l'ombudsman des services bancaires et d'investissement. Enfin, le Comité a appris qu'il

faudrait accroître les ressources des organismes de réglementation fédéraux chargés de superviser l'utilisation des substances toxiques.

« Le Canada devrait être plus ambitieux dans son approche visant à améliorer son cadre réglementaire, qui est lourd et coûteux. Le Canada devrait s'efforcer de devenir le pays doté de la réglementation la plus efficace, renforçant ainsi sa capacité d'attirer des emplois, de stimuler la confiance des entreprises et d'encourager les investissements dont le besoin se fait cruellement sentir. »

[Chambre de commerce du Canada](#)

Recommandation 89

Intègre des considérations relatives à la croissance économique et à la compétitivité dans les mandats des organismes de réglementation, lorsque cela est approprié.

Recommandation 90

Révise ses politiques et programmes en tenant compte du besoin de moderniser la production d'aluminium au Canada afin de maintenir sa compétitivité et de réduire le fardeau administratif de ce secteur.

Recommandation 91

S'assure que les réseaux de cartes de crédit respectent leurs engagements pris en 2018 de réduire les frais d'interchange et autres frais facturés aux entreprises canadiennes pour l'utilisation de leurs cartes.

Recommandation 92

Élimine les frais de transaction facturés aux entrepreneurs sur le montant de taxe sur les produits et services et de taxe de vente harmonisée lors de transactions faites par carte de crédit.

CHAPITRE 7 : CONCLUSION

Le Comité remercie tous les participants qui ont soumis un mémoire ou qui ont témoigné de leurs précieux commentaires, qui l'ont aidé à formuler les



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

recommandations présentées dans le rapport. Ces recommandations, qui visent à aider les Canadiens, les collectivités et les entreprises, ainsi qu'à faciliter la transition du Canada vers une économie à faibles émissions de carbone, guideront les choix du gouvernement dans son budget de 2020.

ANNEXE A

PROPOSITIONS DES TÉMOINS

Les tableaux qui suivent montrent les propositions présentées par les organismes et les personnes qui ont comparu devant le Comité au cours des consultations prébudgétaires de cette année, ainsi que les propositions contenues dans leurs mémoires, qu'ils ont présentés soit à l'été 2019 soit pendant leur témoignage en 2020.

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET PÊCHES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	Améliorer l'évaluation des ressources halieutiques, la capacité de surveillance des pêches, et veiller à la transparence des données halieutiques – 175 millions de dollars sur cinq ans.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 119 millions de dollars par an pendant les cinq prochaines années pour améliorer la viabilité, la résilience et la compétitivité du secteur agricole canadien. [Allouer la somme de la manière suivante] : Programmes agroenvironnementaux : 94 millions par an; R-D dans l'agriculture régénératrice : 16 millions par an; Financement d'un atout scientifique important en construisant des locaux pour la Collection nationale canadienne d'insectes : 9 millions par an.	2020/02/04
Conseil de l'innovation agroalimentaire	Investir à long terme dans des domaines comme la sélection des végétaux.	2020/02/06
Conseil de l'innovation agroalimentaire	Fournir aux universités les ressources nécessaires à l'obtention de résultats convaincants en recherche et en innovation agroalimentaires.	2020/02/06
Équiterre	[Réviser les] programmes de gestion de risque [afin qu'ils] incitent les producteurs à adopter les pratiques régénératrices des sols.	2020/02/06
Fédération canadienne de l'agriculture	Comblent les lacunes de la série de programmes de GRE [gestion des risques de l'entreprise] du Canada, en aidant les agriculteurs à s'y retrouver parmi les perturbations commerciales en cours et les phénomènes météorologiques extrêmes. Ce soutien à la stabilité et à la gestion des risques est essentiel à l'adoption de pratiques durables et de technologies à base d'énergie renouvelable dans les exploitations agricoles.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne de l'agriculture	Renforcer la confiance du public dans les processus de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) du Canada, en permettant aux agriculteurs d'accéder aux outils nécessaires pour réduire continuellement leur empreinte carbone à l'aide de pratiques agricoles durables.	2020/02/06
Fédération canadienne de l'agriculture	Élaborer des politiques et des programmes qui attachent une valeur économique aux pratiques d'intendance et aux BSE [biens et services écologiques] des agriculteurs, en encourageant ces derniers à investir davantage dans des pratiques qui produiront une valeur économique tout en renforçant le capital naturel du Canada.	2020/02/06
Fédération canadienne de l'agriculture	Officialiser une approche pangouvernementale dans le cadre de la Politique alimentaire pour le Canada par l'entremise d'un groupe de travail interministériel, avec une reddition de comptes claire auprès des intervenants.	2020/02/06
Fédération canadienne de l'agriculture	Le budget de 2020 [devrait contenir un engagement visant à] à améliorer la gestion des risques en veillant à ce que les agriculteurs aient accès à des outils efficaces pour gérer les risques qui échappent à leur contrôle, notamment en rétablissant la couverture d'Agri-stabilité à ses niveaux d'avant-2013.	2020/02/06
Producteurs de lait du Québec	[En ce qui concerne les compensations totalisant 2 milliards de dollars à verser aux producteurs laitiers relativement aux accords de libre-échange,] nous demandons au gouvernement de préciser les conditions selon lesquelles l'engagement sera rempli.	2020/02/03
Producteurs laitiers du Canada	[Verser] aux producteurs laitiers une indemnisation équitable et complète pour atténuer les répercussions des récents accords commerciaux.	2020/02/06
Producteurs laitiers du Canada	Conclure une entente administrative avec le gouvernement des États-Unis pour que les droits à l'exportation prévus dans [l'Accord Canada-États-Unis-Mexique], qui sont prélevés sur [les concentrés de protéines de lait, poudre de lait écrémé et préparations pour nourrissons] après un certain seuil ne s'appliquent qu'aux exportations des signataires de l'Accord. Autrement dit, n'appliquer les droits qu'aux États-Unis et au Mexique et non à tous les pays du monde.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Producteurs laitiers du Canada	[Continuer] à remettre aux producteurs laitiers sous forme de paiements directs les sept années restantes d'indemnisation pour atténuer les effets des accords avec les pays transpacifiques et de l'Union européenne, et [inclure] le montant total [...] dans le budget principal des dépenses pour le budget de 2020.	2020/02/06
Producteurs laitiers du Canada	[Respecter] son engagement à indemniser pleinement et équitablement les producteurs laitiers afin d'atténuer les répercussions de [l'Accord Canada-États-Unis-Mexique], conformément aux recommandations formulées par le groupe de travail des producteurs et établies par le gouvernement à la suite de l'annonce de ce même accord commercial.	2020/02/06

COMMERCE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alberta Chambers of Commerce	Participer activement à la réduction des obstacles au commerce intérieur.	2020/02/06
ARC Financial Corp	Il faut être très prudents en ce qui concerne la stricte observation d'accords internationaux dont des éléments d'importance cruciale pour les intérêts du Canada risquent fort d'être incomplets et inadéquats, notamment dans le domaine du commerce.	2020/02/04
Association de l'aluminium du Canada	Soutenir les besoins de modernisation des services de soutien du mécanisme de vigie des importations de l'Agence canadienne des douanes que le gouvernement a mis en place le 1er septembre [2019].	2020/02/04
Association de l'aluminium du Canada	Développer avec les gouvernements des États-Unis et du Mexique une démarche d'harmonisation des mécanismes de suivi des transits d'aluminium sur le territoire de [l'Accord Canada-États-Unis-Mexique].	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'aluminium du Canada	Soutenir la mise en place de systèmes de traçabilité du métal sur le territoire canadien.	2020/02/04
Association des producteurs d'acier	Rétablir l'obligation d'obtenir un permis d'importation pour chaque cargaison avant son déchargement au Canada.	2020/02/03
Association des producteurs d'acier	Adopter une nouvelle approche globale visant à accroître les activités d'audit des vérifications des importateurs et à resserrer l'application d'un régime de sanctions administratives pécuniaires aux importateurs contrevenants et à ceux qui se soustraient au paiement des droits en vertu de la <i>Loi sur les mesures spéciales d'importation</i> .	2020/02/03
Association des producteurs d'acier	Reconnaître la nature intégrée des marchés canadien et américain de l'acier, ainsi que l'importance de relations commerciales étroites et sans entraves entre le Canada et les États-Unis. L'imposition de droits ou de restrictions supplémentaires au commerce aurait des conséquences négatives sur les producteurs d'acier canadiens.	2020/02/03
Association minière du Canada	Établir un mécanisme de financement d'EDC [Exportation et développement Canada] visant à favoriser l'élaboration de solutions énergétiques renouvelables pour les projets énergétiques à l'extérieur du Canada afin de contribuer à réduire la dépendance au diesel et les émissions de GES à l'échelle mondiale.	2020/02/06
Association minière du Canada	Poursuivre les efforts pour diversifier l'accès aux marchés et ratifier l'ALENA 2.0.	2020/02/06
Chambre de commerce du Canada	[Fournir] des services de soutien pour les exportations des technologies propres par l'intermédiaire du Service des délégués commerciaux.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Fournir] un soutien pour l'investissement direct étranger dans les technologies propres par l'intermédiaire d'Investir au Canada.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	S'engager à mettre fin d'ici 2020 au financement et au soutien apportés par Exportation et développement Canada aux combustibles fossiles et s'assurer que sa politique en matière de changements climatiques fait que ses investissements correspondent aux engagements du Canada en matière de climat.	2020/02/04
Producteurs laitiers du Canada	[Verser] aux producteurs laitiers une indemnisation équitable et complète pour atténuer les répercussions des récents accords commerciaux.	2020/02/06
Réseau action climat Canada	Accepter le fait que nous continuons de financer l'exploitation des combustibles fossiles par l'intermédiaire d'Exportation et développement Canada.	2020/02/05
Technation	Continuer d'investir dans le Service des délégués commerciaux d'Affaires mondiales Canada.	2020/02/06

ÉDUCATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance canadienne des associations étudiantes	Permettre aux étudiants des cycles supérieurs d'avoir accès aux prêts canadiens d'études [ce qui coûterait] 58 millions de dollars par année.	2020/02/04
Alliance canadienne des associations étudiantes	Autoriser les étudiants étrangers à faire un stage ou à participer à un programme coopératif au titre de leur permis d'étude et non d'un autre permis.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Accorder] un financement réservé pour le recyclage et le perfectionnement professionnels des Canadiens dans une économie verte.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Bonifier] les investissements dans les programmes d'apprentissage afin de promouvoir les métiers spécialisés dans les industries des technologies propres et renouvelables.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Comptables professionnels agréés du Canada	Évaluer les divers programmes et initiatives destinés à promouvoir la formation axée sur les compétences.	2020/02/04
Deloitte	Pour aider les Canadiens à s'adapter aux changements sociaux qui découleront de la nouvelle économie, veiller à ce que tous les Canadiens aient des connaissances de base en intelligence artificielle et en données.	2020/02/05
Fanshawe College	Appuyer une campagne nationale de promotion des métiers spécialisés comme premiers choix de carrière.	2020/02/04
Fanshawe College	Investir dans la formation spécialisée d'un nombre suffisant de travailleurs spécialisés pour effectuer les vérifications de la consommation d'énergie, les rénovations énergétiques et la construction de maisons à consommation énergétique nette zéro.	2020/02/04
Fédération canadienne de l'agriculture	Établir et diriger, en partenariat avec l'industrie, une initiative de promotion des carrières en agriculture et en agroalimentaire, y compris en attirant les nouveaux Canadiens. À titre de fournisseur de solutions capable d'effectuer la séquestration du carbone, le secteur est en mesure de stimuler la croissance économique tout en réduisant l'empreinte carbone du Canada, mais il doit pouvoir accéder à une main-d'œuvre qualifiée suffisante pour atteindre ces objectifs.	2020/02/06
Réseau FADOQ	Instaurer un crédit d'impôt à toute organisation du secteur privé qui offre une formation aux travailleurs expérimentés.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Technation	[Créer une] main-d'oeuvre diversifiée, qualifiée et scolarisée [en augmentant] le nombre de professionnels des TIC hautement qualifiés [et] la proportion de femmes et de personnes autochtones occupant un poste. [En plus de] mener des projets de développement stratégique et de consultation nationale et régionale, [élaborer et mettre en oeuvre] un programme national/régional de quatre ans visant à faire connaître les carrières des TIC, appuyer les recommandations sur l'apprentissage en milieu de travail [de] la table ronde sur le milieu des affaires et l'enseignement supérieur, consulter les organismes autochtones, élargir le Programme de stages pratiques pour étudiants, examiner les pratiques exemplaires actuelles à l'échelle nationale et mondiale concernant l'utilisation de technologies pédagogiques, élaborer des stratégies afin d'encourager des membres de groupes sous-représentés à travailler dans le domaine des TIC [et] investir dans des programmes de compétences qui favorisent la réussite des Canadiens.	2020/02/06
Western University	[Créer] le Green Campus Investment and Innovation Fund (Fonds d'investissement et d'innovation pour les campus verts [GCIIF]) [...] de 2 milliards de dollars [qui] aiderait des projets qui augmentent l'efficacité énergétique des campus universitaires et réduisent leur empreinte carbone.	2020/02/04

EMPLOI ET MAIN-D'OEUVRE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Utiliser les besoins en main-d'œuvre de l'industrie comme principal facteur pour accéder à toutes les catégories d'immigrant, quel que soit le niveau de compétence.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des hôtels du Canada	Fournir un investissement durable et à long terme pour soutenir les programmes visant à rapprocher les Canadiens sous-représentés, y compris les jeunes, les Autochtones et les femmes, des emplois disponibles dans le secteur de l'hébergement.	2020/02/04
Association des hôtels du Canada	[Élaborer] et mettre en œuvre un programme pour faire face aux pénuries saisonnières dans le secteur de l'hébergement au moyen d'échanges d'employés dans les entreprises à l'intérieur de la même marque ou d'ententes bilatérales avec les pays appropriés.	2020/02/04
Association des hôtels du Canada	Examiner et mettre à jour le Programme des travailleurs étrangers temporaires en réduisant les frais de demande, en simplifiant la présentation de nouvelles demandes pour les travailleurs et en établissant une voie d'accès à la résidence permanente.	2020/02/04
Association des hôtels du Canada	Reproduire le nouveau programme pilote d'immigration de trois ans pour le secteur agroalimentaire, qui offre aux travailleurs étrangers temporaires la possibilité de devenir résidents permanents, pour le secteur de l'hébergement.	2020/02/04
Association des producteurs d'acier	Travailler en partenariat avec la filière canadienne de la sidérurgie afin de résoudre la question des pénuries actuelles et à venir en main-d'œuvre et en compétences.	2020/02/03
Confédération des syndicats nationaux	[B]onifier le programme d'assurance-emploi en adoptant une norme hybride qui donnerait accès au programme après 420 heures de travail ou 12 semaines de travail assurables. Le nombre minimal de prestations payables devrait être augmenté à 35 semaines et le taux de remplacement devrait passer à 60 % du maximum de la rémunération assurable.	2020/02/05
Conseil canadien des affaires	Augmenter le nombre d'immigrants pour bâtir la main-d'œuvre de demain.	2020/02/05
Conseil national des chômeurs et chômeuses	[Prolonger le] volet des prestations de maladie [de l'assurance-emploi] à 50 semaines pour les personnes aux prises avec une maladie grave.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil national des chômeurs et chômeuses	[Faire en sorte que le] projet-pilote visant les saisonniers de 13 régions administratives [cible] mieux les employés saisonniers de ces régions, [inclue] un critère d'admissibilité d'exception visant ces saisonniers fixé à 420 heures de travail [et soit] élargi aux communautés autochtones qui connaissent des taux de chômage élevés.	2020/02/05
Fanshawe College	Améliorer la Stratégie emploi et compétences jeunesse et le programme Emplois d'été Canada.	2020/02/04
Réseau FADOQ	Prolonger la période de prestation d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les proches aidants.	2020/02/06
Réseau FADOQ	Soutenir activement les travailleurs d'expérience afin de favoriser leur maintien sur le marché du travail, par le biais de la formation continue, de services d'orientation et de la réinsertion.	2020/02/06
Réseau FADOQ	Établir une subvention pour les périodes d'essai des travailleurs expérimentés ou pour le maintien des travailleurs expérimentés de plus de 65 ans.	2020/02/06
Société canadienne du cancer	Prolonger les prestations de maladie de l'assurance-emploi.	2020/02/06

ÉNERGIE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne de l'électricité	[Élaborer] conjointement avec les provinces, les territoires et l'industrie [...] une stratégie nationale d'électrification et affecter les ressources appropriées à sa mise en œuvre.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne de l'électricité	[É]laborer un plan de 10 ans pour faciliter la transition énergétique du Canada, notamment par l'élaboration d'un programme incitatif pour le déploiement commercial du stockage de l'énergie; un appui pour la mise en œuvre de la feuille de route du petit réacteur modulaire (PRM); la réduction du fardeau cumulatif des règlements dans le secteur de l'électricité et l'assurance que le mandat du régulateur tient compte des facteurs économiques.	2020/02/05
Association canadienne des constructeurs d'habitations	Appuyer fermement l'étiquetage du rendement énergétique au moyen de son système de cote ÉnerGuide.	2020/02/05
Association canadienne des constructeurs d'habitations	Instaurer un crédit d'impôt permanent pour la rénovation, fondé sur le système de cote ÉnerGuide.	2020/02/05
Association canadienne des producteurs pétroliers	Travailler de concert avec la filière du pétrole et du gaz naturel pour faire du Canada le pays producteur du baril de pétrole que le monde entier privilégie.	2020/02/03
Association canadienne des producteurs pétroliers	Mettre sur pied une table de concertation pour une stratégie de l'innovation et de l'industrie à laquelle participeront des acteurs de la filière, les ministres des Finances ainsi que des représentants de RNCan, d'ECCC et d'Innovation et Développement économique.	2020/02/03
Association canadienne des producteurs pétroliers	Faire en sorte que le ministère des Finances confirme que les mesures fiscales visant les filières du pétrole et du gaz ne sont pas des subventions.	2020/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des fabricants d'appareils électroménagers Canada	[Adopter] les règlements proposés en matière d'efficacité énergétique qui ont été annoncés dans le budget de 2017.	2020/02/04
Association des fabricants d'appareils électroménagers Canada	[Mettre] à jour la <i>Loi sur l'efficacité énergétique</i> pour rationaliser son processus afin de permettre, au besoin, l'harmonisation opportune de la réglementation avec d'autres instances.	2020/02/04
Association minière du Canada	Élaborer un mécanisme de financement par l'entremise d'Affaires mondiales Canada pour accroître le financement d'EDC et de financer davantage les solutions énergétiques renouvelables afin de les implanter à plus grande échelle pour relier les communautés.	2020/02/06
Association minière du Canada	Faire en sorte que toute norme sur les carburants propres envisagée comprenne des mécanismes de protection des secteurs à fortes émissions tributaires du commerce.	2020/02/06
Association minière du Canada	Renouveler le Programme de géocartographie de l'énergie et des minéraux et augmenter son financement, par rapport aux niveaux antérieurs, à 200 millions de dollars sur cinq ans afin de pouvoir localiser la prochaine génération de mines canadiennes.	2020/02/06
Biocarburants avancés Canada	[Établir] une « Stratégie canadienne sur les carburants propres » exhaustive et à long terme [qui énoncerait] des objectifs clairs de réduction des émissions et de développement économique pour les carburants propres non fossiles au cours de la période de 2020 à 2030, des cibles fermes différenciées pour la production et l'utilisation de carburants propres au Canada [et] des règlements relatifs à la Norme sur les combustibles propres.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Biocarburants avancés Canada	[S'engager] à fournir un financement de base de 2020 à 2030 pour les initiatives ciblées dans [le cadre du Fonds stratégique pour l'innovation et de la Banque de l'infrastructure du Canada] afin d'attirer des investisseurs privés, et ainsi renforcer les infrastructures et la capacité de production de carburants propres.	2020/02/04
Biocarburants avancés Canada	[S'engager] à soutenir, de 2020 à 2030, l'expansion de ses technologies de production de carburants propres et de ses systèmes d'innovation grâce à l'utilisation ciblée de mesures, notamment des crédits d'impôt remboursables, une déduction pour amortissement accélérée, des subventions d'immobilisations pour la croissance propre et le financement de base de la recherche appliquée.	2020/02/04
Biocarburants avancés Canada	[Réduire] la pollution par le carbone [en]: [réduisant les] émissions provenant de la production et du raffinage du pétrole brut et du bitume, [augmentant] l'utilisation sur le marché des carburants liquides renouvelables et synthétiques (non fossiles) [et en fournissant] un soutien structurel ciblé et à long terme pour une transition ordonnée du marché.	2020/02/04
Biocarburants avancés Canada	[Établir] des objectifs quinquennaux différenciés pour la production de chaque catégorie de carburants propres non fossiles (liquides, gazeux, solides) et la vente de véhicules électriques au Canada entre 2025 et 2050.	2020/02/04
Biocarburants avancés Canada	[Établir] un nouveau Fonds en matière de carburants propres administré par [Diversification de l'économie de l'Ouest Canada].	2020/02/04
Biocarburants avancés Canada	[Déterminer des] critères d'admissibilité clairs fondés sur la science pour modifier la Loi de l'impôt sur le revenu [afin de] mettre en place une réduction d'impôt de 50 % pour les entreprises qui conçoivent des technologies zéro émission.	2020/02/04
Biocarburants avancés Canada	[Examiner les] programmes et ... organismes d'État ayant une incidence sur les investissements de capitaux liés à l'exploitation des installations de production de carburants propres, à la distribution et à l'utilisation de l'infrastructure, incluant les bornes de recharge des [véhicules électriques].	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Biocarburants avancés Canada	[Examiner] les programmes fiscaux existants et nouveaux ainsi que les mesures fiscales prévues par la Loi de l'impôt sur le revenu qui ont une incidence sur les investissements en capitaux du secteur privé, sur l'exploitation des installations de production des carburants propres, leur distribution et l'utilisation de l'infrastructure ... [pour] mieux harmoniser les politiques et les programmes fiscaux afin d'attirer les investissements en capitaux dans les carburants propres et d'appuyer la promotion de l'adoption des VE au Canada, [et] soutenir les investissements dans la recherche et le développement des technologies des carburants propres.	2020/02/04
Bureau d'assurance du Canada	Accorder du financement à un programme de rénovation de maisons résidentielles afin de prévenir les inondations et de miser sur l'efficacité énergétique.	2020/02/03
Canadiens pour une fiscalité équitable	Éliminer toutes les subventions accordées à la filière des combustibles fossiles.	2020/02/03
Coalition du budget vert	Passer à la deuxième étape du Programme des réseaux intelligents en mettant l'accent sur le déploiement de technologies d'exploitation communautaire des énergies renouvelables, comme le stockage à l'échelle communautaire et la facturation nette virtuelle (énergie solaire communautaire). 100 millions de dollars sur cinq ans.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Soutenir la création d'outils dont ont besoin les nouvelles entreprises énergétiques communautaires (9 millions de dollars sur trois ans), y compris : [d]es conseils pour recueillir des capitaux communautaires, y compris des obligations communautaires (admissibles aux REER et au CELI) et des ventes d'actions préférentielles.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Soutenir la création d'outils dont ont besoin les nouvelles entreprises énergétiques communautaires (9 millions de dollars sur trois ans), y compris : [d]es modèles de contrats d'achat d'électricité pour la vente d'énergie propre des projets énergétiques communautaires à des clients individuels.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	Soutenir la création d'outils dont ont besoin les nouvelles entreprises énergétiques communautaires (9 millions de dollars sur trois ans), y compris : [d]es protocoles de facturation nette virtuelle pour le marketing et la vente d'énergie propre de sources communautaires à des clients multiples.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Financer des programmes fédéraux ciblés afin de mettre sur pied des programmes énergétiques communautaires dans des collectivités vulnérables et à faible revenu. 50 millions de dollars sur cinq ans.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Adopter une mesure législative prévoyant un calendrier pour l'élimination progressive des déductions fiscales restantes pour la prospection et la production de combustibles fossiles, ainsi que d'autres aides non fiscales à l'industrie des combustibles fossiles.	2020/02/04
Coalition du budget vert	S'engager à ne pas créer de nouvelles subventions aux combustibles fossiles, y compris à ne pas dépenser de fonds supplémentaires pour le prolongement du pipeline Trans Mountain.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Examiner globalement les options de financement de bâtiments économes en énergie, y compris des garanties de prêt, des fonds dédiés de la Banque de l'infrastructure du Canada et la création d'une banque verte nationale.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Promouvoir les investissements communautaires des particuliers en encourageant le modèle coopératif et d'autres options en matière d'investissement communautaire. 10 millions de dollars sur cinq ans.	2020/02/04
Confédération des syndicats nationaux	[C]esser de favoriser la production d'énergies fossiles afin [que le gouvernement respecte] ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris, notamment en éliminant progressivement les subventions à ce secteur d'ici 2025.	2020/02/05
Corporation des associations de détaillants d'automobiles	[Maintenir] l'approche continentale en ce qui concerne la réglementation en matière d'économie de carburant des véhicules neufs.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Inuit Tapiriit Kanatami	Mettre sur pied un fonds pour l'énergie renouvelable dans l'Arctique assorti d'un investissement initial de 500 millions de dollars sur cinq ans qui serviront à financer des projets et initiatives liés à l'énergie renouvelable.	2020/02/06
Morgan Construction and Environmental Inc.	Simplifier la réglementation liée aux ressources afin de permettre aux producteurs de pétrole d'être concurrentiels à l'échelle mondiale.	2020/02/06
Morgan Construction and Environmental Inc.	Amender le projet de loi C-69 (Loi édictant la Loi sur l'évaluation d'impact et la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie, modifiant la Loi sur la protection de la navigation et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois) pour promouvoir l'activité économique et la croissance dans le secteur canadien des ressources.	2020/02/06
Morgan Construction and Environmental Inc.	Approuver le projet Teck Frontier, une mine de sables bitumineux proposée dans le nord-est de l'Alberta.	2020/02/06
Réseau action climat Canada	Donner suite aux engagements pris par le G7 concernant l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles d'ici 2025.	2020/02/05

ENFANTS, FAMILLES ET POLITIQUE SOCIALE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des individus retraités	Veiller à ce que les ressources destinées à la prestation de soins et au logement soient transmises aux collectivités pour répondre aux besoins pressants de soins de relève, de formation et de soutiens additionnels.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des individus retraités	Soutenir les aidants naturels en travaillant avec les provinces à harmoniser les normes d'emploi provinciales avec les prestations d'assurance-emploi et en faisant passer la période de prestations maximale pour proches aidants de 15 à 27 semaines.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Modifier les critères d'admissibilité aux prestations de compassion de manière à inclure les personnes gravement malades en plus de celles qui risquent de mourir.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Transformer le crédit canadien pour aidant naturel en crédit d'impôt remboursable.	2020/02/04
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance	Créer et financer un secrétariat qui serait chargé de diriger et de coordonner les travaux du gouvernement fédéral en matière de garde d'enfants.	2020/02/06
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance	Augmenter les dépenses consacrées à la garde d'enfants de 1 milliard de dollars par année au cours des 10 prochaines années pour répondre aux normes internationales.	2020/02/06
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance	Négocier des ententes de financement bilatérales avec les provinces et les territoires pour améliorer la qualité des services de garde tout en bonifiant les salaires, les conditions de travail et la formation des professionnels; améliorer l'accès en augmentant considérablement le nombre de services de garde agréés de qualité, inclusifs et souples pour tous les groupes d'âge, selon une approche planifiée et gérée publiquement; rendre les services de garde abordables pour les parents en assurant le financement de fonctionnement direct des services.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance	Adopter des mesures législatives qui consacrent l'engagement du Canada en matière de garde d'enfants et qui garantissent l'accès aux services à tous les enfants. Les mesures devraient énoncer les principes, les conditions et les mécanismes de reddition de compte relatifs aux paiements de transfert du gouvernement fédéral aux provinces et aux territoires.	2020/02/06
Réseau FADOQ	Modifier le crédit pour aidants naturels afin que cette mesure fiscale devienne un crédit d'impôt remboursable	2020/02/06
Réseau FADOQ	Rehausser le seuil maximal de rémunération hebdomadaire alloué pour les prestations pour proches aidants afin que le montant octroyé soit plus en concordance avec les revenus [de ces] bénéficiaires.	2020/02/06
Réseau FADOQ	Utiliser un autre indice que la mesure du panier de consommation (MPC) afin de fixer le seuil officiel de la pauvreté au Canada.	2020/02/06

∞

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	Investir 13 milliards de dollars sur cinq ans dans des initiatives environnementales, notamment l'infrastructure verte, les solutions énergétiques propres et les initiatives de conservation menées par les Premières Nations.	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Soutenir l'établissement et le maintien d'aires protégées et de conservation autochtones pour que le Canada respecte ses engagements internationaux à l'égard de la biodiversité d'ici 2020 et au-delà.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	Affirmer et appuyer les droits inhérents et issus de traités des Premières Nations de concevoir et de mettre en œuvre des règlements sur l'environnement, des régimes d'évaluation des impacts environnementaux et des stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de ces changements.	2020/02/05
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	Voir à ce que tout nouveau régime de tarification du carbone n'ait aucune incidence sur les recettes, qu'il protège les secteurs à forte intensité d'émissions et exposés au commerce (FIEEC), et s'attaque aux défis uniques que les régions éloignées et nordiques doivent relever.	2020/02/05
Association des fabricants d'appareils électroménagers Canada	[Affecter] des fonds à la modernisation et à l'expansion de l'infrastructure de recyclage du plastique au Canada.	2020/02/04
Association des fabricants d'appareils électroménagers Canada	Toute interdiction éventuelle relative aux emballages de plastique doit tenir compte du fait que le matériau d'emballage est essentiel à la livraison ou au bon fonctionnement du produit de consommation et qu'il existe des solutions de rechange qui fonctionneront dans tous les climats et dans toutes les circonstances.	2020/02/04
Association des producteurs d'acier	Remette à la filière de la sidérurgie les sommes que celle-ci a versées aux termes de régimes de tarification du carbone, et ce, afin de soutenir les efforts pour une transition vers une économie à faibles émissions de carbone.	2020/02/03
Association des producteurs d'acier	Facturer le coût établi du carbone canadien à toutes les importations en provenance de pays qui ne se sont pas dotés d'un régime équivalent de tarification du carbone afin de s'assurer que certaines administrations ne se servent pas de politiques environnementales irresponsables pour obtenir un avantage concurrentiel abusif sur le plan des coûts.	2020/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association minière du Canada	Les recettes de la tarification du carbone devraient servir plus précisément à deux choses : (1) favoriser l'élaboration de technologies à faibles émissions de carbone, l'efficacité énergétique et le rendement du combustible, en misant surtout sur les investissements dans la recherche et l'amélioration de la technologie dans le secteur des ressources, et (2) aider les secteurs économiques et les populations « vulnérables » à s'adapter aux coûts associés à un avenir tourné vers des émissions de carbone limitées.	2020/02/06
Barbara Zvan (à titre personnel)	Procéder à la mise en œuvre immédiate des recommandations du Groupe d'experts sur la finance durable visant à assurer la transition du Canada vers une économie résiliente à faibles émissions de carbone et à réaliser les objectifs du Canada pour 2030 et 2050.	2020/02/03
Barbara Zvan (à titre personnel)	Appuyer les mesures déjà prises par le BSFI [Bureau du surintendant des institutions financières] et la Banque du Canada quant à l'intégration de la finance durable dans le cadre réglementaire.	2020/02/03
Barbara Zvan (à titre personnel)	Faire passer la conversation canadienne sur les changements climatiques de fardeau à opportunité.	2020/02/03
Barbara Zvan (à titre personnel)	Mettre sur pied un conseil canadien d'action en matière de finance durable.	2020/02/03
Barbara Zvan (à titre personnel)	Créer, avec le gouvernement et le secteur privé, des carrefours d'analyse des données qui réduiront le fardeau et les efforts nécessaires pour analyser les données sur le climat et les transformer en données exploitables pour l'analytique d'affaires.	2020/02/03
Bureau d'assurance du Canada	Procéder à la mise en œuvre immédiate des recommandations du Groupe d'experts sur la finance durable visant à assurer la transition du Canada vers une économie résiliente à faibles émissions de carbone et à réaliser les objectifs du Canada pour 2030 et 2050.	2020/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadiens pour une fiscalité équitable	Investir 81 milliards de dollars de plus au cours des cinq prochaines années ou 16 milliards de dollars par année dans la rénovation de bâtiments, l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique dans divers secteurs, le transport en commun et le transport ferroviaire rapide.	2020/02/03
Canadiens pour une fiscalité équitable	Renforcer le cadre de la taxe sur le carbone du gouvernement fédéral en limitant les préférences pour les grands émetteurs et en transformant le mécanisme de plafonnement et d'échange en une taxe sur le carbone transparente assortie de rajustements à la frontière et de remises.	2020/02/03
Chambre de commerce du Canada	[Collaborer] avec la communauté des affaires à l'élaboration d'une stratégie nationale sur l'économie circulaire qui permettra de réduire les coûts, les déchets et les pratiques inefficaces au profit des entreprises.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Continuer] de participer aux négociations concernant l'article 6 de l'Accord de Paris en reconnaissant que certaines des possibilités les plus efficaces pour l'atténuation des effets des changements climatiques se trouvent à l'extérieur des frontières canadiennes.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	Recycler les recettes de la tarification du carbone pour stimuler l'innovation, l'efficacité énergétique et les technologies propres.	2020/02/04
Clean Energy Canada	Créer un fonds spécial pour donner aux villes et aux sociétés de transport des remises lorsqu'elles se procurent des autobus zéro émission.	2020/02/04
Clean Energy Canada	Offrir des mesures incitatives pour l'achat de véhicules électriques d'occasion. Ces mesures incitatives pourraient être liées au niveau de revenu.	2020/02/04
Clean Energy Canada	Établir un fonds d'infrastructures à faibles émissions pour aider les municipalités et les autres administrations qui le souhaitent à se procurer des matériaux de construction moins polluants et bien commercialisés au titre de leurs projets d'infrastructures.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	Investir 200 millions de dollars sur trois ans dans la formation d'une main-d'œuvre canadienne pour la construction à faible intensité de carbone.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir des] fonds supplémentaires pour les incitations à l'achat de véhicules électriques et hybrides rechargeables annoncées dans le budget de 2019, afin de garantir un financement suffisant. 150 millions de dollars en 2020.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Pour la décarbonation des poids lourds : Mettre en place des incitations financières à l'installation sur les poids lourds de dispositifs économiseurs de carburant : 200 millions de dollars sur cinq ans.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Pour la décarbonation des poids lourds : Mettre en place de nouvelles incitations financières pour aider les sociétés de transport en commun canadiennes à acheter des autobus non polluants : 85 millions de dollars en 2020.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Augmenter le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone afin de financer des études de faisabilité pour permettre aux collectivités d'évaluer leur potentiel en matière d'énergies renouvelables et des options de projet. 9 millions de dollars sur trois ans.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir au] moins 2,9 milliards de dollars par an de 2020-2021 à 2025-2026. Il s'agit du minimum qui constituerait la juste part du Canada, qui se situe entre 3 et 4 % des 100 milliards de dollars américains par an promis par les pays industrialisés aux termes de l'Accord de Paris.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 1 milliard de dollars sur quatre ans (2020-2024) pour : un fonds pour des solutions fondées sur la nature (ou l'élargissement du fonds pour les infrastructures vertes) pour financer des mesures économiques qui réduisent les émissions du secteur des terres, piègent le carbone ou présentent des avantages en matière d'adaptation aux changements climatiques tout en contribuant à la conservation de la biodiversité; plus de travail sur la comptabilisation du carbone dans le secteur des terres.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	[Investir] 5 millions de dollars sur deux ans pour un fonds pour l'innovation dans la réduction des GES afin de créer, moderniser et essayer de nouvelles technologies qui font économiser du carburant et réduisent les émissions de GES et d'autres polluants.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 15 millions de dollars sur cinq ans, à partir de 2021 (quand l'interdiction internationale du mazout lourd entrera en vigueur), pour un fonds de transition des carburants pour le transport maritime dans les eaux arctiques, afin d'aider à l'élimination progressive du mazout lourd, tout en évitant des augmentations de prix prohibitives dans les collectivités qui dépendent des marchandises transportées.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Continuer d'investir dans la conservation et dans les aires protégées afin de parvenir à protéger 17 % des terres et de l'eau douce et 10 % des océans d'ici 2020 – 82 millions de dollars en 2020-2021, 78 millions sur la période allant de 2021 à 2024 et 212 millions sur la période allant de 2024 à 2030.	2020/02/04
Coalition du budget vert	S'engager à protéger 30 % des terres et des océans d'ici 2030 et investir pour atteindre ces objectifs – 128 millions de dollars en 2020-2021, 295 millions sur la période allant de 2021 à 2024 et 642 millions sur la période allant de 2024 à 2030.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Continuer d'investir] dans la gestion des aires protégées – 257 millions de dollars en 2020-2021, 590 millions sur la période allant de 2021 à 2024 et 1,3 milliard sur la période allant de 2024 à 2030.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 10 millions de dollars en 2020-2021 pour progresser dans la mise en œuvre du Plan nord-américain de gestion de la sauvagine en contribution à la protection de 17 % des terres et de l'eau douce du Canada d'ici 2020.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 40 millions de dollars sur quatre ans pour s'assurer que les terres privées protégées sont convenablement gérées à long terme.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	Mettre sur pied un programme de restauration des terres humides dans le cadre du Fonds de la nature du Canada, afin de restaurer des terres humides perdues ou dégradées et les milieux secs avoisinants au Canada et d'obtenir les biens et les services écologiques essentiels qu'ils procurent. 50 millions de dollars par an pendant cinq ans, avec des fonds de contrepartie de 50 millions de dollars par an ne provenant pas du gouvernement fédéral.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Se] concentrer sur la restauration et la conservation des prairies canadiennes, afin de stabiliser les populations d'oiseaux en déclin, de protéger les mammifères, les reptiles et les amphibiens des prairies, dont beaucoup sont en péril, et de soutenir la gestion durable des prairies par les éleveurs. 20 millions de dollars par an pendant cinq ans, avec des fonds de contrepartie de 20 millions de dollars par an ne provenant pas du gouvernement fédéral.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Faciliter la planification] spatiale marine, y compris une cogouvernance, des réseaux d'aires marines protégées, des aires marines nationales de conservation et le développement d'une économie de la conservation. [Les fonds demandés sont les suivants :] 81,5 millions de dollars en 2020-2021; 407,5 millions de dollars sur la période allant de 2021 à 2025; ensuite, 77 millions de dollars par an, en financement permanent.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Renforcer la capacité de satisfaire à l'obligation de rétablissement en abondance des espèces aquatiques en voie de disparition ou menacées faite par la <i>Loi sur les espèces en péril</i> – 125 millions de dollars sur cinq ans.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 20 millions de dollars sur quatre ans pour la protection des habitats d'hivernage et des aires de rassemblement et de haltes migratoires importants en dehors du Canada pour les oiseaux de rivage et d'autres oiseaux migrateurs.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	[Investir] 24 millions de dollars sur quatre ans, soit 12 millions pour des investissements dans les sciences et la conservation, notamment la surveillance et la protection des oiseaux marins; 12 millions pour l'application de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> afin de réduire le retard pris dans les stratégies et plans d'action pour le rétablissement et de mettre en œuvre des mesures de rétablissement qui n'ont pas encore été prises.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Faire de l'évaluation], [de la] recherche et [de la] surveillance continues en ce qui a trait aux produits chimiques et activités de gestion des risques au-delà de la troisième phase du Plan de gestion des produits chimiques : 100 millions de dollars par an, à partir de 2021-2022.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Faire appliquer] la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i> de 1999 et [l]es dispositions de la <i>Loi sur les pêches relatives à la prévention de la pollution</i> : 50 millions de dollars en 2020, puis 100 millions par an.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Respecter les obligations aux termes de la <i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> : 1) évaluer les risques posés par les pesticides déjà utilisés, 2) analyser les données recueillies par Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) dans deux régions clés pendant l'évaluation de l'exposition aux pesticides et 3) améliorer la conformité et l'application de la loi au-delà de l'approche limitée actuelle de la surveillance ciblée : 50 millions de dollars en 2020, puis 100 millions par an pour l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) de Santé Canada.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Accorder] 10 millions de dollars sur cinq ans [à] AAC [Agriculture et Agroalimentaire Canada] pour le projet pilote initial et la collecte annuelle de données [sur l'utilisation des pesticides].	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 500 millions de dollars en fonds de contrepartie à l'appui d'investissements d'entreprises ne produisant aucun déchet.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	[Investir] 12 millions de dollars sur cinq ans pour éviter l'abandon d'engins de pêche en milieu marin et pour récupérer ces engins.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 5 millions de dollars pour cartographier le degré de circularité de l'économie canadienne et évaluer des scénarios futurs.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Constituer un groupe consultatif d'experts externes qui fournira des conseils stratégiques sur les questions relatives à la collecte et à la gestion des données environnementales. 3 millions de dollars sur trois ans.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 2 millions de dollars sur trois ans pour réaliser un audit et un inventaire des ensembles de données géospatiales existants dans les ministères fédéraux et les autres ordres de gouvernement.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 125 millions de dollars sur quatre ans dans des données fondamentales actualisées sur les caractéristiques géographiques et des paysages afin de compléter les inventaires nationaux des habitats.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 16 millions de dollars sur quatre ans pour progresser dans une comptabilisation complète et solide des biens environnementaux du Canada.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Verser] 5 millions de dollars par an en financement permanent supplémentaire pour l'acquisition et l'analyse futures de données et pour l'élargissement de la capacité sectorielle du groupe des statistiques environnementales de Statistique Canada.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Intensifier les] efforts en matière financière de manière à pouvoir réagir à l'urgence climatique, notamment par l'élimination des subventions aux combustibles fossiles et l'octroi de sommes importantes aux solutions axées sur la nature, à l'efficacité énergétique des bâtiments, au transport, à l'énergie communautaire, au financement international de la lutte contre les changements climatiques et au transport maritime.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	[Intensifier les] efforts en matière financière de manière à pouvoir réagir à l'urgence climatique, notamment par l'adoption d'un certain nombre de mesures complémentaires, dont la tarification du carbone, la production d'un rapport sur la finance durable et une transition juste pour les travailleurs du secteur de l'énergie.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Continuer] d'investir dans la conservation de la nature et la biodiversité en mettant l'accent sur les aires protégées sur les terres publique et privée et la restauration des habitats.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Investir dans les programmes agroenvironnementaux, la recherche et le développement, ainsi que la construction de locaux pour la Collection nationale canadienne d'insectes pour améliorer la viabilité, la résilience et la compétitivité du secteur agricole canadien.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Accorder] 16,5 millions de dollars sur cinq ans [à] ECCC [Environnement et Changement climatique Canada] pour la surveillance des eaux.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 155 millions de dollars sur cinq ans pour faciliter la collaboration provinciale et autochtone dans les évaluations stratégiques et régionales, constituer un groupe consultatif qui éclairera la réglementation et les politiques et fera des évaluations d'ensemble, et promouvoir d'autres évaluations concertées.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir] 60 millions de dollars sur cinq ans pour la sensibilisation du public et la promotion ciblée de la conformité [en appui à l'interdiction des plastiques à usage unique et aux stratégies pour une économie circulaire].	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	[Accorder] 15 millions de dollars sur deux ans [à] Transports Canada pour : créer un instrument de politique afin d'inclure le transport maritime intérieur dans le système canadien de tarification du carbone; définir une stratégie nationale pour réduire les émissions de carbone noir et la pollution atmosphérique du secteur canadien du transport maritime; examiner et publier le coût du carbone du carburant sur la durée de vie des navires achetés par le gouvernement; élaborer un régime national de réduction des vitesses pour le transport maritime.	2020/02/04
Commission des pêcheries des Grands Lacs	À compter de l'exercice 2021-2022, accorder 19,44 millions de dollars par année à la Commission.	2020/02/06
Commission des pêcheries des Grands Lacs	Placer la Commission sous l'autorité d'Affaires mondiales Canada et non de Pêches et Océans Canada puisqu'elle est une organisation internationale établie en vertu d'un traité et a un mandat binational.	2020/02/06
Comptables professionnels agréés du Canada	Mettre en œuvre les recommandations du Groupe d'experts sur la finance durable qui relèvent de sa compétence [en traçant] le cheminement à long terme du Canada vers une économie à faibles émissions de carbone.	2020/02/04
Comptables professionnels agréés du Canada	Instaurer un centre canadien d'information climatique dans le but d'améliorer la disponibilité et la fiabilité des données climatiques, pour ainsi faciliter la prise de décisions des entreprises.	2020/02/04
Conseil canadien des affaires	Concevoir une stratégie nationale sur les ressources et le climat.	2020/02/05
Corporation des associations de détaillants d'automobiles	[Affecter] un financement supplémentaire au programme national d'incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Corporation des associations de détaillants d'automobiles	[Lancer] une campagne nationale de sensibilisation du public en matière de [véhicules zéro émission].	2020/02/04
Équiterre	[Mettre en œuvre] un mandat Véhicule Zéro Émission (VZE) à l'échelle du pays, couplé à la prolongation du programme d'incitatifs à l'achat des VZE pour les trois prochaines années.	2020/02/06
Équiterre	Compléter le recensement des subventions à la production et la consommation de l'énergie fossile d'ici la fin de l'année 2020 afin d'établir un calendrier d'abandon progressif de ce soutien public au secteur d'ici 2022.	2020/02/06
Fédération canadienne de l'agriculture	Exempter le combustible servant au chauffage et au refroidissement des bâtiments d'élevage et au séchage du grain.	2020/02/06
Fédération canadienne de l'agriculture	Continuer de financer des programmes de recherche qui soutiennent l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, à l'aide de l'innovation. Il faut pour ce faire avoir davantage recours à des exploitations agricoles servant de modèles à la recherche sur les changements climatiques.	2020/02/06
Fédération canadienne de l'agriculture	Faire participer les agriculteurs à l'élaboration de protocoles de compensation carbone qui intègrent la séquestration de carbone dans les exploitations agricoles, qui reconnaissent les contributions historiques des agriculteurs à la séquestration de carbone et qui reconnaissent les BSE [biens et services écologiques] de façon générale.	2020/02/06
Fédération canadienne de l'agriculture	Moderniser l'approbation des variétés de sélection de végétaux à l'aide d'une approche rationalisée et fondée sur les risques qui permet de mettre au point et de déployer rapidement des technologies axées sur les variétés de cultures qui sont capables de renforcer la séquestration de carbone et l'adaptation aux changements climatiques.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne de l'agriculture	Rembourser aux agriculteurs la taxe sur le carbone qu'ils ont payée pour le séchage du grain pendant la saison des récoltes de 2019.	2020/02/06
Inuit Tapiriit Kanatami	Injecter 10 millions de dollars sur cinq ans dans la réalisation des objectifs de la Stratégie nationale inuite sur les changements climatiques.	2020/02/06
Northwest Territories Association of Communities	[Veiller] à fournir un financement suffisant aux administrations territoriales, autochtones et locales afin qu'elles soient bien outillées pour relever le défi des changements climatiques.	2020/02/05
Northwest Territories Association of Communities	[Concevoir tous] les programmes visant à appuyer l'adaptation aux changements climatiques dans le Nord [...] de concert avec les résidents du Nord pour garantir qu'ils sont adoptés et efficaces.	2020/02/05
Réseau action climat Canada	Fournir des ressources pour les processus réglementaires et législatifs liés à la législation canadienne sur les émissions nulles d'ici 2050 et à l'élaboration d'une loi sur la transition équitable.	2020/02/05
Réseau action climat Canada	Donner aux administrations locales les moyens d'agir sur le climat en fournissant des ressources financières ciblées aux municipalités, en liant ces ressources à la mise en œuvre de la politique éco fiscale et en exigeant l'application de critères liés au climat sur l'ensemble du cycle de vie des dépenses.	2020/02/05
Réseau action climat Canada	Inciter les municipalités à parvenir à la neutralité en carbone avant 2050 en assumant les coûts de la réalisation des inventaires d'émissions, en établissant de meilleures pratiques pour la mesure des émissions en temps réel et en fournissant des lignes directrices qui permettront de désigner les emplois sobres en carbone et d'encourager la croissance dans ces secteurs.	2020/02/05

FINANCES ET FONCTION PUBLIQUE FÉDÉRALES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des individus retraités	Travailler de près avec les provinces et les territoires pour s'assurer que les fonds transférés à des fins stratégiques ne sont pas simplement absorbés dans le budget provincial de la santé.	2020/02/04
Association de l'aluminium du Canada	Utiliser les achats gouvernementaux afin de valoriser l'utilisation [...] de solutions à faible empreinte carbone à partir de matériaux produits ici même au Canada.	2020/02/04
Association des producteurs d'acier	Établir des politiques d'approvisionnement et des outils habilitants qui reconnaissent les bienfaits inhérents au carbone dans l'acier canadien dans des projets d'infrastructures au pays.	2020/02/03
Coalition du budget vert	Divulguer le coût de toutes les dépenses fédérales directes et le montant des déductions fiscales annuelles demandées pour la prospection, l'exploitation et la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel, y compris les coûts associés au prolongement du pipeline Trans Mountain, et le transmettre au Bureau du directeur parlementaire du budget.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Conformément à l'engagement pris par le Canada en juin 2018, organiser en 2019 avec l'Argentine un examen [transparent et crédible] par des pairs des subventions canadiennes aux combustibles fossiles suivant ces recommandations de la CBV.	2020/02/04
Confédération des syndicats nationaux	[S]'assurer d'un contenu canadien dans les marchés publics de l'État.	2020/02/05
Confédération des syndicats nationaux	Afin d'assurer la pérennité du chantier Davie, [...] l'intégrer pleinement à la Stratégie nationale de construction navale.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des municipalités	Donner aux municipalités les moyens de mieux servir les Canadiens en prenant de nouveaux engagements dans le budget de 2020.	2020/02/04
Fédération canadienne des municipalités	Favoriser le progrès et renforcer le partenariat entre le gouvernement fédéral et les municipalités.	2020/02/04
Ian Lee (à titre personnel)	Le ministre des Finances [devrait adopter un] principe directeur d'ordre général selon lequel les programmes devront, à l'avenir, être ciblés et non pas universels.	2020/02/04
Institut Macdonald-Laurier	Privilégier la création du revenu à sa répartition.	2020/02/03
Inuit Tapiriit Kanatami	Faire en sorte que le budget de 2020 table sur les progrès réalisés dans les quatre derniers budgets fédéraux et qu'il continue d'appliquer une politique fiscale au Inuit Nunangat en matière d'affectation de fonds aux Inuits.	2020/02/06
Inuit Tapiriit Kanatami	Modifier sa politique d'approvisionnement afin d'aider les sociétés et entreprises appartenant à des organismes de revendications territoriales inuits et les bénéficiaires d'ententes sur les revendications territoriales inuites à obtenir des contrats sans appel d'offres du gouvernement fédéral.	2020/02/06
Northwest Territories Association of Communities	[Transférer des] fonds spéciaux aux territoires [...] pour préserver et rénover les logements sociaux existants.	2020/02/05
Réseau FADOQ	Inclure dans la formule de calcul actuelle du Transfert canadien en matière de santé une variable prenant en compte le vieillissement de la population des provinces et territoires.	2020/02/06
Réseau FADOQ	Indexer le Transfert canadien en matière de santé de 6 % annuellement.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Technation	Moderniser les services et les marchés publics numériques en numérisant les opérations des services publics, donner au gouvernement ... un mécanisme pour le faire [pour consulter l'industrie], [mettre en oeuvre] une stratégie de développement socio-économique, [mettre en oeuvre] un cycle annuel de modernisation du processus d'approvisionnement fédéral, investir dans des réseaux WiFi souples et sécuritaires à l'intention des organismes gouvernementaux [et moderniser les] cycles d'affectation budgétaire.	2020/02/06
Technation	[Mettre à profit les nouvelles technologies en adoptant] une politique « le nuage d'abord », [en soutenant] le développement de logiciels conçus pour le nuage, [en garantissant] l'interopérabilité des systèmes de tous les ministères et échelons de gouvernement [et en adoptant] des technologies fondées sur l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine dans tous les ministères.	2020/02/06
Technation	Adopter des programmes de formation axés sur les nouvelles technologies et les offrir à tous les fonctionnaires, instaurer une culture d'apprentissage continu au sein de la fonction publique [et] contribuer à la création d'un écosystème et de partenariats pour les technologues du Canada.	2020/02/06

IMPÔTS DES PARTICULIERS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Allan Lanthier (à titre personnel)	Modifier la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> pour faciliter le transfert des actions de sociétés privées à des membres de la famille et à des employés clés.	2020/02/06
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l	Traiter toutes les entreprises, y compris les fermes et autres entreprises familiales, de manière juste et équitable lorsqu'elles passent le flambeau à des membres de la famille.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l	Modifier les dispositions actuelles de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , ou en étendre la portée, de manière à ce que les familles puissent planifier en bonne et due forme leur relève et le transfert de leur entreprise actuelle.	2020/02/06
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l	Mettre en œuvre des mesures incitatives qui permettraient aux parents d'aider leurs enfants à acheter une maison sans subir de conséquences négatives du point de vue fiscal.	2020/02/06
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l	Éliminer le plafond des transferts de frais de scolarité aux parents, qui s'établit à 5 000 dollars par année, et accorder des subventions ou des crédits supplémentaires aux étudiants inscrits dans un domaine d'investissement ciblé.	2020/02/06
Moodys Gartner Tax Law LLP	Modifier le régime d'imposition sur le revenu fractionné.	2020/02/05
Moodys Gartner Tax Law LLP	Apporter des changements pour que les propriétaires d'une entreprise ou d'une ferme familiale puissent passer le flambeau à la prochaine génération de manière équitable.	2020/02/05
Moodys Gartner Tax Law LLP	Mettre définitivement sur la glace la mise en œuvre des propositions relatives aux options d'achat d'actions des employés.	2020/02/05
Moodys Gartner Tax Law LLP	Ne pas augmenter les taux d'imposition des particuliers.	2020/02/05
Moodys Gartner Tax Law LLP	Ne pas augmenter le taux d'inclusion des gains en capital.	2020/02/05
Réseau FADOQ	Réduire le déductible du crédit d'impôt pour frais médicaux de 3 % à 1,5 %.	2020/02/06
Réseau FADOQ	Modifier le crédit d'impôt pour frais médicaux afin qu'il devienne un crédit d'impôt remboursable.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Réseau FADOQ	Faire en sorte que les [régimes enregistrés d'épargne-retraite] ou les [fonds enregistrés de revenu de retraite] retirés pour des raisons médicales soient exclus du montant imposable des contribuables.	2020/02/06

IMPÔT DES SOCIÉTÉS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Allan Lanthier (à titre personnel)	Ne pas aller de l'avant avec la [proposition] de plafonner à 30 % le montant des intérêts que les grandes sociétés peuvent déduire de leurs bénéfices avant intérêts, impôts et amortissement.	2020/02/06
Allan Lanthier (à titre personnel)	Modifier les propositions législatives présentées en juin 2019 concernant les options d'achat d'actions par souci de simplification et d'équité et les rendre publiques dans le cadre du budget 2020.	2020/02/06
Association canadienne des producteurs pétroliers	Mettre en place plusieurs mesures fiscales qui favoriseront notre compétitivité, notamment les réformes de l'administration fiscale des grandes entreprises, la déductibilité des intérêts et l'accès des PME aux capitaux.	2020/02/03
Association de l'aluminium du Canada	Mettre à jour, de concert avec les provinces du Québec et de la Colombie-Britannique, la mesure fiscale d'accélération d'amortissement de la dépense en capital [afin d'y] donner accès au secteur de l'aluminium qui, contrairement à l'acier, n'a pas accès à la catégorie 53.	2020/02/04
Association des hôtels du Canada	Veiller à ce que toutes les sociétés qui exercent leurs activités au Canada au moyen d'une présence numérique paient de l'impôt sur le revenu des sociétés sur les gains canadiens.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des hôtels du Canada	Imposer une taxe de 3 % sur les revenus canadiens des grands exploitants internationaux [de plateformes de location à court terme] en guise d'impôt des sociétés.	2020/02/04
Association des hôtels du Canada	Modifier la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> pour exiger que les entreprises de plateforme de location à court terme communiquent un feuillet annuel de renseignements sur les gains bruts aux hôtes.	2020/02/04
Association minière du Canada	Élargir les critères d'admissibilité aux déductions pour amortissement visant les véhicules électriques, mesure créée dans le cadre de l' <i>Énoncé économique de l'automne 2018</i> , afin d'inclure les véhicules industriels lourds.	2020/02/06
Association minière du Canada	Mettre en place une exemption de participation substantielle pour les restructurations de sociétés réalisées par des groupes canadiens ou étrangers afin d'accorder une exonération d'impôt.	2020/02/06
Association minière du Canada	Éliminer progressivement la retenue d'impôt sur les dividendes pour rendre le Canada aussi compétitif que nombre de pays qui sont des compétiteurs importants.	2020/02/06
Association minière du Canada	Abaisser le taux plafond d'imposition des sociétés à un niveau équivalent à celui des États-Unis pour les sociétés minières et les exportateurs ou rétablir une déduction relative aux ressources de 33 %.	2020/02/06
Association minière du Canada	Faire marche arrière en rétablissant et en bonifiant certaines mesures fiscales relatives à l'exploitation minière qui ont fait l'objet de réformes au titre des budgets fédéraux de 2012-2013, y compris hausser la déduction pour amortissement accéléré et inclure l'amortissement décroissant de zéro afin d'égaliser les États-Unis.	2020/02/06
Association minière du Canada	Étendre la mesure fiscale annoncée dans l' <i>Énoncé économique de l'automne 2018</i> , qui permettait la comptabilisation à pleine valeur de l'équipement d'énergie propre, à tous les types d'équipements électriques, de chariots et de transport à haut rendement énergétique déployés dans le secteur minier canadien.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadiens pour une fiscalité équitable	Éliminer les possibilités d'évasion fiscale régressives et inefficaces comme la déduction pour options d'achat d'actions.	2020/02/03
Canadiens pour une fiscalité équitable	Exiger des grandes entreprises étrangères de commerce électronique qu'elles paient des impôts sur les transactions réalisées avec les Canadiens et les revenus qu'elles en tirent.	2020/02/03
Canadiens pour une fiscalité équitable	Imposer la TPS et les taxes de vente sur les importations de l'ensemble des services numériques, dont la publicité.	2020/02/03
Canadiens pour une fiscalité équitable	Imposer une taxe sur les ventes en ligne des grandes entreprises étrangères de commerce électronique.	2020/02/03
Canadiens pour une fiscalité équitable	Imposer des limites sur les paiements d'intérêts que les entreprises peuvent déduire de leurs profits, en particulier les subventions à l'étranger.	2020/02/03
Canadiens pour une fiscalité équitable	Ne plus autoriser les sociétés à transférer des profits à leurs filiales à l'étranger en les obligeant à prouver l'activité économique réelle de leurs filiales.	2020/02/03
Comptables professionnels agréés du Canada	Maintenir son engagement à l'égard des priorités énoncées dans la Charte numérique, notamment l'examen et la modernisation de la législation connexe.	2020/02/04
Comptables professionnels agréés du Canada	Modifier les règles relatives à la TPS de manière à ce que les fournisseurs non-résidents perçoivent la taxe sur les biens incorporels et les services.	2020/02/04
Comptables professionnels agréés du Canada	Maintenir son engagement à l'égard du processus de l'OCDE visant à élaborer un cadre fiscal mondial [consensuel], adapté à l'ère numérique et fondé sur des principes, et y participer activement.	2020/02/04
Confédération des syndicats nationaux	[M]ettre en place un régime fiscal temporaire pour s'assurer d'une contribution fiscale équitable des géants du numérique.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Confédération des syndicats nationaux	[D]onner suite à la recommandation du groupe [indépendant d'experts sur le journalisme et la presse écrite] et élargir l'aide qu'il accorde aux médias écrits produisant de l'information.	2020/02/05
Groupe TMX limitée	Exonérer complètement les PME cotées en bourse du nouveau régime de traitement fiscal des options d'achat d'actions des employés.	2020/02/04
Groupe TMX limitée	Élargir le régime fiscal des actions accréditives.	2020/02/04
Groupe TMX limitée	Adopter un programme de crédit d'impôt fédéral semblable à celui pour les entreprises admissibles de la Colombie-Britannique pour encourager les investissements du secteur privé dans les sociétés en croissance.	2020/02/04
Lazer Grant LLP	Le ministère des Finances concevait autrefois des mesures législatives pour régler des problèmes particuliers. Les récentes modifications semblent indiquer que les mesures législatives sont conçues pour régler des problèmes qui n'ont pas encore été imaginés. Je ne préconise pas un retour à l'ancien système, mais je crois qu'il serait possible de rédiger des mesures législatives qui se situent entre les extrêmes [afin d'éviter des problèmes comme ceux liés aux récentes modifications de l'impôt sur les petites entreprises].	2020/02/04
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l	Proposer la tenue de consultations avec divers intervenants puisque les propositions relatives au plafonnement des déductions des intérêts sont vastes et complexes.	2020/02/06
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l	Diminuer le taux d'imposition combiné des sociétés à un taux plus concurrentiel de 20 %.	2020/02/06
Moodys Gartner Tax Law LLP	Diminuer les taux d'imposition des sociétés.	2020/02/05
Moodys Gartner Tax Law LLP	Ne pas limiter les déductions d'intérêt, comme le proposaient les libéraux pendant la campagne électorale.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Moodys Gartner Tax Law LLP	Annuler les mesures fiscales visant à soutenir le journalisme au Canada.	2020/02/05

INFRASTRUCTURE ET TRANSPORT

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alberta Chambers of Commerce	Accélérer la planification des corridors commerciaux dans le Nord et la délivrance de permis.	2020/02/06
Association canadienne de l'électricité	[C]réer un fonds d'adaptation climatique dédié à accroître la résilience face à des conditions météorologiques extrêmes et à des incendies dans les infrastructures énergétiques essentielles.	2020/02/05
Association minière du Canada	Promouvoir le renouvellement, sur une période de 4 à 8 ans, du financement pour le Nord dans le cadre de l'Initiative des corridors de commerce et de transport, et prendre en considération les difficultés particulières qui touchent les régions nordiques et éloignées en créant un fonds de la Banque de l'infrastructure du Canada consacré au Nord.	2020/02/06
Association minière du Canada	Fournir des ressources à RNCan pour recueillir, organiser, interpréter et communiquer des données sur le rendement et les capacités en matière de transport ferroviaire des marchandises dans le secteur des ressources, afin de faciliter la prise de décisions fondées sur les données probantes.	2020/02/06
Bureau d'assurance du Canada	Financer des infrastructures de défense contre les inondations ciblées par la voie d'une dotation supplémentaire du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes.	2020/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce du Canada	[Fournir] un financement réservé à la Banque de l'infrastructure du Canada et pour le Fonds national des corridors commerciaux pour les grands projets des infrastructures résilientes et d'adaptation au climat.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Mettre] en œuvre sans délai le spectre des ondes millimétriques afin que les villes intelligentes deviennent une réalité et [que les] entreprises [puissent] utiliser l'Internet des objets pour atténuer les effets des changements climatiques.	2020/02/04
City of London	Fournir d'autres précisions, notamment sur le partenariat que le gouvernement fédéral doit conclure avec les municipalités et les villes en matière de transports en commun.	2020/02/03
City of London	Pour raccorder des agglomérations de taille moyenne comme London au réseau ferroviaire, investir dans VIA Rail pour élargir la flotte et la gamme de services offerts aux Canadiens et à nos entreprises.	2020/02/03
Clean Energy Canada	Mettre en place l'infrastructure requise pour les autobus urbains électriques, que ce soit l'infrastructure de recharge ou le réaménagement des terminus d'autobus.	2020/02/04
Coalition du budget vert	Envisager de fournir des fonds aux municipalités pour les aider à couvrir les frais d'exploitation des transports en commun (en plus des projets d'immobilisations).	2020/02/04
Conseil canadien des affaires	Accorder la priorité aux projets d'infrastructure revêtant une importance nationale.	2020/02/05
Fédération canadienne des municipalités	Bonifier le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes.	2020/02/04
Fédération canadienne des municipalités	Accorder la priorité aux nouveaux outils de financement qui permettront aux administrations locales d'améliorer la vie des Canadiens.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des municipalités	Lancer un mécanisme de financement permanent du transport en commun.	2020/02/04
Fédération canadienne des municipalités	Appuyer la transition vers les véhicules de transport public zéro émission.	2020/02/04
Fédération canadienne des municipalités	Bonifier le Fonds fédéral de la taxe sur l'essence en haussant l'indexation annuelle de 2 à 3,5 % pour la réalisation de projets d'infrastructure.	2020/02/04
Technation	Faire en sorte que tous les investissements fédéraux dans l'infrastructure soient analysés sous l'angle de l'infrastructure intelligente.	2020/02/06

INITIATIVES SEXOSPÉCIFIQUES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	Investir 1,25 milliard de dollars sur cinq ans dans la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat.	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Travailler avec le Conseil des femmes de l'APN en vue de concevoir et d'appliquer un outil d'analyse comparative entre les sexes et ainsi d'évaluer les besoins en fonction des sexes.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Égale Canada	Examiner les réformes de politiques que l'organisme Égale propose dans son plan d'action national pour les personnes LGBTQI2S et prendre immédiatement des mesures pour la modification de politiques discriminatoires et désuètes, qui favorisera le développement économique du Canada.	2020/02/06
Égale Canada	Adopter des politiques et la formation inclusives dans les 12 volets que l'organisme Égale indique dans son plan d'action national pour les personnes LGBTQI2S : santé mentale, lutte contre la pauvreté, logement et itinérance, accès à l'emploi, éducation, inclusion dans le sport, personnes âgées, réforme de la justice et aide internationale.	2020/02/06
Égale Canada	Mettre à jour la terminologie désuète sur la collecte de données et la rendre inclusive dans la recherche sur les 12 volets prioritaires du plan d'action national ainsi que faire participer les organismes communautaires à la mise en place de la recherche, à la collecte de données et à la production de rapports.	2020/02/06
Égale Canada	Établir un Fonds de mise en œuvre pour le plan d'action pour les personnes LGBTQI2S assorti de 12 millions de dollars sur deux ans qui seront versés à des organisations de la société civile.	2020/02/06

INNOVATION, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'aluminium du Canada	Revoir les paramètres du [Fonds stratégique pour l'innovation] afin de tenir compte des besoins de modernisation du parc d'usine, maintenir notre compétitivité pour l'avenir et éliminer le fardeau administratif afférent à la gestion des programmes incitatifs existants.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des fabricants d'appareils électroménagers Canada	[Mettre] sur pied le Fonds d'innovation en technologie des plastiques, doté d'une allocation initiale de 200 millions de dollars pour poursuivre la recherche et le développement d'applications révolutionnaires de la technologie des plastiques au Canada.	2020/02/04
Association des producteurs d'acier	Procurer un important soutien financier à la création d'un écosystème propice à l'innovation et axé sur la recherche, le développement, la démonstration et l'adoption de technologies propres dans l'ensemble de la chaîne logistique de la sidérurgie centrée strictement sur la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.	2020/02/03
Association des producteurs d'acier	Envisager un financement supplémentaire de l'effort actuellement investi dans l'innovation par les filières canadiennes de la sidérurgie, des mines et des charbonnages et exécuté par la Canadian Carbonization Research Association; cela accélérera cet effort de collaboration sans équivalent dans le monde.	2020/02/03
Chambre de commerce du Canada	[Adopter] un régime « boîte d'innovations » qui permettra de réduire le taux d'imposition des sociétés pour le revenu tiré des inventions brevetées et de la propriété intellectuelle reliée à des produits, services des technologies propres nouveaux ou améliorés et aux processus connexes mis au point au Canada.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Accorder] aux investisseurs un crédit d'impôt remboursable de 30 % jusqu'à concurrence de 200 000 \$ en activités portant sur les technologies propres admissibles.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Établir] un crédit d'impôt remboursable de 15 % pour les entreprises en démarrage à l'intention des investisseurs providentiels, [offrir] une exemption fiscale à l'égard des gains générés par des capitaux de risque des technologies propres.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Remettre] en vigueur le crédit d'impôt sur les biens amortissables pour la recherche scientifique et le développement.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Faire] en sorte que les actions accréditives soient disponibles pour tous les types d'entreprises des technologies propres.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	[Investir] 20 millions de dollars sur deux ans [dans] la R-D et [l]es essais en mer afin d'atteindre l'objectif de 100 % de navires à émissions nulles dans les eaux intérieures canadiennes d'ici 2030.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Investir dans la] recherche aquacole, [les] normes de protection environnementale, [la] recherche sur des technologies novatrices, [la] surveillance, [l']application de la loi et [les] mesures incitant à opter pour d'autres méthodes de production – 125 millions de dollars sur cinq ans.	2020/02/04
Conseil de l'innovation agroalimentaire	[Adopter des] mesures fiscales intelligentes [pour] créer des conditions attrayantes pour les investissements futurs [dans les technologies propres dans le secteur agricole].	2020/02/06
Conseil de l'innovation agroalimentaire	[Mettre] en œuvre des mesures incitatives à l'adoption précoce [de technologies propres] par les producteurs [dans le secteur agricole].	2020/02/06
Conseil de l'innovation agroalimentaire	Mettre l'accent sur les initiatives qui favorisent l'innovation technologique intersectorielle, de manière à établir un lien entre la valeur dans le secteur agricole et la valeur sur le plan de la santé et du bien-être de la population, de la durabilité industrielle et de la protection de l'environnement, en particulier les mesures visant à atténuer et à renverser les effets des changements climatiques.	2020/02/06
Conseil de l'innovation agroalimentaire	Diriger le financement vers les programmes intersectoriels qui permettent d'exploiter les innovations agricoles de manière horizontale et de les intégrer aux autres secteurs de manière verticale, en particulier la santé, la fabrication et l'environnement.	2020/02/06
Conseil de l'innovation agroalimentaire	Prendre des mesures pour assouplir certains programmes et conclure des partenariats qui vont au-delà des partenariats conventionnels entre le secteur et le milieu universitaire. Encourager différents partenaires, comme le secteur privé, les producteurs précurseurs et les consortiums d'entreprises (au sein et à l'extérieur du secteur), à travailler ensemble.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil de l'innovation agroalimentaire	Mettre au point des mécanismes d'investissements stratégiques à long terme dans des domaines qui ne s'inscrivent pas facilement dans les cycles d'octroi de subventions à court terme et où le développement, les essais et la mise en marché demandent plus de temps.	2020/02/06
Deloitte	Si l'intelligence artificielle est pour faire tourner notre économie, augmenter la qualité et la quantité de données publiques mises à la disposition des chercheurs et des entreprises.	2020/02/05
Deloitte	Contribuer à stimuler l'innovation en publiant plus de données publiques dans un format lisible par machine à des fins commerciales et de convivialité.	2020/02/05
Deloitte	Pour accélérer le regroupement des données publiques et des données privées, faire en sorte que les gouvernements de tout le Canada collaborent davantage avec le secteur privé pour veiller à ce que les données soient publiées dans un algorithme efficace et un format lisible par machine.	2020/02/05
Fanshawe College	Investir 40 millions de dollars par année dans le réseau canadien de fournisseurs de services de niveau collégial afin de doubler le nombre de petites et moyennes entreprises qui se consacrent à l'innovation.	2020/02/04
Groupe TMX limitée	Adopter une politique d'« équité pour la croissance », au titre de laquelle les programmes fédéraux d'incitation offerts aux sociétés privées sous contrôle canadien, ou SPCC, le sont aussi aux entreprises qui choisissent de financer leur croissance en obtenant du capital de risque public, et au secteur de l'investissement privé.	2020/02/04
Intact Corporation financière	[Investir] dans les écosystèmes d'intelligence artificielle au Canada.	2020/02/06
SoinsSantéCAN	Créer une nouvelle table de stratégie économique qui se consacrerait à la technologie du vieillissement et à l'économie du troisième âge.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
SoinsSantéCAN	Miser sur la réussite de l'Initiative des supergrappes d'innovation en créant une supergrappe sur les technologies du vieillissement.	2020/02/06
Technation	Financer davantage les expérimentations numériques, et créer un portail du financement gouvernemental pour ce type d'expérimentation dans le cadre de Solutions innovatrices Canada, d'Innovation en matière de défense et de sécurité ainsi que de Service numérique canadien.	2020/02/06
Technation	Établir des conditions et des contrats novateurs compatibles avec les normes sectorielles sur l'équité, le partage des risques et l'ouverture possible de négociations avec des soumissionnaires qui donneront des avis confidentiels.	2020/02/06
Technation	Moderniser la classification des données et les exigences de sécurité afin d'établir un processus plus efficace qui fera participer les travailleurs en TIC à l'édification d'un gouvernement numérique.	2020/02/06
Technation	Investir dans des projets de « données pour l'IA », affecter des sommes plus importantes à des bancs d'essai axés sur l'analyse de données et les corridors d'innovation et fondés sur la 5G, établir un plan de mobilisation en vue de la mise en place des réseaux 5G ... [et] continuer à soutenir la recherche et le développement dans le secteur des TIC.	2020/02/06
Technation	[Soutenir les] PME et entreprises en expansion [en collaborant] avec des experts de l'industrie des TIC afin d'accélérer les modifications qu'on propose d'apporter [au programme Recherche scientifique et développement expérimental], normaliser la collecte de renseignements au sujet des PME ... [et] revoir [la] façon de définir les petites, moyennes et grandes entreprises.	2020/02/06
Western University	[Créer] le Clean Future Research and Innovation Fund (Fonds de recherche et d'innovation pour un avenir propre [CFRIF]) [, qui] investirait 200 millions de dollars par année pour atténuer les effets des changements climatiques tout en créant de nouvelles occasions d'affaires.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Western University	Créer un nouveau fonds pour le transfert des idées et de la propriété intellectuelle de nos campus vers les secteurs public, privé et sans but lucratif.	2020/02/04
Western University	Accroître le rôle du Canada à titre de partenaire au sein de programmes internationaux de recherche.	2020/02/04

LOGEMENT

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des constructeurs d'habitations	Collaborer avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) pour ajuster la simulation de crise de sorte qu'elle cadre mieux avec les conditions actuelles du marché, en faisant d'elle une simulation à taux décroissant en fonction de la durée du prêt hypothécaire.	2020/02/05
Association canadienne des constructeurs d'habitations	Réintroduire l'amortissement sur 30 ans des prêts hypothécaires assurés pour les acheteurs d'une première maison admissibles.	2020/02/05
Association canadienne des constructeurs d'habitations	Adopter des politiques et des programmes fédéraux pour aider à accroître l'offre de logements en tirant parti des investissements dans le transport en commun et des réductions de valeur des terrains.	2020/02/05
Association canadienne des constructeurs d'habitations	Faire de l'abordabilité un objectif central du <i>Code national du bâtiment</i> .	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des constructeurs d'habitations	Élargir les consultations sur la simulation de crise au-delà des institutions financières pour que les points de vue du secteur fassent partie de l'examen.	2020/02/05
Association canadienne des constructeurs d'habitations	Ne pas inclure des critères extrêmes en matière de rendement énergétique dans le code du bâtiment avant que les consommateurs aient les moyens de les appliquer.	2020/02/05
Association canadienne des individus retraités	Protéger les aînés en résidence avec services d'assistance personnelle ou en établissement de soins de longue durée lorsqu'ils sont hospitalisés pendant de longues périodes afin d'éviter qu'ils ne perdent leur logement.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Élargir la Stratégie nationale sur le logement en y ajoutant des soutiens au logement pour les aînés qui se retrouvent sans abri et dont les besoins sont mal servis par les refuges traditionnels pour sans-abri.	2020/02/04
Association des groupes de ressources techniques du Québec	[Subventionner les] exigences supplémentaires du gouvernement au-delà des règles du <i>Code national du bâtiment</i> [soit l'accessibilité universelle, les mesures écoénergétiques et des constructions plus vertes] afin qu'elles ne deviennent pas un frein au développement des logements tant attendus par la population vulnérable.	2020/02/04
Association des groupes de ressources techniques du Québec	[Investir] 1,7 milliard de dollars pour le maintien du parc de logements actuels au pays.	2020/02/04
Association des groupes de ressources techniques du Québec	[Investir] 2 milliards de dollars supplémentaires par année pour la construction de nouvelles unités d'habitation [et conclure] une entente rapide entre le fédéral et le provincial, prévoyant un investissement de 70 millions de dollars pour le Québec.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des municipalités	Encourager les propriétaires à réparer et à rénover les logements locatifs bon marché.	2020/02/04
Fédération de l'habitation coopérative du Canada	Améliorer la Stratégie nationale sur le logement en rendant le Fonds national de co-investissement pour le logement plus accessible aux fournisseurs de logements sans but lucratif.	2020/02/05
Fédération de l'habitation coopérative du Canada	Accorder la priorité aux étudiants de niveau postsecondaire dans la Stratégie nationale sur le logement afin que les coopératives d'habitation pour étudiants aient accès aux programmes de financement de la Stratégie.	2020/02/05
Fédération de l'habitation coopérative du Canada	S'engager à protéger les programmes d'aide à la location à long terme.	2020/02/05
Fédération de l'habitation coopérative du Canada	Investir dans le logement hors marché, notamment 300 millions de dollars dans un fonds de construction d'habitations coopératives à démarrage rapide.	2020/02/05
Fédération de l'habitation coopérative du Canada	Améliorer l'Initiative des terrains fédéraux au titre de la Stratégie nationale sur le logement et transférer pour 50 millions de dollars de terres fédérales excédentaires au secteur de l'habitation coopérative en vue de la construction de nouveaux logements.	2020/02/05
Institut canadien des évaluateurs	Dispenser les renouvellements hypothécaires de la simulation de crise afin que les Canadiens obtiennent le taux le plus concurrentiel dans les institutions financières sous réglementation fédérale.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut canadien des évaluateurs	Créer avec les provinces et territoires un registre public de la propriété effective pour lutter contre le blanchiment d'argent sur le marché immobilier.	2020/02/06
Northwest Territories Association of Communities	[Prendre un] engagement financier à long terme [...] à l'égard du logement [...] pour combler les besoins en logement des habitants des T.N.-O.	2020/02/05
Northwest Territories Association of Communities	[Conclure des] ententes relatives au logement abordable [qui sont] souples et respectueuses des compétences des provinces et des territoires.	2020/02/05
Northwest Territories Association of Communities	[Utiliser des] incitatifs fiscaux ou d'autres mesures [...] pour stimuler la construction de logements locatifs et abordables.	2020/02/05
Professionnels hypothécaires du Canada	Introduire une exception à la simulation de crise pour les emprunteurs qui ont versé leurs paiements comme convenu, jusqu'à la fin de leur terme initial et qui souhaitent changer de prêteur au renouvellement de leur hypothèque.	2020/02/05
Professionnels hypothécaires du Canada	Ramener la période d'amortissement d'un prêt assurable à 30 ans, mais exclusivement pour les acheteurs d'une première propriété.	2020/02/05
Professionnels hypothécaires du Canada	S'il n'est pas jugé approprié de ramener la période d'amortissement d'un prêt assurable à 30 ans, faire en sorte que le montant du prêt puisse totaliser 4,5 fois le revenu maximal admissible à l'incitatif à l'achat d'une première propriété.	2020/02/05
Société canadienne de la sclérose en plaques	Financer la construction de logements appropriés dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement.	2020/02/05

MINES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alberta Chambers of Commerce	Permettre aux sociétés minières spécialisées dans l'extraction du lithium par la saumure d'émettre des actions accréditives pour obtenir des capitaux.	2020/02/06
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	Créer un programme de financement ou un incitatif fiscal propre au secteur des minéraux afin d'encourager l'exploration accrue des minéraux et des métaux qui permettra le développement de technologies propres.	2020/02/05
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	Fournir un financement axé spécifiquement sur l'innovation pour l'exploration dans des domaines comme les technologies à faibles émissions et les technologies d'énergie renouvelable qui réduisent les émissions de GES, augmentent la réutilisation de l'eau et réduisent les déchets.	2020/02/05
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	Continuer d'investir dans la collecte et la diffusion de données géoscientifiques publiques qui stimulent l'exploration minérale, particulièrement dans le Nord, et renouveler les programmes de géocartographie de l'énergie et des minéraux (GEM) et de l'Initiative géoscientifique ciblée (IGC).	2020/02/05
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	Soutenir la cartographie et l'innovation géoscientifiques grâce aux moyens suivants : [...] Fournir des mécanismes de financement et des mesures incitatives pour encourager la mise au point, la mise à l'essai et l'adoption de technologies et de processus novateurs, particulièrement pour l'exploration minière.	2020/02/05
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	Créer un mécanisme de financement fédéral pour aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à entreprendre des évaluations exhaustives des ressources minérales, fondées sur des études géoscientifiques.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	Mettre sur pied un groupe de travail interministériel gouvernement-industrie qui sera chargé d'examiner les options stratégiques et de formuler des recommandations pour accélérer l'exploration et l'exploitation des ressources minérales.	2020/02/05
Association minière du Canada	Moderniser le traitement fiscal des fiducies pour l'environnement admissibles (FEA) en prolongeant la période de report en arrière de trois à sept ans afin que les coûts de remise en état puissent être déduits au niveau consolidé au moment où ils sont engagés, peu importe la mine visée, et en accordant une exonération d'impôt pour les FEA jusqu'à la distribution des fonds.	2020/02/06
Association minière du Canada	S'engager à adopter une approche globale de la chaîne d'approvisionnement, notamment en soutenant le développement des marchés en aval et la production à valeur ajoutée.	2020/02/06
Association minière du Canada	Bonifier le financement de CanmetMINES (Ressources naturelles Canada) en vue de la mise au point de processus d'identification, d'extraction et de raffinage à la fine pointe des éléments de terres rares, y compris ceux provenant des flux actuels des déchets miniers recyclés.	2020/02/06
Association minière du Canada	Créer un groupe de travail interministériel conjoint gouvernement-industrie chargé d'étudier des options stratégiques supplémentaires, de formuler des recommandations et de faire rapport dans un an [concernant les minéraux critiques].	2020/02/06
Association minière du Canada	Renouveler l'Initiative géoscientifique ciblée et augmenter son financement, par rapport aux niveaux antérieurs, à 50 millions de dollars sur cinq ans pour augmenter la durée de vie des mines en exploitation au Canada.	2020/02/06
Association minière du Canada	Établir/améliorer des mécanismes qui permettent aux gouvernements de partager une partie des recettes générées par les redevances et/ou les impôts miniers sur leur territoire.	2020/02/06

ORGANISMES DE BIENFAISANCE ET ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Commission canadienne des jurys	Améliorer et favoriser le devoir de juré en investissant 20 millions de dollars dans la commission canadienne des jurys.	2020/02/06
Imagine Canada	Si de nouvelles initiatives sont adoptées pour aider les entreprises et les organismes à prendre des mesures pour réduire leurs répercussions sur le climat, faire en sorte que les organismes de bienfaisance et sans but lucratif soient admissibles, que les communications n'impliquent pas l'exclusion des organismes de bienfaisance et sans but lucratif, et que les modalités du programme ne rendent pas ces initiatives sans intérêt pour les organismes du secteur.	2020/02/04
Imagine Canada	Accorder à Statistique Canada les ressources et le mandat nécessaire pour compiler et publier des données sur [le secteur caritatif].	2020/02/04
Institut Vanier de la famille	Ce serait bien que vous trouviez du financement pour l'Institut Vanier dans [le] budget.	2020/02/05

123

PERSONNES HANDICAPÉES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
FRDJ Canada	Les Canadiens atteints de diabète de type 1 et d'autres maladies qui nécessitent des traitements vitaux doivent être automatiquement admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées.	2020/02/06
Peter Weissman (à titre personnel)	Faire en sorte que les personnes aux prises avec une déficience physique ou intellectuelle puissent naviguer plus facilement dans le régime fiscal.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Société canadienne de la sclérose en plaques	Dans son rapport intitulé <i>Agir pour améliorer la vie des Canadiens atteints d'incapacités épisodiques</i> , le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées a formulé 11 recommandations qu'il faut mettre en œuvre dès maintenant.	2020/02/05
Société canadienne de la sclérose en plaques	Rendre le crédit d'impôt pour personnes handicapées remboursable.	2020/02/05
Société canadienne de la sclérose en plaques	Modifier les critères d'admissibilité aux prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada et au crédit d'impôt pour personnes handicapées de manière à ce qu'ils incluent les personnes atteintes d'une incapacité épisodique selon la nouvelle définition de handicap contenue dans la <i>Loi canadienne sur l'accessibilité</i> .	2020/02/05
Société canadienne de la sclérose en plaques	Mettre en œuvre la <i>Loi canadienne sur l'accessibilité</i> pour faire du Canada un pays exempt d'obstacles, en mettant l'accent sur la prestation des programmes et des services, l'emploi, l'environnement bâti et le transport.	2020/02/05
Société canadienne de la sclérose en plaques	Améliorer l'accès aux traitements approuvés par Santé Canada, puisqu'il est vital d'intervenir rapidement pour éviter les coûts découlant d'une incapacité irréversible et évitable	2020/02/05

PEUPLES AUTOCHTONES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	Investir 3,5 milliards de dollars sur cinq ans dans les programmes d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire, l'éducation des adultes, l'éducation de la maternelle à la 12 ^e année et les établissements d'enseignement postsecondaire des Premières Nations.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	Investir 2 269 milliards de dollars sur cinq ans dans la santé des Premières Nations, y compris l'infrastructure de santé et la mise en œuvre du continuum du mieux-être mental des Premières Nations.	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Investir 721,5 millions de dollars sur cinq ans dans le Programme d'aide au revenu dans les réserves.	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Investir 12,6 milliards de dollars sur cinq ans dans l'infrastructure des Premières Nations et 4,6 milliards de dollars sur cinq ans dans les routes toutes saisons.	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Abroger la <i>Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations</i> et la remplacer par une loi conçue avec les Premières Nations pour s'assurer que toutes les Premières Nations ont accès à de l'eau potable et à une infrastructure de traitement des eaux usées.	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Consacrer 23 millions de dollars sur cinq ans aux ajouts aux réserves et 12,5 millions de dollars sur cinq ans à la renonciation aux dettes dans le cadre du Fonds de règlement des revendications particulières et à Services aux Autochtones Canada pour l'amélioration du traitement des demandes.	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Investir 2,68 milliards de dollars sur cinq ans dans le développement économique des Premières Nations, notamment un centre pour le commerce et l'accès aux marchés, le Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones et la stratégie « ne laisser personne pour compte ».	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Consacrer 3,5 milliards de dollars sur cinq ans à la mise en œuvre des appels à l'action découlant de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Investir 3,75 milliards de dollars sur cinq ans dans la sécurité et la protection des Premières Nations, notamment les services de police, l'infrastructure communautaire et les programmes de justice réparatrice des Premières Nations.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	Mettre en œuvre la <i>Loi concernant les langues autochtones</i> adoptée au cours de la dernière législature (investissement de 1,157 milliard de dollars sur trois ans).	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Mettre en œuvre la <i>Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis</i> (investissement de 3,5 milliards de dollars sur cinq ans).	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Investir [3,5 milliards de dollars sur cinq ans] dans la gouvernance des Premières Nations afin de favoriser le développement des institutions, la création et le fonctionnement d'organismes de services partagés, le recrutement et le maintien en poste d'employés qualifiés, et le renforcement des systèmes de gestion financière, de ressources humaines et de TI.	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations	Investir 4 milliards de dollars sur cinq ans dans le logement des Premières Nations.	2020/02/05
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador	[Fournir un] financement fédéral à long terme durable et prévisible pour la mise en œuvre de la <i>Loi [concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis]</i> . Il faudra prévoir la création d'une instance régionale pour soutenir les communautés et les organisations qui souhaitent développer leurs propres lois.	2020/02/04
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador	[Accorder du] financement pour soutenir [la <i>Loi concernant les langues autochtones</i>].	2020/02/04
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador	[P]rendre les mesures nécessaires pour renforcer l'éducation primaire et secondaire des Premières Nations grâce à des modèles régionaux qui fournissent un financement suffisant, prévisible et durable et qui favorise de bons résultats pour les élèves.	2020/02/04
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador	[S]outenir les Premières Nations en développant de nouvelles entités régionales de logement responsable envers les Premières Nations pour gérer le logement et les programmes d'infrastructure. [L'analyse de l'APNQL prévoit un investissement de 3,9 milliards de dollars sur 10 ans, soit 390 millions par année].	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador	[Financer de manière adéquate les] initiatives de justice et les programmes de justice communautaire tels que les comités de justice dans [les communautés des Premières Nations].	2020/02/04
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador	[Financer de manière adéquate] des services de police robustes et culturellement adaptés aux gouvernements locaux des Premières Nations [...] Ce financement vise une amélioration et une expansion des services de police des Premières Nations; deux cents millions de dollars sur cinq ans.	2020/02/04
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	Soutenir les efforts visant à accroître la participation des peuples autochtones au secteur minier par les moyens suivants : [i]nvestissements fondamentaux qui contribuent à améliorer les résultats socioéconomiques des collectivités autochtones[;] [f]onds ciblés pour le renforcement des capacités en matière de formation professionnelle, d'entrepreneuriat, de développement économique et de capacité de consultation.	2020/02/05
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance	Continuer de financer et d'appuyer la mise en œuvre du Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones pour veiller à ce que tous les enfants autochtones aient accès à des services de garde de qualité spirituellement enrichissants et adaptés à leur culture.	2020/02/06
Association canadienne pour la santé mentale	Investir 16 millions de dollars sur quatre ans pour permettre à [l'Association canadienne de la santé mentale] de collaborer avec des organisations et des collectivités inuites, métisses et des Premières Nations afin de bâtir une infrastructure plus solide pour assurer le leadership et la participation des Autochtones aux soins de santé mentale et de réagir efficacement aux répercussions disproportionnées des changements climatiques sur la santé mentale des peuples et des collectivités autochtones.	2020/02/06
Association minière du Canada	Accroître le financement pour la formation professionnelle et l'entrepreneuriat afin d'aider les peuples autochtones à saisir les débouchés dans le secteur minier.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association minière du Canada	Se servir de l'approvisionnement gouvernemental comme outil stratégique pour promouvoir la réconciliation économique avec les Autochtones.	2020/02/06
City of London	Accéder aux fonds de l'initiative Vers un chez-soi, ce qui permettrait de financer les mesures immédiates pour aménager en quelques mois seulement des aires de repos ouvertes, des lieux de stabilisation ainsi que des places d'hébergement de soutien pour les Autochtones en itinérance à London.	2020/02/03
Coalition du budget vert	[Investir] 361 millions de dollars par an, en financement permanent, pour le fonctionnement et l'entretien des infrastructures liées à l'eau des Premières Nations.	2020/02/04
Inuit Tapiriit Kanatami	Investir dans des infrastructures sociales, notamment dans des centres d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, des refuges et logements de transitions pour les victimes de violence familiale, des centres de toxicomanie et du logement social.	2020/02/06
Inuit Tapiriit Kanatami	Inscrire l'investissement dans l'enseignement de la langue et de la culture inuktitut dans un poste budgétaire propre aux Inuits et aux organisations de revendications territoriales inuites s'assurant alors que les prestataires de services se servent des fonds de manière à avantager les Inuits.	2020/02/06
Inuit Tapiriit Kanatami	Fournir le financement par élève inuktitut de la maternelle à la 12e année dans la Région désignée des Inuvialuit, du Nunavut, du Nunavik et du Nunatsiavut au même niveau que les dépenses par élève francophone et anglophone.	2020/02/06
Inuit Tapiriit Kanatami	Affecter 50 millions de dollars sur cinq ans au renforcement et à l'élargissement des programmes de formation des enseignants inuits dans les quatre régions de l'Inuit Nunangat.	2020/02/06
Inuit Tapiriit Kanatami	Investir directement dans la Société régionale inuvialuite, Nunavut Tunngavik Inc., la Société Makivik et le gouvernement du Nunatsiavut pour appliquer la <i>Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis</i> .	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Inuit Tapiriit Kanatami	Établir en collaboration avec les Inuits une banque d'infrastructures dans l'Arctique avec un investissement de 1 milliard de dollars sur cinq ans pour financer de nouvelles infrastructures et atténuer les effets des changements climatiques sur les infrastructures existantes; la banque veillera à ce que les fonds soient dépensés en fonction des besoins des Inuits.	2020/02/06
Inuit Tapiriit Kanatami	Mettre sur pied un programme-pilote d'acquisition des compétences destiné aux organismes de services pour les Inuits ainsi qu'un réseau au Inuit Nunangat pour l'échange d'informations et de bonnes pratiques.	2020/02/06
Inuit Tapiriit Kanatami	Revoir tous les programmes fédéraux de développement économique et des affaires qui viendront en aide aux communautés, aux organisations, aux entreprises et aux personnes inuites désireuses de se lancer en affaires et qui répondront à leurs besoins.	2020/02/06
Northwest Territories Association of Communities	Accorder du financement durable aux centres de guérison autochtones existants et nouveaux pour qu'ils puissent traiter les torts physiques, mentaux, émotionnels et spirituels causés par les pensionnats indiens et accorder la priorité au financement des centres de guérison situés au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest.	2020/02/05
Northwest Territories Association of Communities	Augmenter le nombre d'effectifs prenant part aux négociations sur les revendications territoriales afin d'accélérer la conclusion d'accords et de peaufiner ces derniers.	2020/02/05

RÉFORME ET OBSERVATION DU RÉGIME FISCAL

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alberta Chambers of Commerce	Mettre sur pied une commission royale sur la fiscalité pour en faire l'examen complet et la moderniser.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Allan Lanthier (à titre personnel)	Mettre sur pied un comité indépendant et impartial qui serait chargé de réaliser un examen approfondi du régime fiscal canadien.	2020/02/06
Association des hôtels du Canada	Élaborer et mettre en œuvre un programme d'information et d'application de la loi par l'intermédiaire de l'Agence du revenu du Canada afin d'encourager la conformité volontaire pour l'industrie de la location à court terme.	2020/02/04
Canadiens pour une fiscalité équitable	Passer à un régime fiscal international des sociétés unitaire, assorti d'une répartition des profits des sociétés selon une formule témoignant de l'activité économique réelle tout comme le système que nous avons en place au Canada pour répartir les profits des sociétés aux fins d'impôt, entre les provinces.	2020/02/03
Canadiens pour une fiscalité équitable	Investir davantage dans l'Agence du revenu du Canada.	2020/02/03
Chambre de commerce du Canada	[Procéder] à un examen complet du régime fiscal canadien.	2020/02/04
Comptables professionnels agréés du Canada	Amorcer un examen exhaustif du système fiscal canadien mené par un groupe d'experts indépendants.	2020/02/04
Confédération des syndicats nationaux	[D]urcir [l']approche à l'égard des fraudeurs et des firmes comptables qui mettent au point des stratégies d'évitement fiscal agressif.	2020/02/05
Confédération des syndicats nationaux	[M]ettre fin à la possibilité, pour les entreprises, de rapatrier des dividendes en franchise d'impôt à partir de paradis fiscaux.	2020/02/05
Conseil canadien des affaires	Moderniser et simplifier le régime fiscal.	2020/02/05
Groupe TMX limitée	Examiner la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> du Canada dans une perspective de compétitivité mondiale.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l	Simplifier la réglementation liée aux ressources afin de permettre aux producteurs de pétrole d'être concurrentiels à l'échelle mondiale.	2020/02/06
Morgan Construction and Environmental Inc.	Créer un régime d'imposition des sociétés et des particuliers propice à la concurrence.	2020/02/06
Peter Weissman (à titre personnel)	Mettre sur pied un vaste groupe bipartisan et multidisciplinaire qui examinera en profondeur le régime fiscal.	2020/02/05
Peter Weissman (à titre personnel)	Investir dans la formation des vérificateurs de l'Agence du revenu du Canada au lieu d'en embaucher d'autres.	2020/02/05
Tax Templates Inc.	Examiner en détail le régime fiscal.	2020/02/04

RÉGIONS RURALES, ÉLOIGNÉES ET NORDIQUES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	Offrir un volet de financement réservé pour accélérer le développement d'infrastructures énergétiques essentielles comme les petits réacteurs nucléaires dans les régions nordiques et éloignées.	2020/02/05
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	Comblent le déficit en matière d'infrastructure [dans les régions nordiques et éloignées] grâce à des investissements stratégiques à grande échelle dans les infrastructures essentielles de transport et d'énergie.	2020/02/05
Association minière du Canada	Créer un fond de 250 millions de dollars pour l'électrification industrielle dans les régions éloignées et nordiques.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce du Canada	[Adopter] une stratégie sur les infrastructures panterritoriales.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Créer] un Fonds réservé pour les infrastructures du Nord.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	[Élaborer] des stratégies afin de mettre en œuvre des réseaux routiers toutes saisons en vue d'améliorer les infrastructures de transport dans les collectivités autochtones et éloignées.	2020/02/04
Conseil de l'innovation agroalimentaire	[Augmenter] la pénétration de la large bande en milieu rural.	2020/02/06
Fédération canadienne de l'agriculture	Élaborer un plan d'infrastructures à long terme pour l'agriculture et le Canada rural, avec un financement prévisible et accessible par les collectivités de toutes les tailles et divers projets.	2020/02/06
Inuit Tapiriit Kanatami	Accorder 18 millions de dollars sur cinq ans pour mettre en œuvre la Stratégie nationale inuite sur la recherche.	2020/02/06
Inuit Tapiriit Kanatami	Investir dans des projets de réseaux de fibre en région, à commencer par les études de faisabilité.	2020/02/06
Northwest Territories Association of Communities	[Pérenniser] le doublement du Fonds de la taxe sur l'essence.	2020/02/05
Northwest Territories Association of Communities	[Concevoir tous les] futurs programmes d'infrastructure [...] de cette manière [comme le Fonds de la taxe sur l'essence].	2020/02/05
Northwest Territories Association of Communities	[V]eiller à ce que les T.N.-O. et le Nord disposent de télécommunications et de services à large bande adéquats.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Northwest Territories Association of Communities	[G]arantir une couverture cellulaire le long de toutes les routes des T.N.-O. afin d'assurer la sécurité des utilisateurs.	2020/02/05

RÉGLEMENTATION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alberta Chambers of Commerce	S'engager à simplifier la réglementation et à réduire le fardeau réglementaire en général.	2020/02/06
Association canadienne de l'électricité	[H]armoniser [l]es politiques réglementaires [du gouvernement fédéral avec celles des] gouvernements provinciaux et territoriaux afin de permettre la mise en œuvre d'innovations et de projets d'électricité par l'entremise de la Table de conciliation et de coopération en matière de réglementation et de l'Accord de libre-échange canadien.	2020/02/05
Association canadienne de l'électricité	[M]oderniser la <i>Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz</i> et la <i>Loi sur les poids et mesures</i> afin de réduire les obstacles au déploiement de technologies novatrices.	2020/02/05
Association canadienne de l'électricité	[C]réer un Fonds d'innovation réglementé qui peut être utilisé par les organismes de réglementation provinciaux et territoriaux en électricité afin de réduire au minimum les répercussions sur les clients tout en adoptant de nouvelles technologies.	2020/02/05
Association canadienne des individus retraités	Faire de l'ombudsman des services bancaires et d'investissement l'organe unique et obligatoire de règlement des différends en matière de services bancaires et d'investissement.	2020/02/04
Bureau d'assurance du Canada	Favoriser un environnement financier et réglementaire approprié pour les assureurs multirisques.	2020/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce du Canada	[Veiller] à ce que la tarification du carbone s'accompagne d'une réduction de la réglementation afin de relever les défis liés à la compétitivité.	2020/02/04
Chambre de commerce du Canada	Réduire les inefficacités réglementaires qui entravent l'adoption de nouvelles technologies dans le secteur des services publics et rendent plus coûteuse la modernisation du réseau.	2020/02/04
Coalition du budget vert	[Accorder aux] ministères chargés d'appliquer la réglementation [...] suffisamment de ressources pour qu'ils satisfassent aux exigences législatives relatives à la gestion des substances toxiques, y compris les pesticides, en vue d'assurer la santé des Canadiens et de l'environnement.	2020/02/04
Comptables professionnels agréés du Canada	Collaborer avec les provinces et les territoires en vue de renforcer le régime canadien de lutte contre le blanchiment d'argent, au moyen notamment d'exigences uniformes en matière de propriété effective et d'un nouveau cadre national de dénonciation dans les secteurs public et privé.	2020/02/04
Conseil canadien des affaires	Moderniser la réglementation.	2020/02/05
Deloitte	Mettre à jour les lois pour qu'elles correspondent à l'économie d'aujourd'hui qui se fonde sur l'intelligence artificielle et les données et donner aux entreprises un ensemble clair de garde-fous et de conséquences pour la collecte, le stockage et le partage des données.	2020/02/05
Groupe TMX limitée	Créer un groupe de travail pour procéder à l'examen complet des obligations de déclaration pour les sociétés canadiennes cotées en bourse, dans le but de réduire leur fardeau réglementaire et de mieux répondre aux priorités nationales.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Société canadienne du cancer	Imposer des frais de recouvrement des coûts à l'industrie du tabac pour qu'elle rembourse en totalité les 66 millions de dollars que coûte annuellement la stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme. Nous proposons que les sociétés paient des frais en fonction de leur part sur le marché, un peu comme les frais de réglementation annuels qu'impose le gouvernement fédéral à l'égard du cannabis, de manière à pouvoir récupérer 112 millions de dollars par année d'ici 2021.	2020/02/06
Technation	[Créer] un « guichet unique » grâce auquel les entreprises auront accès, en un seul endroit, à l'ensemble de la réglementation et des services gouvernementaux [et] inclure la réglementation fiscale et financière dans la règle du « un pour un » qui vise à réduire le fardeau réglementaire.	2020/02/06
Technation	Évaluer l'efficacité des lois et des règlements concernant le marché.	2020/02/06

REVENU DE RETRAITE ET AÎNÉS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des individus retraités	Éliminer les retraits obligatoires du fonds enregistré de revenu de retraite.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Instaurer, aux frais du promoteur de régime, un programme fédéral d'assurance-pension qui protège à 100 % le passif des régimes de retraite en cas d'insolvabilité de l'entreprise.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Modifier la loi sur l'insolvabilité de manière à étendre la priorité absolue au passif non capitalisé des régimes de retraite.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des individus retraités	Commander une étude indépendante sur les solutions législatives et réglementaires qui garantiraient aux retraités le versement de la totalité de leurs prestations en cas de faillite de l'entreprise.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Bonifier la Sécurité de la vieillesse de 10 % pour les personnes âgées de 75 ans et plus.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Augmenter la pension de survivant du Régime de pension du Canada de 25 % pour les personnes âgées de 65 ans et plus (de 60 à 75 %).	2020/02/04
Barbara Zvan (à titre personnel)	Encourager l'utilisation des [régimes enregistrés d'épargne-retraite] dans la finance durable.	2020/02/03
Réseau FADOQ	Prolonger à une durée de trois mois les sommes versées par le biais de la Sécurité de la vieillesse à un individu décédé au profit du conjoint survivant.	2020/02/06
Réseau FADOQ	[Rehausser] de 10 % le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés, dès l'âge de 75 ans.	2020/02/06
Réseau FADOQ	Rehausser minimalement de 50 \$ par mois par aîné la somme octroyée par le biais du Supplément de revenu garanti.	2020/02/06
Réseau FADOQ	[Bonifier] de 25 % les prestations de survivant du Régime de pensions du Canada.	2020/02/06
Réseau FADOQ	Mettre en place une politique nationale du vieillissement.	2020/02/06
Réseau FADOQ	Faire en sorte que les retraits de [régimes enregistrés d'épargne-retraite] ou de [fonds enregistrés de revenu de retraite] effectués pour des raisons médicales soient également inclus dans les exemptions de gains dans le cadre du programme du Supplément de revenu garanti.	2020/02/06

SANTÉ

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alberta Chambers of Commerce	Éviter une approche universelle pour tout régime national d'assurance-médicaments.	2020/02/06
Association canadienne des chefs de pompiers	[Continuer] d'appuyer et de clarifier les résultats attendus du cadre fédéral pour le TSPT et [de verser] les 30 millions de dollars [sur] cinq ans prévus dans le budget de 2018 pour la recherche et le traitement en sécurité publique.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Financer des projets d'innovation et de modernisation afin que les fonds dépensés en santé produisent les meilleurs résultats possible.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Financer des projets visant à transformer les modèles actuels de prise en charge des personnes atteintes de démence en modèles centrés sur les émotions.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Mettre en place un programme d'assurance-médicaments national universel, complet, viable et fondé sur des preuves d'ici 2022, et affecter 3,5 milliards de dollars à cette fin.	2020/02/04
Association canadienne des individus retraités	Inclure le financement de vaccins dans le régime d'assurance-médicaments.	2020/02/04
Association canadienne pour la santé mentale	Investir 1 million de dollars au cours de la prochaine année pour permettre à [l'Association canadienne de la santé mentale] de mener des recherches et d'élaborer des mesures de soutien adaptées pour les agriculteurs touchés par les changements climatiques et 2,5 millions de dollars sur trois ans pour permettre à l'ACSM de mener des recherches et d'élaborer des mesures de soutien adaptées aux collectivités rurales, éloignées, nordiques et côtières vulnérables aux changements climatiques.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne pour la santé mentale	Investir 4,5 millions de dollars sur trois ans pour permettre à [l'Association canadienne de la santé mentale] de piloter la transition du Canada vers un système de soins de santé mentale adapté aux changements climatiques, défini par un accès national à des programmes et à des services outillés pour prévoir et gérer les répercussions psychologiques des changements climatiques.	2020/02/06
Association canadienne pour la santé mentale	Investir 5 millions de dollars sur trois ans dans les programmes de promotion de la santé mentale de [l'Association canadienne de la santé mentale] afin de renforcer l'adaptabilité, la résilience et les mécanismes d'adaptation des Canadiens et de préparer les collectivités à un avenir comportant des événements climatiques plus fréquents, graves et intenses.	2020/02/06
Association canadienne pour la santé mentale	Investir immédiatement 50 millions de dollars afin de coordonner plus harmonieusement et de reproduire les services et programmes fondés sur des faits probants. Ce financement permettrait de mettre en œuvre davantage de programmes dans les écoles, les collectivités et les milieux de travail au Canada.	2020/02/06
Confédération des syndicats nationaux	[Instaurer un] régime public et universel d'assurance médicaments.	2020/02/05
Diabète Canada	[I]nvestir 150 millions de dollars sous forme de financement de sept ans [...] pour soutenir la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie nationale sur le diabète qui reposerait sur le cadre d'élaboration Diabète 360°, et [...] faciliter l'établissement d'approches stratégiques adaptées aux peuples autochtones et dirigées et contrôlées par les peuples autochtones.	2020/02/04
FRDJ Canada	Mettre en œuvre une stratégie nationale sur le diabète (une approche à 360° de Diabète Canada) assortie de résultats spécifiques pour le diabète de type 1 et affecter d'autres fonds pour la recherche visant à guérir, à prévenir et à traiter la maladie.	2020/02/06
FRDJ Canada	Voir à ce que tous les types d'insuline soient inclus dans le régime national d'assurance-médicaments.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
FRDJ Canada	Appuyer la création d'un registre national des patients atteints du diabète de type 1.	2020/02/06
Médecins canadiens pour le régime public	Mettre en place un régime d'assurance-médicaments public et universel à payeur unique.	2020/02/03
Réseau FADOQ	Mettre en place un régime national d'assurance médicaments canadien dans la mesure où son implantation bonifiera l'actuel système d'assurance médicaments public du Québec.	2020/02/06
Société canadienne de cardiologie	Investir annuellement 2,5 millions de dollars pendant trois ans afin d'améliorer les soins, supprimer les dépenses entraînées par des soins inutiles et mettre sur pied un système des soins en cardiologie qui permet l'acquisition du savoir.	2020/02/06
Société canadienne de la sclérose en plaques	Investir dans des soins à domicile complets pour les personnes qui ne peuvent pas demeurer à la maison.	2020/02/05
Société canadienne du cancer	Investir dans la recherche sur le cancer pédiatrique.	2020/02/06
SoinsSantéCAN	Assurer des règles du jeu équitables en permettant aux hôpitaux et aux organismes de santé d'être admissibles pour participer directement aux programmes de financement fédéraux, tels que l'infrastructure et l'innovation écologiques.	2020/02/06
SoinsSantéCAN	Accroître les investissements dans les sciences pour couvrir le coût total de la recherche et permettre aux hôpitaux de recherche du Canada d'acquérir de nouvelles connaissances, notamment sur les effets des changements climatiques sur la santé.	2020/02/06
SoinsSantéCAN	Investir dans des plateformes numériques de santé et de données dans les hôpitaux de recherche et les organismes de santé du Canada afin d'améliorer les soins aux patients et de soutenir les efforts d'atténuation des changements climatiques.	2020/02/06
SoinsSantéCAN	Faire passer le financement du volet 4 du Fonds stratégique pour l'innovation de 50 à 150 millions de dollars.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
SoinsSantéCAN	Élargir les activités l'Institut du vieillissement des Instituts de recherche en santé du Canada.	2020/02/06
SoinsSantéCAN	Continuer d'investir dans le Réseau de santé CAN.	2020/02/06
Technation	Rendre obligatoire le partage de données sur la santé axé sur le patient dans l'ensemble du système de santé [et] exiger que le financement provenant de transferts en santé serve à soutenir l'innovation numérique en santé.	2020/02/06

SÉCURITÉ ET PROTECTION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne de l'électricité	[É]largir le projet pilote « Project Lighthouse » à d'autres administrations afin d'améliorer les capacités en cybersécurité et de poursuivre l'investissement pour améliorer la situation en matière de cybersécurité pour les infrastructures d'électricité du Canada.	2020/02/05
Association canadienne des chefs de pompiers	[Envisager] la formation d'une entité semblable à la U.S. Fire Administration de la Federal Emergency Management Agency aux États-Unis (c.-à-d. un conseiller national en matière d'incendies).	2020/02/04
Association canadienne des chefs de pompiers	[Investir] 2,5 millions de dollars pour offrir à tous les pompiers une formation de sensibilisation à la santé mentale.	2020/02/04
Association canadienne des chefs de pompiers	[Affecter] 50 millions de dollars par année pour s'assurer que les services d'incendie sont équipés pour suivre l'innovation.	2020/02/04

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des chefs de pompiers	[Affecter] 30 millions de dollars supplémentaires à la réintroduction d'un programme conjoint modifié de protection civile (PCPC), tout en maintenant le financement permanent stable pour la recherche et le sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd.	2020/02/04
Bureau d'assurance du Canada	Mettre en œuvre le Plan d'action national sur les inondations.	2020/02/03
Bureau d'assurance du Canada	Mettre en place un partenariat public-privé qui vise à assurer la stabilité financière et à protéger les consommateurs en cas de séismes graves.	2020/02/03
Bureau d'assurance du Canada	Accorder des fonds pour la création et le financement d'un fonds d'assurance pour les zones à risque élevé d'inondations seulement et d'un programme de retraite stratégique connexe.	2020/02/03
Fédération de la police nationale	Augmenter les fonds dont a besoin la Gendarmerie royale du Canada pour renforcer sa capacité de recruter et de former plus d'agents.	2020/02/05
Institut canadien des évaluateurs	Investir immédiatement dans les mesures qui amélioreront la qualité des données de relief sur lesquelles repose toute cartographie des zones inondables.	2020/02/06
Intact Corporation financière	Terminer, avec la collaboration des provinces et des territoires, de cartographier les inondations au Canada, élaborer un plan d'action national qui aidera les propriétaires de maison les plus exposés aux inondations répétées à se réinstaller ainsi qu'investir dans des infrastructures naturelles, tels les prairies et les milieux humides, comme remparts qui atténueront les conséquences des inondations pour l'économie.	2020/02/06
Intact Corporation financière	Mettre en place un filet de sécurité fédéral pour les urgences en cas de séisme.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Technation	[Concernant la cybersécurité,] établir une table consultative de la haute direction gouvernement-industrie, investir dans le développement de talents en cybersécurité, Financer la recherche, le développement et la commercialisation de nouvelles technologies de cybersécurité, mettre en place un crédit d'impôt pour les technologies de cybersécurité [et] un crédit d'impôt non remboursable de 15 % à l'intention des petites entreprises qui souscrivent une assurance contre les cyberrisques, [et créer des] normes professionnelles encadrant le développement et l'utilisation de technologies contemporaines dans tous les secteurs.	2020/02/06

TAXE À LA CONSOMMATION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des hôtels du Canada	Modifier la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> pour obliger les entreprises de plateformes de location à court terme situées à l'étranger qui exploitent des plateformes au Canada à facturer la TPS/TVH aux hôtes et aux invités sur tous les frais de service.	2020/02/04
Association des hôtels du Canada	Modifier la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> de façon à refléter le traitement du covoiturage en éliminant le recours au seuil des petits fournisseurs pour les logements locatifs à court terme.	2020/02/04
Bière Canada	Modifier le calendrier d'application des droits d'accise pour stimuler l'investissement dans les bières sans alcool ou faiblement alcoolisées.	2020/02/06
Bière Canada	Appliquer un quart du taux de droit d'accise maximal aux bières dont le taux de TAV se situe entre 0,5 et 2,5 %, et appliquer la moitié du taux de droit d'accise maximal aux bières dont le taux de TAV se situe entre 2,5 et 3,5 %. Appliquer la totalité du taux de droit d'accise aux bières dont le taux de TAV est supérieur à 3,5 %.	2020/02/06
Bière Canada	Soustraire les bières sans alcool à la taxe d'accise.	2020/02/06

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Corporation des associations de détaillants d'automobiles	Si le gouvernement applique une taxe de luxe de 10 % sur les voitures de plus de 100 000 \$, laisser au secteur automobile le temps d'adapter ses chaînes d'approvisionnement, en faire une taxe progressive, où seul le montant marginal supérieur à 100 000 \$ est imposé à 10 %, prévoir une exemption pour les véhicules électriques, et éviter de superposer les taxes [en Colombie-Britannique].	2020/02/04
Société canadienne du cancer	Augmenter la taxe fédérale sur le tabac, qui a fait la preuve de son efficacité pour réduire le tabagisme chez les jeunes.	2020/02/06
Société canadienne du cancer	Imposer une taxe sur les cigarettes électroniques afin de diminuer le vapotage chez les jeunes.	2020/02/06

TOURISME

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Accroître la compétitivité de Destination Canada en tant qu'organisation de promotion du tourisme en augmentant le financement des activités de base à 135 millions de dollars par année afin d'assurer un financement durable à long terme.	2020/02/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Simplifier le processus de demande de visa et intégrer les pays à faible risque au programme d'autorisation de voyage électronique pour les visas de résident temporaire.	2020/02/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Veiller à ce que la collecte de données biométriques n'entrave pas la croissance du tourisme.	2020/02/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Encourager la prise de mesures facilitant les déplacements des personnes aux frontières et dans les aéroports en étendant le prédédouanement et en investissant suffisamment dans l'infrastructure de transport nationale pour répondre aux niveaux de service.	2020/02/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Réduire les taxes que doivent payer les visiteurs internationaux au Canada en éliminant celle sur les produits et services touristiques qui leur sont vendus à l'étranger, ainsi que les coûts relatifs aux frais, aux prélèvements et aux taxes sur les voyages aériens afin de contribuer à la compétitivité des prix pour ce type déplacements.	2020/02/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Améliorer, simplifier et étendre le financement du Fonds pour les expériences canadiennes par l'entremise des organismes de développement régional du Canada afin de favoriser davantage la diversification des produits touristiques canadiens.	2020/02/05
Association des hôtels du Canada	Faire de Destination Canada un organisme de marketing touristique plus concurrentiel [bénéficiant d']un financement durable à long terme en portant le financement de base à 135 millions de dollars par année.	2020/02/04

ANNEXE B

MÉMOIRES EN LIGNE

Ce qui suit est une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont présenté au Comité des mémoires reliés au présent rapport. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET PÊCHES

[ACTRA - National](#)

[adMare BioInnovations](#)

[Association canadienne de la distribution de fruits et légumes](#)

[Association canadienne du propane](#)

[Allergies Alimentaires Canada-Société canadienne d'allergie et d'immunologie clinique \(mémoire conjoint\)](#)

[Collège Canadore](#)

[Producteurs de poulet du Canada](#)

[Coalition pour une saine alimentation scolaire](#)

[Diététistes du Canada](#)

[Canadian Cattlemen's Association](#)

[Canards Illimités Canada](#)

[Conseil canadien de l'horticulture](#)

[Conseil canadien des pêches](#)

[Union des producteurs agricoles](#)

ARTS, CULTURE ET LANGUE

[Améliorer la croissance économique et l'engagement des donateurs \(mémoire conjoint\)](#)

[Assemblée canadienne de la danse](#)

[Association canadienne des éditeurs de musique](#)

[Association nationale des éditeurs de livres-Association of Canadian Publishers \(mémoire conjoint\)](#)

[Banff World Media Festival](#)

[Canadian Association of Stand-up Comedians](#)

[Canadian Independent Music Association](#)

[Coalition canadienne des arts](#)

[Cote 70 Mémorial-Fondation Vimy \(mémoire conjoint\)](#)

[Fédération canadienne des associations de bibliothèques](#)

[Fédération culturelle canadienne-française](#)

[Fonds Shaw-Rocket](#)

[Formation dans le secteur des arts au Canada \(mémoire conjoint\)](#)

[Magazines Canada](#)

[Opera.ca](#)

[Orchestres Canada](#)

[Professional Association of Canadian Theatres](#)

[Qaggiavuut](#)

[Société canadienne de perception de la copie privée](#)

COMMERCE ET TOURISME

[Association canadienne des éditeurs de musique](#)

[Association canadienne du transport urbain](#)

[Association de l'industrie touristique du Canada](#)

[Association de ventes directes du Canada](#)

[Association frontière hors taxes](#)

[Autorité aéroportuaire du Grand Toronto](#)

[Banff World Media Festival](#)

[Canadian Association of Stand-up Comedians](#)

[Canadian Cattlemen's Association](#)

[Conseil canadien de l'horticulture](#)

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[Producteurs de poulet du Canada](#)

[Université du Québec](#)

ÉDUCATION

[Association canadienne des professeures et professeurs d'université](#)

[Association canadienne pour les études supérieures](#)

[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#)

[Association des pharmaciens du Canada](#)

[Association pour la recherche au collégial](#)

[British Columbia Federation of Students](#)

[Canadian Geothermal Energy Association](#)

[College Applied Research Taskforce \(mémoire conjoint\)](#)

[Dialogue sciences et politiques](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[Lakehead University](#)

[Lester B. Pearson College of the Pacific and United World Colleges \(Canada\)](#)

[Project Learning Tree Canada-Sustainable Forestry Initiative \(mémoire conjoint\)](#)

[Société Canadienne des Sciences du Cerveau, du Comportement et de la Cognition](#)

[Thompson Rivers University Students' Union](#)

[Université du Manitoba](#)

[Université Laval](#)

[Université McGill](#)

[Université Queen's](#)

[Universités Canada](#)

[University of Alberta](#)

[University of British Columbia](#)

[University of Calgary](#)

[University of Victoria](#)

[University of Winnipeg](#)

[YMCA Canada](#)

[York University](#)

EMPLOI ET MAIN-D'ŒUVRE

[Alliance de la Fonction publique du Canada](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne de la distribution de fruits et légumes](#)

[Association canadienne des professeures et professeurs d'université](#)

[Association de l'industrie touristique du Canada](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil canadien de l'horticulture](#)

[Conseil canadien des pêches](#)

[Coopératives et mutuelles Canada](#)

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[Oxfam Canada](#)

[Project Learning Tree Canada-Sustainable Forestry Initiative \(mémoire conjoint\)](#)

ÉNERGIE

[Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel](#)

[Association canadienne de biogaz](#)

[Association canadienne de l'immeuble](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Association canadienne du propane](#)

[Aurora Cannabis](#)

[Canadian Geothermal Energy Association](#)

[Chaire de gestion du secteur de l'énergie - HEC Montréal](#)

[Chambre de commerce à Estevan](#)

[Enbridge Inc.](#)

[Energy Storage Canada](#)

[Gaz naturel financement innovation](#)

Hydroélectricité Canada

Kivalliq Inuit Association-Anbaric Development Partners (mémoire conjoint)

Leadnow Society

Pollution Probe-QUEST (mémoire conjoint)

SaskPower

Société d'énergie du Nouveau-Brunswick

University of Calgary

ENFANTS, FAMILLES ET POLITIQUE SOCIALE

Actua

Alliance de la Fonction publique du Canada

Chambre de commerce à Estevan

Citizen Advocacy Ottawa

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants

Fondation canadienne des femmes

Fonds Shaw-Rocket

Grands Frères Grandes Soeurs du Canada

Jeunesse, J'écoute

Organismes caritatifs neurologiques du Canada

Oxfam Canada

Project Learning Tree Canada-Sustainable Forestry Initiative (mémoire conjoint)

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Administration portuaire Vancouver-Fraser

Association canadienne de biogaz

Association canadienne de la construction

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs

Association canadienne des traversiers

Association canadienne du commerce des valeurs mobilières

Association canadienne du gaz

Association canadienne du transport urbain

Association des architectes paysagistes du Canada

Association des chemins de fer du Canada

Association des courtiers d'assurances du Canada

Association des firmes de génie-conseil – Canada

Association des infirmières et infirmiers du Canada

Association médicale canadienne

Aurora Cannabis

Canards Illimités Canada

Chaire de gestion du secteur de l'énergie - HEC Montréal

Chambre de commerce à Estevan

Citoyens pour une Politique Juste

Collèges et instituts Canada

Compagnie 3M Canada

Congrès du travail du Canada

Conseil canadien pour la coopération internationale

Conseil du bâtiment durable du Canada

Conseil national des lignes aériennes du Canada

Conseil Patronal de l'Environnement du Québec

Enbridge Inc.

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants

Fondation McConnell

Gaz naturel financement innovation

Greenbelt Foundation

Groupe Co-operators

Hydroélectricité Canada

Institut canadien des actuaires

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

International Boreal Conservation Campaign

Lakehead University

Manufacturiers et exportateurs du Canada

Mouvement Desjardins

North Saskatoon Business Association

Oxfam Canada

Producteurs de poulet du Canada

Recherche Canada

Saskatchewan Association of Rural Municipalities

SaskPower

SeedChange

Simon Fraser University

Société canadienne de psychologie

Teck Resources Limited

Toronto Finance International

Université McGill

Université Queen's

Upstream Institute for a Healthy Society-Association canadienne de santé publique (mémoire conjoint)

FINANCES FÉDÉRALES

Alliance de la Fonction publique du Canada

Association canadienne des agents financiers

Association canadienne des pharmacies de quartier

Association nationale des retraités fédéraux

Conseil canadien pour la coopération internationale

Evidence for Democracy

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Fédération culturelle canadienne-française

Groupe d'intervention action santé

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

Leadnow Society

Life Sciences Ontario

Magazines Canada

Merck Canada inc.

Professional Association of Canadian Theatres

FONCTION PUBLIQUE FÉDÉRALE

Alliance de la Fonction publique du Canada

Association canadienne de counseling et de psychothérapie

Association canadienne des agents financiers

Association des architectes paysagistes du Canada

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

VFS Global

FORMATION PROFESSIONNELLE

Actua

Alliance de la Fonction publique du Canada

Associated Equipment Distributors

Association canadienne de la construction

Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs

Association canadienne pour les études supérieures

Association des facultés de médecine du Canada

Association pour la recherche au collégial

Citoyens pour une Politique Juste

Collèges et instituts Canada

Conseil des aéroports du Canada

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Ingénieurs Canada

Institut canadien de plomberie et de chauffage-Mechanical Contractors Association of Canada
(mémoire conjoint)

Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération du Canada

Lakehead University

[Life Sciences Ontario](#)

[Marche des dix sous du Canada](#)

[Opera.ca](#)

[Orchestres Canada](#)

[Palette Inc.](#)

[Professional Association of Canadian Theatres](#)

[Université du Manitoba](#)

IMPÔT DES PARTICULIERS

[Association canadienne de l'immeuble](#)

[Association canadienne des ergothérapeutes](#)

[Association chiropratique canadienne](#)

[Fondation de la recherche sur le diabète juvénile Canada](#)

[Institut canadien de plomberie et de chauffage-Mechanical Contractors Association of Canada \(mémoire conjoint\)](#)

[Organismes caritatifs neurologiques du Canada](#)

[Pantaleo, Nick](#)

[Produits de santé consommateurs du Canada](#)

[Union des producteurs agricoles](#)

IMPÔT DES SOCIÉTÉS

[ACTRA - National](#)

[Associated Equipment Distributors](#)

[Association canadienne de la distribution de fruits et légumes](#)

[Association canadienne de l'industrie de la chimie](#)

[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes](#)

[Association canadienne du propane](#)

[Association de ventes directes du Canada](#)

[Association des aéroports du Canada atlantique](#)

[Association des chemins de fer du Canada](#)

[Association nationale des propriétaires de terrains de golf du Canada](#)

[Aurora Cannabis](#)

[Barley Council of Canada](#)

[Canadian Association of Stand-up Comedians](#)

[Canadian Cattlemen's Association](#)

[Canadian Communication Systems Alliance](#)

[Citoyens pour une Politique Juste](#)

[Coalition pour la culture et les médias](#)

[Compagnie 3M Canada](#)

[Conseil canadien de l'horticulture](#)

[Conseil canadien du camping et du VR](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Electronic Transactions Association](#)

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

[Gay Lea Foods Cooperative Ltd.](#)

[Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération du Canada](#)

[Institut de la propriété intellectuelle du Canada](#)

[Institut professionnel de la fonction publique du Canada](#)

[Les Amis de la radiodiffusion](#)

[MacNeil, Art](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[Oxfam Canada](#)

[Tardif, Jean-François](#)

INFRASTRUCTURE

[Administration portuaire Vancouver-Fraser](#)

[Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel](#)

[Assemblée canadienne de la danse](#)

[Associated Equipment Distributors](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne des physiciens et physiciennes](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne des radiologistes](#)

[Association canadienne des soins de longue durée](#)

[Association canadienne du commerce des valeurs mobilières](#)

[Association de l'industrie touristique du Canada](#)

[Association de ventes directes du Canada](#)

[Association des aéroports du Canada atlantique](#)

[Association des chemins de fer du Canada](#)

[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#)

[Association des firmes de génie-conseil – Canada](#)

[Association des infirmières et infirmiers du Canada](#)

[Association des produits forestiers du Canada](#)

[Autorité aéroportuaire du Grand Toronto](#)

[Canadian Cattlemen's Association](#)

[Canadian Communication Systems Alliance](#)

[Canards Illimités Canada](#)

[Conseil canadien de l'horticulture](#)

[Conseil des aéroports du Canada](#)

[Conseil du bâtiment durable du Canada](#)

[Dot Technology Corp.](#)

[Fédération canadienne des associations de bibliothèques](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[Kivalliq Inuit Association-Anbaric Development Partners \(mémoire conjoint\)](#)

[Lakehead University](#)

[Les Amis de la radiodiffusion](#)

[Société Canadienne des Sciences du Cerveau, du Comportement et de la Cognition](#)

[University of British Columbia](#)

[Western Canadian Short Line Railway Association](#)

[YMCA Canada](#)

INITIATIVES SEXO-SPÉCIFIQUES

[Action Canada pour la santé et les droits sexuels](#)

[Assemblée canadienne de la danse](#)

[BC Women's Health Foundation](#)

[Conseil canadien pour la coopération internationale](#)

[Fondation canadienne des femmes](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[Merck Canada inc.](#)

[Opera.ca](#)

[Oxfam Canada](#)

[Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants](#)

[Société Canadienne des Sciences du Cerveau, du Comportement et de la Cognition](#)

INNOVATION, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

[AGE-WELL](#)

[Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel](#)

[Association canadienne de biogaz](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne de la distribution de fruits et légumes](#)

[Association canadienne de l'industrie de la chimie](#)

[Association canadienne de normalisation](#)

[Association canadienne des chefs de pompiers](#)

[Association canadienne des physiciens et physiciennes](#)

[Association canadienne des professeures et professeurs d'université](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne des radiologistes](#)

[Association canadienne des soins de longue durée](#)

[Association canadienne des technologues en radiation médicale](#)

[Association canadienne des traversiers](#)

[Association canadienne du gaz](#)

Association canadienne pour les études supérieures
Association des facultés de médecine du Canada
Association des professionnels en philanthropie
Association pour la recherche au collégial
Bruyère
Canadian Cattlemen's Association
Canards Illimités Canada
Chambre de commerce à Estevan
Coalition pour l'astronomie au Canada (mémoire conjoint)
College Applied Research Taskforce (mémoire conjoint)
Collèges et instituts Canada
Concordia University of Edmonton
Conseil des aéroports du Canada
Conseil du patronat du Québec
Conseil Patronal de l'Environnement du Québec
Consortium canadien pour la recherche
Danish Life Sciences Forum (mémoire conjoint)
Digital ID and Authentication Council of Canada
Dot Technology Corp.
Dubreuil, Francis
Evidence for Democracy
Fédération culturelle canadienne-française
Fleet Management Association
Fondation de la recherche sur le diabète juvénile Canada
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares
Gay Lea Foods Cooperative Ltd.
Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération du Canada
Institut de la propriété intellectuelle du Canada
Institut professionnel de la fonction publique du Canada
Lakehead University

Manufacturiers et exportateurs du Canada

Orchestres Canada

Organismes caritatifs neurologiques du Canada

Palette Inc.

Pallium Canada

Pollution Probe-QUEST (mémoire conjoint)

Polytechnics Canada

Réseau canadien des soins aux personnes fragilisées

Simon Fraser University

Société Alzheimer du Canada

Société canadienne de la SLA

Société canadienne de psychologie

Société Canadienne des Sciences du Cerveau, du Comportement et de la Cognition

Tech-Access Canada

Teck Resources Limited

U15 Regroupement des universités de recherche du Canada (mémoire conjoint)

Union des producteurs agricoles

Université du Québec

Université Laval

Université McGill

Université Queen's

Universités Canada

University of Alberta

University of British Columbia

University of Calgary

University of Victoria

York University

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Association canadienne des coopératives financières

Institut des fonds d'investissement du Canada

Mouvement Desjardins

Toronto Finance International

Twohig, Edward W.

LOGEMENT

Agents immobiliers de l'Ontario

Association canadienne de l'immeuble

Groupe Co-operators

Upstream Institute for a Healthy Society-Association canadienne de santé publique (mémoire conjoint)

ORGANISMES DE BIENFAISANCE ET ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Association des professionnels en philanthropie

Conseil canadien pour la coopération internationale

Coopératives et mutuelles Canada

Grands Frères Grandes Soeurs du Canada

Orchestres Canada

YMCA Canada

PERSONNES HANDICAPÉES

Association canadienne des ergothérapeutes

Centre d'accès équitable aux bibliothèques

Citizen Advocacy Ottawa

Community Food Centres Canada

Fondation de la recherche sur le diabète juvénile Canada

Institut national canadien pour les aveugles

Marche des dix sous du Canada

Organismes caritatifs neurologiques du Canada

PEUPLES AUTOCHTONES

[Assemblée canadienne de la danse](#)

[Association canadienne des ergothérapeutes](#)

[Association canadienne des hygiénistes dentaires](#)

[Association canadienne des professeures et professeurs d'université](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne du propane](#)

[Association des facultés de médecine du Canada](#)

[Association des infirmières et infirmiers du Canada](#)

[British Columbia Federation of Students](#)

[Coalition canadienne des arts](#)

[Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Conseil canadien des pêches](#)

[Fédération canadienne des associations de bibliothèques](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#)

[Fondation canadienne des femmes](#)

[Fondation McConnell](#)

[Groupe d'intervention action santé](#)

[Indspire](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[International Boreal Conservation Campaign](#)

[Jeunesse, J'écoute](#)

[Lester B. Pearson College of the Pacific and United World Colleges \(Canada\)](#)

[Orthophonie et audiologie Canada](#)

[Professional Association of Canadian Theatres](#)

[Recherche Canada](#)

[SaskPower](#)

[Société canadienne de psychologie](#)

[Teck Resources Limited](#)

Université du Manitoba

Universités Canada

University of Alberta

University of Calgary

University of Winnipeg

York University

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Action Canada pour la santé et les droits sexuels

Canadian Network for Neglected Tropical Diseases

Citoyens pour une Politique Juste

Collèges et instituts Canada

Conseil canadien pour la coopération internationale

Lester B. Pearson College of the Pacific and United World Colleges (Canada)

Oxfam Canada

Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants

RÉSULTATS Canada

Tardif, Jean-François

Twohig, Edward W.

Vision mondiale Canada

RÉFORME ET OBSERVATION DU RÉGIME FISCAL

Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs

Association frontière hors taxes

Association nationale des propriétaires de terrains de golf du Canada

Coalition pour la culture et les médias

Conference for Advanced Life Underwriting

Coopératives et mutuelles Canada

Electronic Transactions Association

Enbridge Inc.

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

Les Amis de la radiodiffusion

Magazines Canada

North Saskatoon Business Association

Oxfam Canada

Pantaleo, Nick

Twohig, Edward W.

RÉGIONS RURALES, ÉLOIGNÉES ET NORDIQUES

Association canadienne des hygiénistes dentaires

Association canadienne du gaz

Association des produits forestiers du Canada

Canadian Communication Systems Alliance

Collège Canadore

Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada

Coopératives et mutuelles Canada

Gay Lea Foods Cooperative Ltd.

Les Amis de la radiodiffusion

Orthophonie et audiologie Canada

Pollution Probe-QUEST (mémoire conjoint)

Rural Opportunity and Investment Coalition

Saskatchewan Association of Rural Municipalities

RÉGLEMENTATION

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne de l'immeuble

Association canadienne de normalisation

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes

Association canadienne des coopératives financières

Association canadienne des docteurs en naturopathie

Association canadienne des éditeurs de musique

Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs

Association canadienne des traversiers
Association de ventes directes du Canada
Association des firmes de génie-conseil – Canada
Aurora Cannabis
Canadian Independent Music Association
Compagnie 3M Canada
Conference for Advanced Life Underwriting
Conseil canadien de l'horticulture
Conseil des aéroports du Canada
Conseil national des lignes aériennes du Canada
Digital ID and Authentication Council of Canada
Dot Technology Corp.
Enbridge Inc.
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fondation McConnell
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares
Groupe Co-operators
Hydroélectricité Canada
Imperial Tobacco Canada Limited
Ingénieurs Canada
Institut canadien des actuaires
Les Amis de la radiodiffusion
Life Sciences Ontario
Marche des dix sous du Canada
Mouvement Desjardins
North Saskatoon Business Association
Pollution Probe-QUEST (mémoire conjoint)
Produits de santé consommateurs du Canada

REVENU DE RETRAITE ET AÎNÉS

AGE-WELL

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes

Association canadienne des hygiénistes dentaires

Association médicale canadienne

Association nationale des retraités fédéraux

Bruyère

Conference for Advanced Life Underwriting

Congrès du travail du Canada

Groupe d'intervention action santé

Institut des fonds d'investissement du Canada

Pantaleo, Nick

Réseau canadien des soins aux personnes fragilisées

SANTÉ

Action Canada pour la santé et les droits sexuels

Alliance de la Fonction publique du Canada

Association canadienne de counseling et de psychothérapie

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes

Association canadienne des docteurs en naturopathie

Association canadienne des ergothérapeutes

Association canadienne des hygiénistes dentaires

Association canadienne des optométristes

Association canadienne des pharmacies de quartier

Association canadienne des radiologistes

Association canadienne des soins de longue durée

Association canadienne des technologues en radiation médicale

Association chiropratique canadienne

Association de ventes directes du Canada

Association dentaire canadienne

Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des pharmaciens du Canada
Association médicale canadienne
Association nationale des retraités fédéraux
BC Women's Health Foundation
British Columbia Federation of Students
Bruyère
Canada Fetal Alcohol Spectrum Disorder Research Network
Canadian Network for Neglected Tropical Diseases
Centre d'innovation canadien sur la santé du cerveau et le vieillissement
Coalition interagence sida et développement
Coalition québécoise sur la problématique du poids
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada
Congrès du travail du Canada
Danish Life Sciences Forum (mémoire conjoint)
Diététistes du Canada
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fondation de la recherche sur le diabète juvénile Canada
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares
Groupe d'intervention action santé
International Partnership for Microbicides
Jeunesse, J'écoute
Marche des dix sous du Canada
Médicaments novateurs Canada
Merck Canada inc.
Mouvement Desjardins
Oeuvre des Manoirs Ronald McDonald du Canada
Organisation canadienne des maladies rares
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Oxfam Canada

[Pallium Canada](#)

[Parkinson Canada](#)

[Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants](#)

[Prévention et contrôle des infections Canada](#)

[Produits de santé consommateurs du Canada](#)

[Société Alzheimer du Canada](#)

[Société canadienne de la SLA](#)

[Société canadienne de psychologie](#)

[Société de l'arthrite](#)

[Upstream Institute for a Healthy Society-Association canadienne de santé publique \(mémoire conjoint\)](#)

SÉCURITÉ ET PROTECTION

[American Registry for Internet Numbers](#)

[Association canadienne de l'industrie de la chimie](#)

[Association canadienne des chefs de pompiers](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Coalition nationale contre le tabac de contrebande](#)

[Groupe Co-operators](#)

[Imperial Tobacco Canada Limited](#)

[Institut de la propriété intellectuelle du Canada](#)

[Les Amis de la radiodiffusion](#)

[Marche des dix sous du Canada](#)

[SecureKey Technologies Inc.](#)

[VFS Global](#)

[Universités Canada](#)

[York University](#)

TAXES À LA CONSOMMATION

[Alliance canadienne de massothérapeutes](#)

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

Association de l'industrie touristique du Canada

Association des vignerons du Canada

Conseil national des lignes aériennes du Canada

Fédération culturelle canadienne-française

Institut des fonds d'investissement du Canada

Les Amis de la radiodiffusion

TRANSPORT

Administration portuaire Vancouver-Fraser

Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel

Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs

Association canadienne du gaz

Association canadienne du propane

Association canadienne du transport urbain

Association des aéroports du Canada atlantique

Association des chemins de fer du Canada

Association des produits forestiers du Canada

Clear Seas

Conseil des aéroports du Canada

Simon Fraser Student Society

Simon Fraser University

Western Canadian Short Line Railway Association

ANNEXE C

LISTE DES TÉMOINS

Le tableau ci-dessous présente les témoins qui ont comparu devant le Comité lors des réunions se rapportant au présent rapport. Les transcriptions de toutes les séances publiques reliées à ce rapport sont affichées sur la [page Web du Comité sur cette étude](#).

Organismes et individus	Date	Réunion
À titre personnel	2020/02/03	2
Barbara Zvan, chef du groupe stratégie et risque Groupe d'experts du Canada sur la finance durable		
Association canadienne des producteurs d'acier	2020/02/03	2
Catherine Cobden, présidente		
Association canadienne des producteurs pétroliers	2020/02/03	2
Ben Brunnen, vice-président Sables bitumineux, Politique fiscale et économique		
Bureau d'assurance du Canada	2020/02/03	2
Nadja Dreff, économiste en chef Craig Stewart, vice-président Affaires fédérales		
Canadiens pour une fiscalité équitable	2020/02/03	2
Toby Sanger, directeur général		
City of London	2020/02/03	2
L'hon. Ed Holder, maire Adam Thompson, gestionnaire Relations gouvernementales et extérieures		
Institut Macdonald-Laurier	2020/02/03	2
Philip Cross, agrégé supérieur		
Les Producteurs de lait du Québec	2020/02/03	2
Alain Bourbeau, directeur général Bruno Letendre, président		
Médecins canadiens pour le régime public	2020/02/03	2
Melanie Bechard, membre exécutive du conseil		

Organismes et individus	Date	Réunion
<p>Ministère des Finances</p> <p>Evelyn Dancey, sous-ministre adjointe déléguée Direction du développement économique et finances intégrées</p> <p>Soren Halverson, sous-ministre adjoint délégué Direction de la politique du secteur financier</p> <p>Nicholas Leswick, sous-ministre adjoint Direction de la politique économique et budgétaire</p> <p>Andrew Marsland, sous-ministre adjoint principal Direction de la politique de l'impôt</p> <p>Suzy McDonald, sous-ministre adjointe déléguée Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale</p>	2020/02/03	2
<p>À titre personnel</p> <p>Ian Lee, professeur adjoint École de commerce Sprott, Carleton University</p>	2020/02/04	3
<p>Alliance canadienne des associations étudiantes</p> <p>Adam Brown, président</p>	2020/02/04	3
<p>Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador</p> <p>Le chef Ghislain Picard</p>	2020/02/04	3
<p>Association canadienne des chefs de pompiers</p> <p>Daniel Perron, membre du conseil d'administration</p> <p>Tina Saryeddine, directrice générale</p>	2020/02/04	3
<p>Clean Energy Canada</p> <p>Sarah Petrean, directrice des politiques</p>	2020/02/04	3
<p>Coalition du budget vert</p> <p>Florence Daviet, directrice nationale du Programme des forêts</p> <p>La Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP)</p> <p>Andrew Van Iterson, gestionnaire</p>	2020/02/04	3
<p>Comptables professionnels agréés du Canada</p> <p>Bruce Ball, vice-président Fiscalité</p> <p>Rosemary McGuire, directrice Ressources externes et information financière</p>	2020/02/04	3

Organismes et individus	Date	Réunion
Fédération canadienne des municipalités Daniel Rubinstein, directeur Politiques et recherche Carole Saab, directrice exécutive Politiques et affaires publiques	2020/02/04	3
Groupe TMX limitée Braden Fletcher, chef Bourse de croissance TSX	2020/02/04	3
Tax Templates Inc. Jay Goodis, chef des opérations et cofondateur	2020/02/04	3
ARC Financial Corp. Mac Van Wielingen, fondateur et associé	2020/02/04	4
Association canadienne pour les individus retraités Jana Ray, directrice principale, Adhésion et avantages	2020/02/04	4
Association de l'aluminium du Canada Jean Simard, président et chef de la direction	2020/02/04	4
Association des fabricants d'appareils électroménagers Canada Meagan Hatch, directrice Relations gouvernementales	2020/02/04	4
Association des groupes de ressources techniques du Québec Éric Cimon, directeur général Auréli Macé, responsable de la formation et du transfert de connaissances	2020/02/04	4
Association des hôtels du Canada Susie Grynol, présidente	2020/02/04	4
Biocarburants avancés Canada Don Roberts, président et chef de la direction Nawitka Capital Advisors Ltée	2020/02/04	4

Organismes et individus	Date	Réunion
Chambre de commerce du Canada Aaron Henry, directeur principal Ressources naturelles et durabilité Trevin Stratton, économiste en chef et vice-président Politique	2020/02/04	4
Corporation des associations de détaillants d'automobiles Tim Reuss, président et chef de la direction Huw Williams, directeur Affaires publiques	2020/02/04	4
Diabète Canada Kimberley Hanson, directrice exécutive, Affaires fédérales	2020/02/04	4
Fanshawe College Jeff Wright, vice-président Stratégie d'entreprise et développement des affaires	2020/02/04	4
Imagine Canada Bruce MacDonald, président-directeur général	2020/02/04	4
Lazer Grant LLP Ken Goodridge, directeur principal des impôts	2020/02/04	4
Western University Amy Bryson, directrice exécutive Alan Shepard, président et vice-chancelier	2020/02/04	4
À titre personnel Peter Weissman, comptable agréé, fiduciaire et praticien de succession	2020/02/05	5
Assemblée des Premières Nations Daniel Wilson, conseiller spécial Coordination des recherches et des politiques	2020/02/05	5
Association canadienne de l'électricité Francis Bradley, président-directeur général	2020/02/05	5
Association canadienne des constructeurs d'habitations Kevin Lee, directeur général	2020/02/05	5

Organismes et individus	Date	Réunion
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs Jeff Killeen, directeur Politiques et programmes Lisa McDonald, directrice exécutive	2020/02/05	5
Association de l'industrie touristique du Canada Charlotte Bell, présidente-directrice générale	2020/02/05	5
Confédération des syndicats nationaux François Bélanger, conseiller syndical Service des relations du travail Pierre Patry, trésorier	2020/02/05	5
Conseil canadien des affaires Brian Kingston, vice-président Politiques internationales et budgétaires	2020/02/05	5
Conseil national des chômeurs et chômeuses Pierre Céré, porte-parole	2020/02/05	5
Deloitte Bilal Khan, directeur associé et chef des services des données	2020/02/05	5
Fédération de la Police Nationale Peter Merrifield, vice-président Brian Sauvé, président	2020/02/05	5
Fédération de l'habitation coopérative du Canada Courtney Lockhart, gestionnaire de programme Politiques et relations gouvernementales Timothy Ross, directeur général	2020/02/05	5
Institut Vanier de la famille Nora Spinks, présidente-directrice générale	2020/02/05	5
Ministère des Finances L'hon. Mona Fortier, C.P., députée, ministre de la Prospérité de la classe moyenne Paul Rochon, sous-ministre Ava Yaskiel, sous-ministre déléguée	2020/02/05	5

Organismes et individus	Date	Réunion
Moodys Gartner Tax Law LLP Kim G.C. Moody, chef de la direction et directeur Conseil en matière de fiscalité canadienne	2020/02/05	5
Northwest Territories Association of Communities Rebecca Alty, vice-présidente Sara Brown, directrice générale	2020/02/05	5
Professionnels hypothécaires du Canada Paul Taylor, président-directeur général Siège social Elaine Taylor, présidente du conseil d'administration Siège social	2020/02/05	5
Réseau action climat Canada Catherine Abreu, directrice exécutive	2020/02/05	5
Société canadienne de la sclérose en plaques Benjamin Davis, vice-président principal Mission	2020/02/05	5
Alberta Chambers of Commerce Ken Kobly, président-directeur général	2020/02/06	6
Association canadienne pour la santé mentale Sara Rodrigues, analyste principale des politiques	2020/02/06	6
Commission canadienne des jurys Tina Daenzer, dirigeante principale des finances Mark Farrant, fondateur et chef de la direction	2020/02/06	6
Égale Canada Helen Kennedy, directrice exécutive	2020/02/06	6
Équiterre Marc-André Viau, directeur Relations gouvernementales	2020/02/06	6

Organismes et individus	Date	Réunion
FRDJ Canada Dave Prowten, président et chef de la direction Angie Sullivan, bénévole et défenseure des droits des patients	2020/02/06	6
Institut canadien des évaluateurs Thomas Fox, président Keith Lancaster, chef de la direction	2020/02/06	6
Intact Corporation financière Mathieu Lamy, chef des opérations	2020/02/06	6
Inuit Tapiriit Kanatami Natan Obed, président	2020/02/06	6
Société canadienne de cardiologie Andrew Krahn, président	2020/02/06	6
SoinsSantéCAN Paul-Émile Cloutier, président et chef de la direction Heidi Sveistrup, présidente-directrice générale et conseillère scientifique en chef Institut de recherche Bruyère	2020/02/06	6
Technation André Leduc, vice-président senior	2020/02/06	6
À titre personnel Allan Lanthier, associé à la retraite d'Ernst and Young et ancien président de la Fondation canadienne de fiscalité	2020/02/06	7
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance Morna Ballantyne, directrice exécutive Child Care Now	2020/02/06	7
Association minière du Canada Brendan Marshall, vice-président Affaires économiques et du Nord	2020/02/06	7
Bière Canada Luke Chapman, président	2020/02/06	7

Organismes et individus	Date	Réunion
Commission des pêcheries des Grands Lacs Marc Gaden, directeur des communications Gregory McClinchey, liaison en matière législative	2020/02/06	7
Conseil de l'innovation agroalimentaire Serge Buy, président-directeur général	2020/02/06	7
Fédération canadienne de l'agriculture Scott Ross, directeur exécutif adjoint	2020/02/06	7
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l. Jennifer Kim Drever, leader régional, Fiscalité Amanjit Lidder, vice-présidente principale Services fiscaux	2020/02/06	7
Morgan Construction and Environmental Ltd. Peter Kiss, président et chef de la direction	2020/02/06	7
Producteurs laitiers du Canada Pierre Lampron, président David Wiens, vice-président	2020/02/06	7
Réseau FADOQ Gisèle Tassé-Goodman, présidente Secrétariat provincial	2020/02/06	7
Société canadienne du cancer Kelly Masotti, directrice Questions d'intérêt public Helena Sonea, directrice principale Questions d'intérêt public	2020/02/06	7
Ministère des Finances Richard Botham, sous-ministre adjoint Direction du développement économique et finances intégrées Michelle Kovacevic, sous-ministre adjointe Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale Andrew Marsland, sous-ministre adjoint principal Direction de la politique de l'impôt L'hon. Bill Morneau, C.P., député, ministre des finances	2020/02/19	8

ANNEXE D

LISTE DES MÉMOIRES

Ce qui suit est une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont présenté au Comité des mémoires reliés au présent rapport. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

Action Canada pour la santé et les droits sexuels

ACTRA - National

Actua

adMare BioInnovations

Administration portuaire Vancouver-Fraser

Agents immobiliers de l'Ontario

AGE-WELL

Alberta Ballet School

Allergies Alimentaires Canada

Alliance canadienne de massothérapeutes

Alliance canadienne des associations étudiantes

Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel

Alliance de la Fonction publique du Canada

American Registry for Internet Numbers

Anbaric Development Partners

Arts Umbrella

Assemblée canadienne de la danse

Assemblée des Premières Nations

Associated Equipment Distributors

Association canadienne de biogaz

Association canadienne de counseling et de psychothérapie

Association canadienne de la construction

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne de l'électricité
Association canadienne de l'immeuble
Association canadienne de l'industrie de la chimie
Association canadienne de normalisation
Association canadienne de santé publique
Association canadienne des agents financiers
Association canadienne des chefs de pompiers
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des constructeurs d'habitations
Association canadienne des coopératives financières
Association canadienne des docteurs en naturopathie
Association canadienne des éditeurs de musique
Association canadienne des ergothérapeutes
Association canadienne des hygiénistes dentaires
Association canadienne des optométristes
Association canadienne des pharmacies de quartier
Association canadienne des physiciens et physiciennes
Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne des professeures et professeurs d'université
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
Association canadienne des radiologistes
Association canadienne des soins de longue durée
Association canadienne des technologues en radiation médicale
Association canadienne des traversiers
Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
Association canadienne du gaz
Association canadienne du propane
Association canadienne du transport urbain
Association canadienne d'universités pour la recherche en astronomie
Association canadienne pour la santé mentale

Association canadienne pour les études supérieures
Association canadienne pour les individus retraités
Association chiropratique canadienne
Association de l'aluminium du Canada
Association de l'industrie touristique du Canada
Association de ventes directes du Canada
Association dentaire canadienne
Association des aéroports du Canada atlantique
Association des architectes paysagistes du Canada
Association des chemins de fer du Canada
Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada
Association des courtiers d'assurances du Canada
Association des fabricants d'appareils électroménagers Canada
Association des facultés de médecine du Canada
Association des firmes de génie-conseil – Canada
Association des hôtels du Canada
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des pharmaciens du Canada
Association des produits forestiers du Canada
Association des professionnels en philanthropie
Association des vignerons du Canada
Association frontière hors taxes
Association médicale canadienne
Association minière du Canada
Association nationale des éditeurs de livres
Association nationale des propriétaires de terrains de golf du Canada
Association nationale des retraités fédéraux
Association of Canadian Publishers
Association pour la recherche au collégial
Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal

Atlantic Colleges Atlantique
Aurora Cannabis
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
Banff World Media Festival
Barley Council of Canada
BC Colleges
BC Women's Health Foundation
Bière Canada
Biocarburants avancés Canada
British Columbia Federation of Students
Bruyère
Bureau d'assurance du Canada
Calgary Philharmonic Orchestra
Canada Fetal Alcohol Spectrum Disorder Research Network
Canada's Royal Winnipeg Ballet School
Canadian Association of Stand-up Comedians
Canadian Cattlemen's Association
Canadian Communication Systems Alliance
Canadian Geothermal Energy Association
Canadian Independent Music Association
Canadian Network for Neglected Tropical Diseases
Canadian Opera Company
Canadian Organization for Rare Disorders
Canadiens pour une fiscalité équitable
Canards Illimités Canada
Centre d'innovation canadien sur la santé du cerveau et le vieillissement
Centre d'accès équitable aux bibliothèques
Centre de ressources et transition pour danseurs
Centre des arts de Banff
Centre for Indigenous Theatre

Centre Segal des arts de la scène
Chaire de gestion du secteur de l'énergie - HEC Montréal
Chambre de commerce du Canada
Citizen Advocacy Ottawa
Citoyens pour une politique juste
Clean Energy Canada
Clear Seas
Coalition canadienne des arts
Coalition du budget vert
Coalition interagence sida et développement
Coalition nationale contre le tabac de contrebande
Coalition pour la culture et les médias
Coalition pour l'astronomie au Canada
Coalition pour une saine alimentation scolaire
Coalition québécoise sur la problématique du poids
College Applied Research Taskforce
Collège Canadore
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada
Collèges et instituts Canada
Community Food Centres Canada
Compagnie 3M Canada
Comptables professionnels agréés du Canada
Concordia University of Edmonton
Confédération des syndicats nationaux
Conference for Advanced Life Underwriting
Congrès du travail du Canada
Conseil canadien de l'horticulture
Conseil canadien des pêches
Conseil canadien du camping et du VR
Conseil canadien pour la coopération internationale

Conseil de l'innovation agroalimentaire
Conseil des aéroports du Canada
Conseil du bâtiment durable du Canada
Conseil du patronat du Québec
Conseil national des lignes aériennes du Canada
Conseil Patronal de l'Environnement du Québec
Consortium canadien pour la recherche
Coopérative Aliments Gay Lea Itée
Coopératives et mutuelles Canada
Corporation des associations de détaillants d'automobiles
Dalhousie University
Danish Life Sciences Forum
Debajehmujig Theatre Group
Diabète Canada
Dialogue sciences et politiques
Diététistes du Canada
Digital ID and Authentication Council of Canada
Dot Technology Corp.
Dubreuil, Francis
École de danse contemporaine de Montréal
École nationale de ballet du Canada
École nationale de cirque
École nationale de l'humour
École nationale de théâtre du Canada
École supérieure de ballet du Québec
Égale Canada
Electronic Transactions Association
Enbridge Inc.
Energy Storage Canada
En'owkin Centre

Estevan Chamber of Commerce
Evidence for Democracy
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des associations de bibliothèques
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération canadienne des municipalités
Fédération culturelle canadienne-française
Fédération de l'habitation coopérative du Canada
Fédération des cégeps
Fleet Management Association
Fondation canadienne des femmes
Fondation de la recherche sur le diabète juvénile Canada
Fondation McConnell
Fondation Vimy
Fonds Shaw-Rocket
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares
Gaz naturel financement innovation
Grands Ballets Canadiens de Montréal
Grands Frères Grandes Soeurs du Canada
Greenbelt Foundation
Groupe Co-operators
Groupe d'intervention action santé
Groupe TMX limitée
Hydroélectricité Canada
Imagine Canada
Imperial Tobacco Canada Limited
Incubateur musical canadien
Indspire
Ingénieurs Canada

Institut canadien de plomberie et de chauffage
Institut canadien des actuaires
Institut canadien des évaluateurs
Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération
Institut de la propriété intellectuelle du Canada
Institut des fonds d'investissement du Canada
Institut national canadien pour les aveugles
Institut professionnel de la fonction publique du Canada
International Boreal Conservation Campaign
International Partnership for Microbicides
Inuit Tapiriit Kanatami
Jeunesse, J'écoute
Kivalliq Inuit Association
Lakehead University
Lanthier, Allan
Le Ballet national du Canada
Leadnow Society
Leo Pharma Inc.
Les Amis de la radiodiffusion
Les Muses : Centre des arts de la scène
Lester B. Pearson College of the Pacific and United World Colleges (Canada)
Life Sciences Ontario
Lundbeck Canada
Lunenburg Academy of Music Performance
MacNeil, Art
Magazines Canada
Manufacturiers et exportateurs du Canada
Marche des dix sous du Canada
McMaster University
Mechanical Contractors Association of Canada

Medalta
Médicaments novateurs Canada
Merck Canada inc.
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Monument commémoratif de la bataille de la côte 70
Mouvement des caisses Desjardins
National Youth Orchestra Canada
North Saskatoon Business Association
Northwest Territories Association of Communities
Novo Nordisk Canada Inc.
Oeuvre des Manoirs Ronald McDonald du Canada
Opera.ca
Orchestre de l'académie nationale du Canada
Orchestre symphonique de Montréal
Orchestres Canada
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Orthophonie et Audiologie Canada
Oxfam Canada
Palette Inc.
Pallium Canada
Pantaleo, Nick
Parkinson Canada
Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants
Pollution Probe
Polytechnics Canada
Prévention et contrôle des infections Canada
Producteurs de poulet du Canada
Producteurs laitiers du Canada
Produits de santé consommateurs du Canada
Professional Association of Canadian Theatres

Project Learning Tree Canada
Qaggiavuut
Queen's University
QUEST
Recherche Canada : Une alliance pour les découvertes en santé
Réseau canadien des soins aux personnes fragilisées
Réseau FADOQ
Réseau pour une alimentation durable
RÉSULTATS Canada
Royal Conservatory of Music
Royal Conservatory of Music / École Glenn Gould
Rural Opportunity and Investment Coalition
Saskatchewan Association of Rural Municipalities
SaskPower
School of Contemporary Dancers
SecureKey Technologies Inc.
SeedChange
Simon Fraser Student Society
Simon Fraser University
Société Alzheimer du Canada
Société canadienne d'allergie et d'immunologie clinique
Société canadienne d'astronomie
Société canadienne de cardiologie
Société canadienne de la SLA
Société canadienne de perception de la copie privée
Société canadienne de psychologie
Société Canadienne des Sciences du Cerveau, du Comportement et de la Cognition
Société canadienne du cancer
Société de l'arthrite
Société d'énergie du Nouveau-Brunswick

SoinsSantéCAN
Soulpepper Theatre Company
Stratford Festival
Sustainable Forestry Initiative
Synchronex
Tardif, Jean-François
Tech-Access Canada
Technation
Teck Resources Limited
The School of Toronto Dance Theatre
Thompson Rivers University Students' Union
Toronto Finance International
Twohig, Edward
U15 Regroupement des universités de recherche du Canada
Union des producteurs agricoles
Université de Montréal
Université d'Ottawa
Université du Manitoba
Université du Québec
Université Laval
Université McGill
Universités Canada
University of Alberta
University of British Columbia
University of Calgary
University of Saskatchewan
University of Toronto
University of Victoria
University of Waterloo
University of Winnipeg

Upstream

Vancouver Symphony Orchestra

VFS Global

Vision mondiale Canada

Western Canadian Short Line Railway Association

Western University

YMCA Canada

York University

Zab Mabougou/Compagnie Danse Nyata Nyata

PROCÈS-VERBAUX

Un exemplaire des *procès-verbaux* pertinents ([réunions n^{os} 2 à 11](#)) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,
L'hon. Wayne Easter, C.P., député

OPINION DISSIDENTE DU PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

Les députés conservateurs siégeant au Comité permanent des finances présentent les recommandations suivantes pour le budget de 2020 dans une opinion dissidente.

Que le gouvernement...

1. Inscrite dans une loi le principe du « paiement au fur et à mesure » afin que des économies correspondantes soient prévues pour chaque dollar affecté à une nouvelle mesure de dépenses. Ainsi, toutes les nouvelles dépenses devraient provenir du cadre financier existant.
2. Limite les augmentations des dépenses gouvernementales à un seuil inférieur à l'inflation et à la croissance démographique.
3. Élaborer un plan visant l'atteinte de l'équilibre budgétaire en cinq ans.
4. N'adopte pas la règle visant à plafonner le montant des intérêts pouvant être déduits proposée dans la plateforme électorale du Parti libéral.
5. Fournir au secteur énergétique le même régime de déduction pour amortissement accéléré que le gouvernement a fourni au secteur manufacturier.
6. Étendre le crédit d'impôt fédéral de 15 % pour l'exploration minière afin d'englober tous les frais d'exploration au Canada, les frais d'aménagement au Canada ainsi que les frais liés aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie au Canada qui sont transférés aux investisseurs individuels dans le cadre du programme d'actions accréditatives.
7. Exempter les conjoints des règles sur l'impôt sur le revenu fractionné.
8. Élimine les hausses prévues des cotisations au RPC pour les petites entreprises canadiennes.
9. Élimine les doubles emplois, les chevauchements et les exigences réglementaires imposées aux petites entreprises canadiennes en mettant en place une mesure exhaustive simple pour les formalités administratives qui va au-delà de l'ensemble des exigences réglementaires actuelles, qui comprend des lignes directrices, des politiques et des lois, tout en élargissant la portée de la Loi sur la réduction de la paperasse.
10. Approuve le projet minier Frontier de la société Teck sans conditions.
11. Abroge le projet de loi C-69.
12. Abroge le projet de loi C-48.
13. Adopter l'approche consistant à « se conformer ou s'expliquer » à l'égard des recommandations du Comité consultatif externe sur la compétitivité réglementaire (annonce faite dans l'Énoncé économique de l'automne 2018 du gouvernement fédéral).
14. Mettre en œuvre la règle du « deux pour un » exigeant l'élimination de deux règlements existants pour tout nouveau règlement créé.
15. Mettre en place des outils fiscaux, comme un instrument d'actions accréditatives comparable aux frais d'exploration au Canada afin d'encourager et de faciliter les investissements en capital pour la désaffectation de puits, d'installations et de pipelines inactifs.
16. Intégrer les considérations relatives à la croissance économique et à la compétitivité dans les mandats des organismes de réglementation.

17. Simplifie le processus d'approbation des nouveaux permis de construction pour l'industrie de l'aluminium.
18. Ne pas aller de l'avant avec la taxe de luxe de 10 % proposée sur les voitures, les avions et les bateaux de plus de 100 000 \$.
19. Établisse une exonération de gains en capital sur les profits de la vente d'actions d'une société privée ou de biens immobiliers à un tiers sans lien de dépendance. Cette exonération s'appliquerait à la partie des profits donnée à un organisme de bienfaisance enregistré dans une période prédéterminée suivant la conclusion de la vente.
20. Examine la façon dont les actions accréditives sont utilisées pour réunir des capitaux sur les marchés pour les entreprises de technologies.

OPINION DISSIDENTE DU BLOC QUÉBÉCOIS

UNE 43E LÉGISLATURE EN ATTENTE D'UNE VISION DU GOUVERNEMENT

De prime abord, le Bloc Québécois tient à remercier tous les intervenants et toutes les intervenantes qui ont participé au processus intensif de consultations prébudgétaires 2020. Plusieurs intervenants nous ont fait part de leur volonté d'y participer ou d'amender leur mémoire : près de six mois séparent la limite du dépôt des mémoires, en août 2019, et les consultations en février, alors que la campagne électorale a amené des enjeux qui n'étaient pas sur le radar à ce moment. Nous réitérons notre volonté de collaborer avec la société civile et les organisations dans le but de défendre et représenter les intérêts du Québec. C'est l'enjeu qui transcende les actions du Bloc Québécois depuis sa création.

En date du 28 février, le conseil des ministres est constitué depuis 100 jours. 100 jours, c'est assez de temps pour que le gouvernement mette de l'avant ses priorités et ses politiques phares. Pour le moment, le gouvernement a fait part de beaucoup d'intentions, mais peu de réalisations. Depuis l'élection, l'approche du Bloc Québécois a été des plus claires sur ses attentes envers le gouvernement. Son travail n'est pas de s'opposer systématiquement, mais plutôt de réaliser ses engagements et défendre les intérêts du Québec et ses régions. Nous ne demandons donc qu'à être surpris de ce gouvernement. Avec le discours du Trône, il a démontré de l'ouverture dans certains dossiers prioritaires pour le Québec. Il est toutefois nécessaire que cette ouverture se traduise par des mesures budgétaires concrètes. Le Bloc Québécois ne s'attend à rien de moins.

Prendre acte du résultat des élections générales de 2019

Le Québec a été clair lors des dernières élections : il souhaite que le gouvernement fédéral écoute les revendications de l'Assemblée nationale et ce que le Bloc Québécois a à dire. Le gouvernement doit collaborer : non pas qu'en parole, mais en gestes concrets pour l'autonomie et les priorités du Québec. Le Bloc Québécois les résume ainsi :

- La bonification de la pension de la sécurité de la vieillesse pour les aînés dès 65 ans;
- La hausse des transferts en santé;
- La garantie de versement des compensations aux producteurs sous gestion de l'offre;
- L'approvisionnement en eau potable « au robinet » pour les communautés autochtones;
- L'accès à 50 semaines de prestations d'assurance-emploi en cas de maladie grave;

- Le débloqué des dossiers de logement social attendus par Québec et les villes.

Ces demandes ne sont ni frivoles ni utopiques :

- Certaines auront un coût important sur le budget, mais répondent concrètement à des enjeux préoccupants pour nos citoyens.
- D'autres peuvent se faire à l'intérieur des programmes déjà établis, en débloquant les sommes où en recadrant les programmes vers nos priorités.
- D'autres rapporteront des sommes importantes au gouvernement et éviteront l'érosion de la capacité d'action causée par le flou autour de l'assiette fiscale.

Le gouvernement creuse le déficit d'année en année et n'a pas de plan pour revenir à l'équilibre budgétaire. Mais ce qui est encore plus préoccupant, c'est qu'il ne semble rien sortir de structurant pour l'économie québécoise de ces déficits. Et aucune vision ne semble encadrer ces investissements. Le gouvernement a réalloué, seulement avec les budgets supplémentaires des dépenses 2019-2020, 4,94 milliards \$ (A) et 5,56 milliards \$ (B) pour les projets proposés dans le budget 2019. 10,5 milliards \$, c'est beaucoup d'argent. Mais ce n'est pas beaucoup pour insuffler une orientation, une vision à un gouvernement en manque de leadership. Il faut investir pour celles et ceux qui en ont besoin, pour réussir la transition énergétique, pour que nos médias et nos créateurs artistiques rivalisent à armes égales avec les géants du web. Et ça, nous n'avons pu constater une ligne directrice gouvernementale indiquant qu'ils veulent s'attaquer à ces enjeux. Ils remettent souvent des décisions à des consultations, à des études et à des consensus internationaux : sauf qu'en finalité, il faut que le gouvernement prenne une décision. Qu'il prouve que les libéraux veulent gouverner.

Au fédéral, le gouvernement a une réelle marge de manœuvre. Le Directeur parlementaire du budget nous le rappelle régulièrement : « La politique budgétaire fédérale actuelle est viable à long terme. Le DPB estime que le gouvernement fédéral pourrait augmenter les dépenses ou réduire les impôts et les taxes de manière permanente dans une proportion correspondant à 1,8 % du PIB (41 milliards de dollars courants) tout en maintenant à long terme la dette nette au niveau actuel (2018), qui correspond à 28,5 % du PIB.¹ »

D'un autre côté, l'absence d'un sujet est notable dans les consultations de cette année : la crise des médias. Bien que la taxation des géants du web soit abordée, le problème est beaucoup plus vaste que ce seul enjeu. Le soutien aux médias et au journalisme doit être amélioré. Les médias locaux et régionaux doivent être

¹ Directeur parlementaire du budget, 2020, [Rapport sur la viabilité financière de 2020](#), page 2.

soutenus convenablement. Il est à noter qu'un seul groupe est intervenu sur cet enjeu.

Un autre sujet d'importance, sur lequel la partisanerie ne devrait pas s'étendre, est la protection de l'environnement et la garantie, aux générations futures, que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour conserver leur niveau de vie et un milieu de vie sain. Ainsi, nous avons proposé la péréquation verte pour parvenir à ces deux objectifs : augmenter la création de richesse dans le secteur des technologies vertes tout en favorisant la transition vers un développement économique moins polluant.

Recommandations supplémentaires du Bloc Québécois

Nous aurions voulu que ce comité recommande au gouvernement fédéral qu'il :

- Rehausse la somme octroyée par le biais du Supplément de revenu garanti;
- Permette aux caisses de retraite des travailleurs et travailleuses d'être créancières prioritaires en cas de faillite de l'entreprise;
- Bonifie la pension de la sécurité de la vieillesse pour les aînés, dès 65 ans, à 15% du salaire industriel moyen;
- Hausser les transferts canadiens sur la santé tel que demandé par les provinces et le Québec à la hauteur de 5,2 % par année;
- Transfère, entièrement et sans condition, les sommes prévues pour la Stratégie nationale sur le logement du fédéral vers les programmes québécois;
- Convertisse les crédits d'impôt pour les proches aidants en crédits d'impôts remboursables;
- Instaure un crédit d'impôt similaire au crédit d'impôt pour l'investissement dans la région de l'Atlantique pour la Côte-Nord;
- Compense les artisans fromagers et les transformateurs pour les impacts de l'AECG;
- Travaille à la mise en place d'une stratégie de l'aérospatiale;
- Crée un fonds d'investissement pour les secteurs de pointe tels que le multimédia et le jeu vidéo, les technologies vertes, l'aluminium, le transport avancé, les nouveaux matériaux, l'aérospatiale et le pharmaceutique.
- Exonère l'achat de livres de l'application de la TPS;
- Hausse le financement de la recherche dans les établissements postsecondaires;
- Augmente le budget de Téléfilm Canada afin de permettre la création de séries lourdes en ligne;
- Maintienne, puis indexe, le budget du Conseil des arts, en incluant une aide à la promotion internationale.

- Que les programmes Fonds du Canada pour la présentation des arts et Développement des communautés via arts et patrimoine profitent d'une annonce pérennisant leur financement pour les prochaines années;
- Garantisse les montants et les modalités pour le versement des compensations aux producteurs sous gestion de l'offre pour les pertes occasionnées par l'AECG, le PTPGP et l'ACEUM;
- Instaure un crédit d'impôt à la modernisation de la production pour nos entreprises;
- S'engage à réduire l'enjeu de la rareté de la main-d'œuvre;
- Élabore une stratégie pour améliorer la productivité de nos entreprises;
- Rende permanent le programme de part à imposition différée (PID) pour les coopératives agricoles.
- Assure la continuité du programme pour l'achat de véhicules zéro émission et bonifie le programme incitatif en :
 - Offrant des rabais supplémentaires pour les ménages à plus faibles revenus
 - Offrant des rabais supplémentaires lorsque l'achat d'un véhicule écologique retire de nos routes un véhicule particulièrement polluant;
 - Offrant des incitatifs à l'achat et pour la recherche dans les véhicules lourds et commerciaux;
 - Remplaçant la flotte de véhicules fédéraux pour des véhicules verts;
 - Exemptant l'achat de véhicules électriques, neufs et usagés, ainsi que l'équipement de recharge de véhicules électriques, de la TPS;
 - Exonérant les véhicules neufs et d'occasion de la taxe d'accise;
- Contribue à réduire les émissions en fournissant un fonds incitatif pour favoriser l'adoption d'autobus sans émissions pour les transports en commun
- Cesse les subventions aux énergies fossiles;
- Se dote de contraintes légales pour atteindre ses cibles environnementales prises dans le cadre des accords de Paris;
- Impose les profits que les entreprises, en particulier les banques, rapatrient des paradis fiscaux;
- Examine tous les accords fiscaux conclus par le Canada avec les paradis fiscaux;
- Impose la TPS sur les services et la publicité en ligne, peu importe la plateforme;
- Crée un Fonds des médias écrits, à partir des revenus des taxes récoltées sur les publicités.
- Impose les géants du Web à hauteur de 3 % de leur activité sur le territoire canadien.

Le respect des champs de compétences

Malgré le fait que certaines recommandations de ce rapport peuvent se traduire en gains pour le Québec, nous nous retrouvons encore avec un engagement pour plus d'ingérence dans les champs de compétence du Québec et des provinces.

Le Bloc Québécois est d'avis que, pour tout programme fédéral dans un champ de compétence du Québec et des provinces, le gouvernement devrait leur offrir un droit de retrait avec pleine compensation et sans condition.

Sans cette garantie et avec les intrusions dans les champs de compétences de Québec, il est dangereux que nous jouissions dans le même scénario que lors de la renégociation des transferts canadiens en santé en 2016 : le ministre de la santé québécois affirmait que le gouvernement Trudeau pratiquait un « fédéralisme prédateur ». Si le droit de retrait avec compensation n'est pas accordé, voici trois exemples d'ingérences fédérales de ce rapport :

- [Que le gouvernement fédéral] mette en place un programme national, universel et public d'assurance-médicaments;
- Investisse dans des soins à domicile complets pour les personnes qui ne peuvent pas demeurer à la maison [sans ces soins];
- Instaure un fonds spécial pour aider les municipalités souhaitant électrifier leurs parcs de véhicules de transport en commun en partenariat avec le gouvernement fédéral [...]

La Chambre des Communes a reconnu le Québec comme nation en 2005. Cette reconnaissance ne vaut pas grand-chose s'il n'y a pas d'actions concrètes pour la soutenir. Les Québécoises et les Québécois savent ce qui est bon pour eux. Leurs représentants, au sein de l'Assemblée nationale, devraient avoir le dernier mot en ce qui concerne les investissements sur le territoire québécois et dans leurs prérogatives constitutionnelles.

Nous croyons que la meilleure façon, pour le Québec, d'assumer pleinement son autonomie et son développement, en concordance avec ses valeurs, se retrouve dans son indépendance nationale. D'ici à ce que la nation québécoise décide d'y accéder, nos revendications, exprimées dans cette opinion dissidente, nous semblent les meilleures pistes de réflexion pour préserver l'État québécois.

Rapport complémentaire du NPD dans le cadre des consultations prébudgétaires 2020 du comité permanent des Finances de la Chambre des communes

Les consultations prébudgétaires tenues par le comité permanent des Finances de la Chambre des communes ont permis d'entendre et de lire les mémoires de nombreux témoins concernant les préoccupations au cœur de la vie des Canadiennes et des Canadiens. Les recommandations formulées dans ce rapport reflètent le désir exprimé par les électeurs et les électrices durant les dernières élections de voir les parlementaires de tous les partis collaborer et coopérer pour mieux faire avancer notre pays.

À maintes reprises au cours des consultations prébudgétaires, des gens se sont dit préoccupés par la situation économique au pays. Alors qu'on sait que près d'une personne sur deux est à 200\$ de l'insolvabilité, les néo-démocrates savent qu'il est essentiel de miser sur des politiques sociales qui vont aider les gens directement à joindre les deux bouts.

Les nombreux intervenants soutiennent qu'il y a une urgence d'agir notamment pour protéger l'environnement, pour entamer une véritable réconciliation avec les peuples autochtones, pour adresser la crise du logement abordable, pour mettre en place un régime fiscal plus juste et équitable, pour des investissements importants dans le transport collectif et électrique et pour des politiques sociales qui vont aider les familles canadiennes.

Environnement

Le plus important défi auquel doivent faire face nos communautés est sans aucun doute la question des changements climatiques. Dans les dernières années, les Canadiennes et les Canadiens se sont mobilisés pour demander au gouvernement des actions concrètes qui répondent à nos engagements internationaux, tout en nous permettant de faire un virage audacieux vers une économie fondée sur les énergies propres et renouvelables.

Parmi les nombreux témoignages, plusieurs ont imploré le gouvernement libéral de mettre un terme aux subventions publiques destinées à l'industrie des combustibles fossiles. Le gouvernement conservateur de Stephen Harper avait pris un engagement en ce sens lors du sommet du G20 en 2009, tout comme le parti libéral du Canada s'était engagé à le faire d'ici 2025 dans sa plateforme électorale de 2015. L'organisme Équiterre et le Réseau Action Climat Canada (RACC) demandent au gouvernement de répondre à cet engagement international en « complétant le recensement des subventions à la production et la consommation d'énergie fossile d'ici la fin de l'année 2020, et d'établir un calendrier d'abandon progressif de ce soutien public d'ici 2022. »

L'organisme Équiterre a également tenu à souligner que le Canada avait annoncé avec l'Argentine en 2018 « qu'ils dirigeraient conjointement un examen par les pairs afin de s'assurer de l'élimination progressive de leurs subventions inefficaces aux combustibles fossiles. » Le résultat de cet examen se fait toujours attendre, alors que le gouvernement accorde toujours plus d'un milliard de dollars par année en subvention à l'industrie des combustibles fossiles.

Pour plusieurs, il s'agit d'un non-sens de continuer à encourager financièrement cette industrie, alors que le Canada s'est engagé sur plusieurs fronts à lutter contre le réchauffement de la planète et pour une diminution des gaz à effet de serre (GES).

Pour le Réseau Action Climat Canada, le Canada continue d'investir dans le problème. En effet, selon ce dernier, « de 2012 à 2017, le Canada a contribué à 12 fois plus d'investissements dans des projets pétroliers et gaziers que dans des projets qu'il classe sous les technologies propres. On parle d'investissements de 62 milliards de dollars dans des projets pétroliers et gaziers, par opposition à 5 milliards de dollars dans des technologies propres ». Le RACC a été un peu plus clair à ce sujet, « Le Canada doit cesser de financer l'exploitation des combustibles fossiles à l'étranger par l'entremise d'Exportation et développement Canada (EDC), » y compris pour le prolongement du projet de l'oléoduc Trans Mountain.

La cohérence des choix budgétaires est fondamentale à la réalisation d'une transition écologique et environnementale durable. En dépensant 4,5 milliards de dollars pour l'achat de l'oléoduc Trans Mountain, et en promettant du financement pour son agrandissement, le gouvernement s'éloigne de ses engagements environnementaux. La Coalition du budget vert mentionne qu'« il subsiste un manque de transparence entourant les aspects financiers du prolongement de Trans Mountain » et que le gouvernement « ne devrait pas dépenser de fonds supplémentaires pour ce projet d'oléoduc ».

À la lumière des nombreux témoignages, les Canadiennes et les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement fasse preuve de leadership et de cohérence dans ses engagements environnementaux.

Réconciliation avec les Premières Nations

La réconciliation avec les peuples autochtones est certainement un des points les plus importants que les parlementaires doivent considérer lors de cette 43^e législature. Les organisations qui ont présenté leur mémoire au comité des Finances ont toutes fait valoir l'importance de la réconciliation comme point de départ vers la résolution des nombreuses difficultés auxquelles font face leurs communautés.

L'Assemblée des Premières Nations (APN) a notamment fait valoir l'urgence d'agir pour adresser la situation du logement dans les communautés. L'APN recommande au gouvernement « d'investir 4 milliards de dollars sur cinq ans dans le logement des Premières Nations ». L'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) a également fait valoir le même point en mentionnant la nécessité d'élaborer « un plan à long terme, avec un financement prévisible et stable, pour construire de nouvelles unités de logement, pour rénover et décontaminer des unités existants, ainsi que pour viabiliser des terrains afin de combler l'arriéré actuel et de répondre à la croissance des ménages et des familles des communautés.»

Pour le logement, seulement au Québec, c'est plus de 7000 nouvelles unités qu'il faudrait ajouter pour pouvoir arriver aux taux d'occupation que nous connaissons ailleurs dans la province et même dans le reste du pays.

Enfin les Canadiennes et les Canadiens savent que le gouvernement fédéral doit en faire plus et plus rapidement pour régler les problèmes liés à l'approvisionnement en eau potable dans les communautés des peuples autochtones. Un problème qui ne peut plus attendre, pour lequel il faut agir immédiatement. La Coalition du budget vert recommande au gouvernement de commencer par « investir 361 millions de dollars par an, en financement permanent, pour le fonctionnement et l'entretien des infrastructures liées à l'eau des Premières Nations. »

Le Chef de l'APNQL a illustré l'ampleur du problème dans certaines collectivités en soulignant notamment qu'« à quatre heures de route d'ici dans le nord du Québec. Il y a là un petit village de 450 habitants. On y trouve des installations sanitaires qui doivent être partagées par tous les membres de la collectivité parce qu'il n'y a ni électricité ni eau courante. C'est à peine à 45 minutes de Val-d'Or, la ville la plus proche, et à six kilomètres de la route principale.»

Pour l'APNQL il est clair que le gouvernement fédéral doit cibler ses efforts et ses investissements dans les domaines clés qui vont permettre aider directement les communautés, faute de quoi, le Chef de l'APNQL estime que le gouvernement se retrouvera « à payer davantage pour les soins de santé, l'éducation et les autres secteurs. Il est selon moi crucial que le logement soit considéré parmi les principaux déterminants».

Logement abordable

La crise du logement est plus actuelle et urgente que jamais et nécessite des mesures fiscales vitales pour la résoudre. Le rapport présenté émet quelques recommandations pour adresser ce problème criant de l'accessibilité au logement abordable, mais il passe à côté d'importantes suggestions proposées par de nombreuses personnes pour aider les Canadiennes et les Canadiens à faire face à ce problème. La Fédération de l'habitation coopérative du Canada a d'ailleurs lancé un appel à l'action

: « pour résoudre ces problèmes de logement, il ne s'agit plus que de discuter ; il faut agir. »

Le recensement national de 2016 a permis de constater que le Canada compte 1,2 million de familles vivant dans des logements trop chers, trop petits, insalubres ou qui ne répondent pas à leur besoin. Tout comme de nombreux intervenants, le NPD demeure préoccupé par la situation du logement abordable au Canada. Pour améliorer l'accessibilité et l'abordabilité des logements au Canada, les néo-démocrates ont déjà proposé une multitude de solutions, dont la création de 500 000 nouvelles unités de logement d'ici 10 ans.

C'est également dans la même voix que nous encourageons le gouvernement à soutenir les propositions des organisations telles que l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ) qui demande au gouvernement entre autres d'allouer « 1,7 milliard de dollars pour le maintien du parc de logements actuel au pays et d'accorder 2 milliards de dollars supplémentaires par année pour construire de nouvelles habitations. »

Nous comprenons également à quel point les coopératives d'habitation représentent un pilier important pour répondre à la crise actuelle du logement social et communautaire. Tout comme l'a formulé dans son mémoire la Fédération de l'habitation coopérative du Canada demande au gouvernement de s'engager « à transférer pour 50 millions de dollars de terres fédérales excédentaires au secteur de l'habitation coopérative en vue de la construction de nouveaux logements. »

Régime fiscal juste et équitable

En juin 2019, le Directeur parlementaire du budget (DPB) a réalisé une étude visant à identifier le montant que le Canada perd en impôt à cause des lacunes dans nos lois fiscales et dans la taxation internationale. Selon ces estimations c'est près de 25 milliards de dollars par année que le gouvernement canadien laisser s'échapper au profit de certaines structures fiscales douteuses.

S'il s'agit d'une préoccupation largement documentée par le DPB et par le comité des Finances, les actions gouvernementales tardent à voir le jour. Plusieurs témoins ont mentionné au comité que le gouvernement devrait entreprendre un examen public et exhaustif de son régime fiscal notamment pour y éliminer les dispositions législatives permettant aux plus fortunés d'éviter de payer leur juste part. Le NPD est fier de voir que cette recommandation a été retenue par les membres du comité, et nous suivrons attentivement la réalisation de cet examen.

Cependant, nous devons souligner quelques recommandations mentionnées par des témoignages qui méritent l'attention du ministre des Finances. De nombreux témoins de tous les horizons ont tenu à marteler l'importance d'un régime fiscal juste et équitable, avec des règles fiscales qui s'appliquent équitablement pour tout le monde. Les témoins ont notamment fait valoir au comité que le gouvernement devrait « imposer une taxe de 3 % sur les revenus canadiens des grands exploitants internationaux de plateformes de location à court terme en guise d'impôt des sociétés », comme le Parti libéral du Canada l'avait promis dans sa plateforme électorale de 2019. En s'assurant également que les règles fiscales canadiennes s'appliquent à toutes les activités canadiennes des entreprises numériques étrangères comme l'ont suggéré les intervenants, dont l'Association des hôtels du Canada devant le comité.

Pour rendre notre système plus juste et plus équitable, le gouvernement devrait également suivre la recommandation des Canadiens pour une équité fiscale de « procéder à une révision et évaluation complète des accords d'échange de renseignement fiscaux et des conventions fiscales signés par le Canada » afin de s'assurer que les sociétés ou les particuliers ne profitent pas des avantages inhérents de nos ententes fiscales au détriment de l'équité de notre régime fiscal.

Plusieurs témoins ont également souligné au comité l'importance de s'attaquer rigoureusement et concrètement aux paradis fiscaux qui minent la crédibilité et l'équité de notre régime fiscal. On a notamment entendu la Confédération des syndicats nationaux demander au gouvernement de « mettre fin à la possibilité, pour les entreprises, de rapatrier des dividendes en franchise d'impôt à partir de paradis fiscaux ». Cette recommandation est également appuyée par bon nombre de témoins dont Canadiens pour une fiscalité équitable qui souhaite que le gouvernement cesse « d'autoriser les sociétés à transférer des profits à leurs filiales à l'étranger en les obligeant à prouver l'activité économique réelle de leurs filiales », en plus d'« imposer des limites sur les paiements d'intérêts que les entreprises peuvent déduire de leurs profits, en particulier les subventions à l'étranger ».

Enfin, plusieurs organisations nous ont mentionné que le gouvernement doit durcir son approche à l'égard des fraudeurs et des firmes comptables qui mettent au point des stratégies d'évitement fiscal agressif.

Le NPD tient également à reprendre la recommandation des Canadiens pour une fiscalité équitable en demandant au gouvernement d'éliminer la déduction pour les options d'achat d'actions. Une mesure fiscale qui bénéficie majoritairement aux plus fortunés de notre société, alors que le gouvernement tente de justifier son opposition en invoquant l'aide aux entreprises émergentes. Nous pensons, tout comme plusieurs experts, que le gouvernement peut aider les entreprises émergentes avec plusieurs autres mesures

fiscales beaucoup plus adaptées à leur réalité, sans aider indûment les plus fortunés à éviter de payer leur juste part.

Le gouvernement devrait également adresser le problème soulevé par l'Association canadienne des individus retraités (ACIR) concernant la dilapidation des prestations de retraite lorsqu'une entreprise se place à l'abri de ses créanciers en vertu de la loi sur l'insolvabilité. Le NPD enjoint les retraités de partout au Canada, et l'ACIR pour demander au gouvernement de protéger les pensions des Canadiennes et des Canadiens en modifiant « la loi sur l'insolvabilité de manière à étendre la priorité absolue au passif non capitalisé des régimes de retraite. »

Transport collectif et électrique

Le transport collectif, électrique et accessible demeure l'épine dorsale de notre transition axée sur une économie verte à faible émission de carbone. Les transports représentent près du quart de nos émissions de GES, c'est sans surprise que les témoignages que nous avons entendus et les mémoires soumis au comité reflètent l'importance d'investir concrètement dans ce domaine pour protéger l'environnement et réduire notre empreinte carbone.

La Fédération canadienne des municipalités a souligné l'importance de la participation du gouvernement fédéral dans la mise en place de programmes et de subventions visant à aider les municipalités à électrifier leur réseau de transport en commun. Les maires des différentes municipalités du Canada veulent notamment voir le gouvernement mettre en place « un nouveau mécanisme de financement permanent pour soutenir la croissance et la modernisation des réseaux de transport collectif partout au Canada. »

Les municipalités canadiennes savent que pour développer le plein potentiel de leur réseau de transport en commun, pour l'électrifier et pour le maintenir en état, ils ont besoin d'un ensemble d'outils de financement prévisibles qui leur permettent de planifier stratégiquement l'allocation des fonds. C'est d'ailleurs en ce sens que la FCM demande au gouvernement de « veiller à ce que le nouveau mécanisme assure des investissements prévisibles, de maintenir les engagements financiers actuels jusqu'en 2027-2028, et de s'engager maintenant à fournir 34 milliards de dollars durant la décennie suivante par tranches annuelles égales de 3,4 milliards. »

Un fond assurant du financement prévisible aux municipalités existe déjà et cela permet à de nombreuses collectivités de satisfaire leurs besoins régionaux. En effet, le Fonds de la taxe sur l'essence (FTE) fournit du financement direct, efficace et prévisible pour la réalisation de projets locaux. L'année dernière, moment où le transfert de la taxe sur

l'essence a été doublé pour une période d'un an, a permis de distribuer environ 2,1 milliards de dollars à plus de 3 600 collectivités. Le NPD enjoint le gouvernement à reprendre la proposition des municipalités canadiennes et « a doubler le transfert aux municipalités du Fonds de la taxe sur l'essence » pour aider les municipalités à mieux prévoir et financer leurs projets locaux.

Aide pour les familles et politiques sociales

Les politiques sociales et progressistes sont au cœur des valeurs néo-démocrate et elles sont partagées par les Canadiennes et les Canadiens. Notre tissu social, c'est ce qui fait notre force, tant au niveau du bien-être de nos collectivités, qu'à la valeur ajoutée pour l'attractivité et la compétitivité des entreprises canadiennes.

Un des besoins majeurs des familles au Canada se situe au niveau des services de garde d'enfants. Selon l'OCDE, les familles canadiennes déboursent près du quart de leur revenu pour assurer la garde des enfants, soit beaucoup plus que les pays comparables. En termes de financement, le Canada se situe à la dernière place des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, alors que les frais de garderie continuent d'augmenter à un rythme soutenu.

Pour que les services de garde abordables, accessibles et sécuritaires deviennent une réalité pour les familles canadiennes, le gouvernement fédéral devrait s'appuyer sur les ententes bilatérales avec les provinces et les territoires afin d'augmenter graduellement le financement de la garde des jeunes enfants pour qu'il atteigne au moins 1 % du PIB.

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance et la Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants recommande au gouvernement d'accroître « ses dépenses consacrées à la garde d'enfants en les bonifiant d'un milliard de dollars par année pendant 10 ans, afin de se conformer aux normes de référence internationales ».

La Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants a également fait valoir l'urgence d'agir en ce qui concerne la santé mentale. Le NPD demande au ministre des Finances de considérer cette recommandation visant à « créer un volet consacré à la santé mentale pour assurer la promotion continue de la santé mentale et le traitement rapide des maladies mentales au moyen d'un programme national, conformément aux principes et aux critères de la Loi canadienne sur la santé. »

Du côté du Réseau FADOQ, les intervenants ont fait remarquer au comité la nécessité pour le gouvernement de s'impliquer davantage financièrement pour s'acquitter de son devoir en matière de santé. Le NPD recommande au gouvernement de reprendre la proposition du réseau FADOQ « d'indexer le Transfert canadien en matière de santé de 6\$ annuellement ».

Enfin la Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants soutient que le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer dans l'accessibilité aux études postsecondaires. Cela reflète d'ailleurs une proposition qu'ils ont formulée au comité des Finances, dont le NPD appuie pleinement, « d'établir des transferts permanents aux provinces et aux territoires pour éliminer les droits de scolarité. »

En somme, même si les recommandations contenues dans le rapport du comité permanent des Finances reflètent quelques-unes des préoccupations des Canadiennes et des Canadiens, nous croyons que bons nombres de propositions et de témoignages ne se retrouvent pas dans ce rapport. C'est donc pourquoi nous encourageons le gouvernement à reprendre les recommandations des témoins du rapport complémentaire du NPD lors de sa préparation du budget fédéral 2020. Ces recommandations supplémentaires permettront certainement de répondre davantage aux préoccupations exprimées par les Canadiennes et les Canadiens.

Le NPD reconnaît que les travaux du comité ont eu le privilège de se tenir sur le territoire non-cédé des Nations algonquine, haudenosaunee et anishinabek.